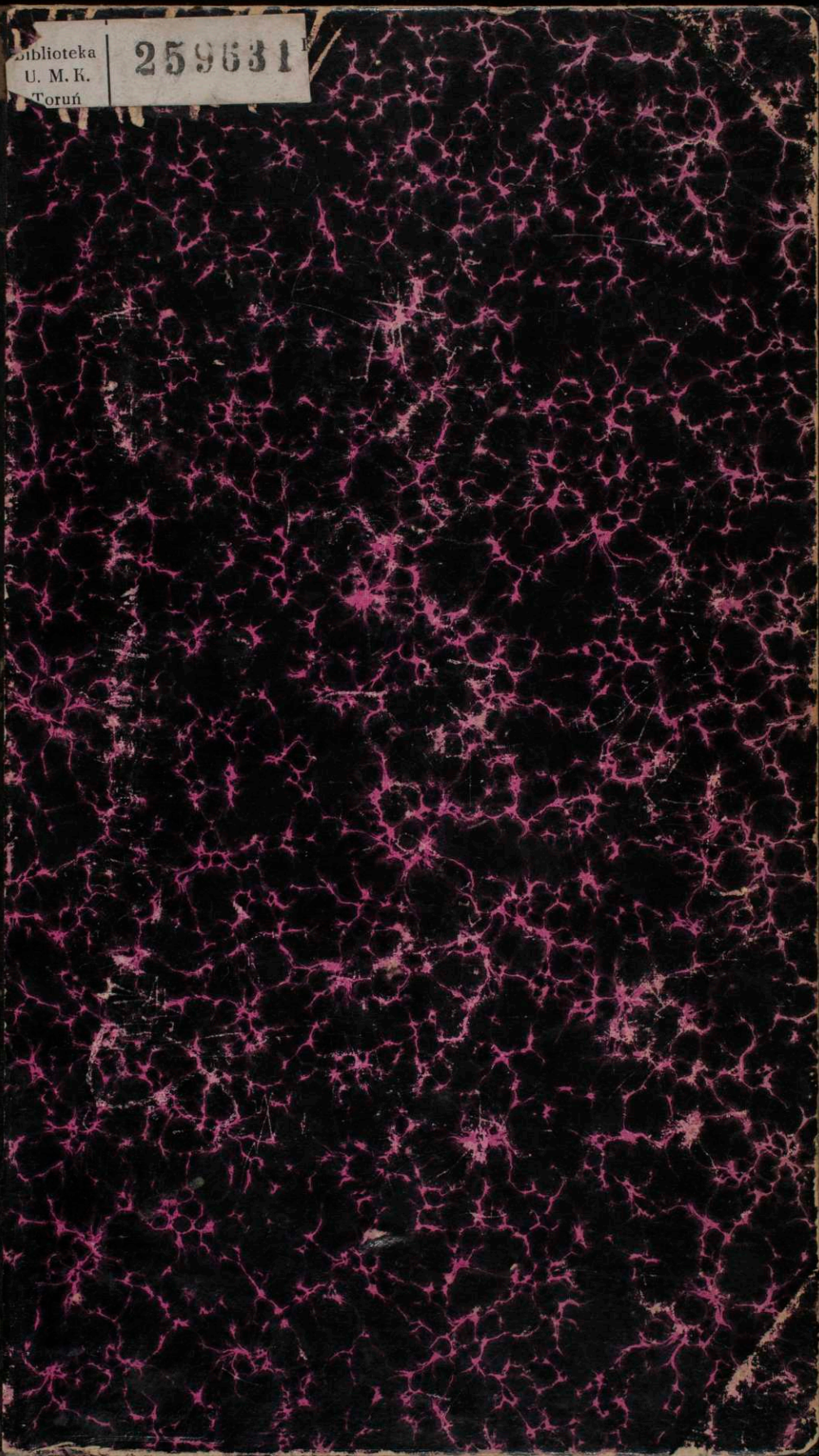


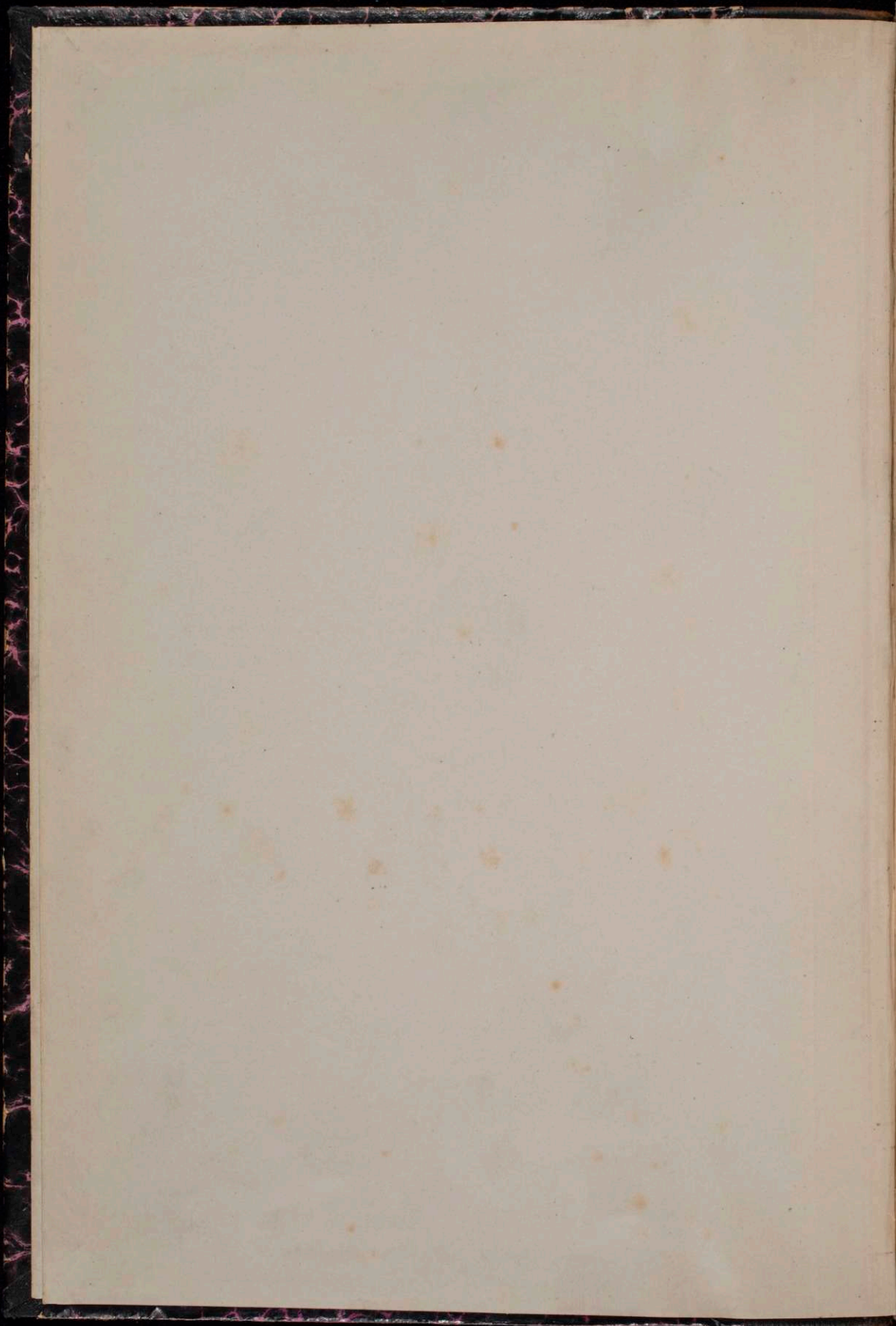
Biblioteka
U. M. K.
Toruń

259631



III 7 189

I B 62
3-



Handwritten text

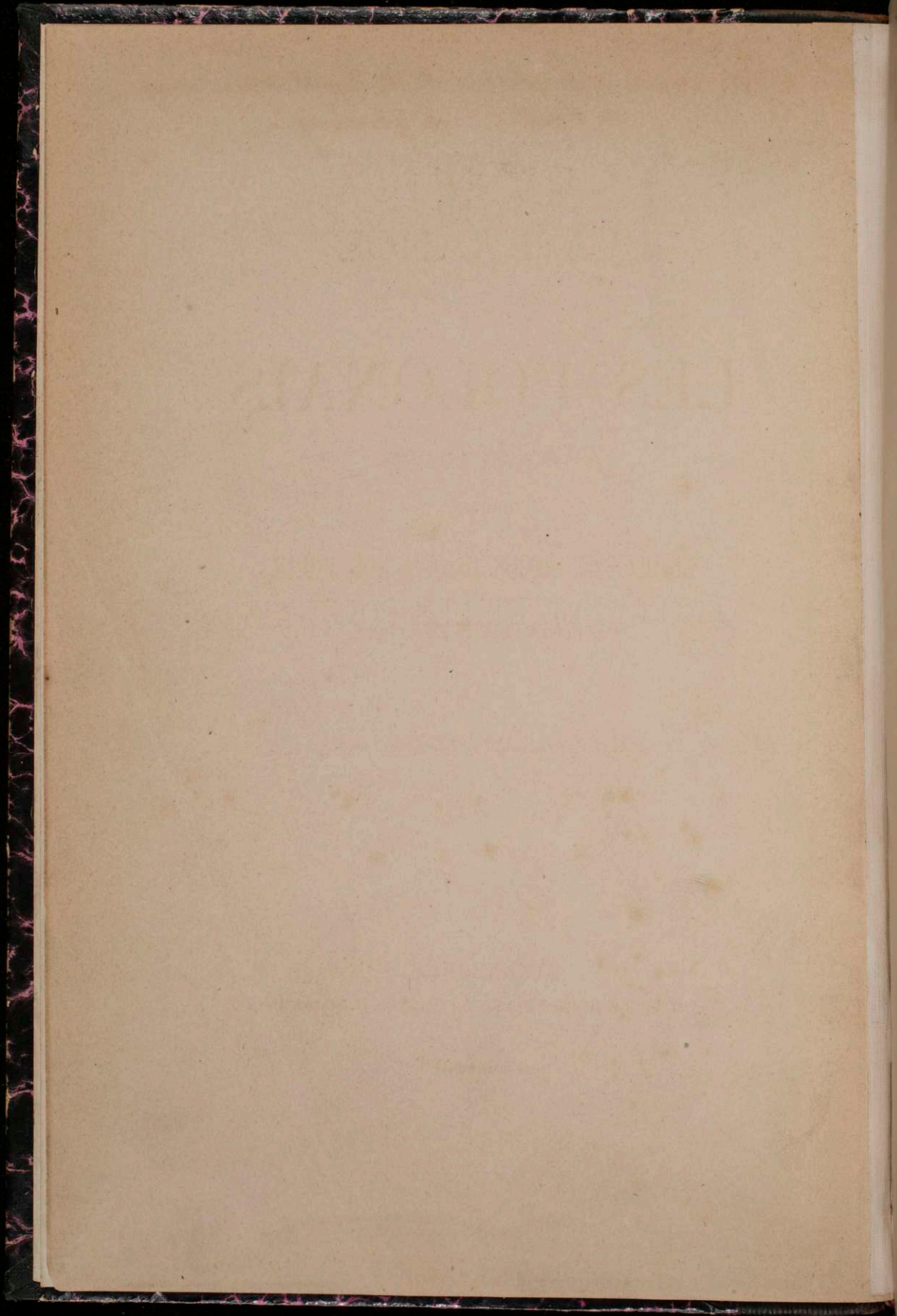
LA

^a Monsieur le professeur Dr. H. Vogel hommage
de l'auteur A. Gorbinskij

LA FRANCE ET LES POLONAIS



I B 62. B.



double 231212 II
14.10.1875 [Andrzej Garbiniński]

LA FRANCE
ET
LES POLONAIS

APERÇU HISTORIQUE

DEPUIS

LE DIXIÈME SIÈCLE JUSQU'A NOS JOURS

PAR UN AMI DES DEUX NATIONS

Prix : 3 francs 75 centimes.

STRASBOURG

TYPOGRAPHIE DE G. FISCHBACH, SUCC^R DE G. SILBERMANN

1875

Droits d'auteur réservés.

AR 205



6060

259631

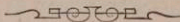


1950. Da. 3969

LA
FRANCE ET LES POLONAIS

APERÇU HISTORIQUE

DEPUIS LE DIXIÈME SIÈCLE JUSQU'A NOS JOURS



C'est à la nation française que nous dédions cet ouvrage.

Mais nous mettons les Français trop au-dessus de la flatterie pour ne pas oser leur dire franchement la vérité sur les rapports entre la Pologne et la France, et cela dans toute sa sincérité historique, ce qui n'est pas toujours agréable à entendre.

Il est incontestable que depuis des siècles les rayons de la lumière française inondent les bords de la Vistule. Un pays comme la France ne pouvait qu'avoir une influence civilisatrice sur la Pologne, toujours bien moins développée qu'elle. Mais raisonnablement on ne peut pas soutenir le principe que tout ce qui vient de la France est bon et applicable à la Pologne, laquelle se

trouve tout à fait dans d'autres conditions politiques, industrielles et sociales. En outre, il est bien dangereux et très-peu logique de la part des Polonais d'établir une solidarité permanente entre leur destinée et celle de la France.

Les Polonais rêveurs ne veulent pas comprendre que le gouvernement français et la nation française, peut-être très-intimement liés entre eux, forment, pour ce qui concerne la Pologne, deux éléments parfaitement à part.

Ainsi, depuis un siècle le gouvernement français a été changé plus de dix fois, et pourtant la nation française est restée toujours la même.

Il est naturel qu'un peuple conserve pendant des siècles les mêmes sentiments pour ses amis, mais il est impossible que dix gouvernements différents soient animés par les mêmes vues politiques et qu'ils s'occupent avec la même chaleur des affaires d'un autre pays.

C'est surtout depuis un siècle que les Polonais ont attaché toutes leurs espérances à la France, c'est au prix de leur sang qu'ils voulaient acheter l'intervention française.

Les Polonais peuvent exiger que la nation française reconnaisse que jamais elle n'a eu des amis plus aveuglément dévoués, plus constants dans l'adversité.

Mais, d'un autre côté, il est impossible de vouloir que la République de 89 soit solidaire du gouvernement de Louis XV et doive réaliser les promesses du ministère Choiseul.

Il est également impossible de vouloir que Louis-Philippe ait dû payer la dette que Napoléon a contractée envers les Polonais.

Les deux nations sont faites pour être de plus en plus intimement liées, et comme l'équité seule est la base des bons rapports entre les peuples, nous tenons à tirer au clair l'histoire des relations de la France et de la Pologne, en mettant dans la balance le dévouement polonais d'un côté, et les sacrifices de la France de l'autre.

Les Français, en général, se donnent peu la peine d'étudier l'histoire des pays étrangers, même celle des nations avec lesquelles ils sont dans les rapports les plus suivis.

Pourtant beaucoup d'historiens français ont écrit sur la Pologne, et certes, ils écrivaient plus pour leurs compatriotes que pour les Polonais. Cependant leurs noms restent presque inconnus en France ; quant aux bords de la Vistule, on les lit avec intérêt, et avec cette reconnaissance illusoire que la France s'occupe et qu'elle est au courant de tout ce qui concerne la Pologne et son histoire.

Animés d'un amour sincère et dévoué pour tout ce qui est polonais, gardant en même temps la plus grande sympathie pour la France, nous venons au nom de la loyauté demander à la nation française son opinion sur notre manière d'envisager cette question.

Nos lecteurs trouveront peut-être que nous disons dans cet ouvrage trop ou trop peu sous certains rapports, mais nous les prions de vouloir bien prendre en considération les difficultés que nous avons eu à surmonter.

Voulant atteindre le but que nous nous sommes marqué, il fallait oser dire aux lecteurs polonais, sans les offenser, qu'ils ont le grand défaut de manquer d'entente et d'esprit politique; — il fallait faire connaître à nos lecteurs français la partie de l'histoire de la Pologne qui concerne les rapports des deux nations et démontrer les torts des gouvernements français, sans s'attaquer à la nation, qui n'en est pas responsable; enfin, il fallait éviter de froisser la susceptibilité de la censure de Varsovie, qui, du reste, depuis que sa direction est confiée à M. Rijoff, donne des preuves de tact et de modération.

En même temps nous tenions à être le plus exact possible dans la narration de tous les faits que nous citons, puisant seulement dans les meilleures sources chez des auteurs français et polonais, qui, du reste,

sont là pour éclaircir les doutes que pourraient avoir des lecteurs peu au courant de l'histoire de Pologne⁴.

Dans les premiers temps de l'existence politique de la Pologne, il est difficile de retrouver des traces de ses rapports avec la France. Un Parisien spirituel, mais caustique, nous avait donné le conseil de rapporter l'ancienneté des sympathies des deux nations au neuvième siècle et à la belle et intéressante princesse Wanda, qui, détestant le prince allemand auquel elle était fiancée, avait préféré se noyer dans la Vistule plutôt que de se germaniser.

Mais, sérieusement parlant, ce ne sont que des faits détachés qui nous donnent une vague idée que de temps en temps une fusée égarée de la civilisation française tombait sur le sol polonais.

Ainsi avec le christianisme, qui arrivait en Pologne à la fin du dixième siècle, nous voyons arriver aussi les Bénédictins français, qui introduisent les premiers livres aux bords de la Vistule. — Presque à la même époque,

⁴ Auteurs français : Belcourt, Beauplan, Chavaniac, Choinin, Coyer, Delejrac, Desnoyers, Ferrand, M^{me} Guebriant, Jonsac, Laboureur, Montluc, M^{me} de Motteville, Ogier, Parthenay, Pradt, Proyard, Rhulière, Salvandy, Ségur Pierre, Ségur Philippe, Schmidt, Vioménil, Vandocourt, etc.

Auteurs polonais : Albertrandi, Bandtke, Bartoszewicz, Krajewski, Lelewel, Maciejowski, Naruszewicz, Niemcewicz, Niesiecki, Paprocki Rudawski, Rogalski, Wojciecki, etc.

nous voyons saint Stanislas, évêque de Cracovie et depuis patron de la Pologne, qui, ayant fait ses études à l'Académie de Paris, développe la civilisation chez ses compatriotes.

Un peu plus tard, Judith, reine de Pologne, étant longtemps stérile, envoie une députation en pieux pèlerinage à Saint-Isidor, au Languedoc, pour demander par ses prières un héritier au trône à la Pologne. Deux années plus tard, la reine donnait le jour au prince Boleslas, qui ensuite, sous le nom de roi Bouche-de-Travers, fut un des plus grands princes de cette époque.

A la fin du quatorzième siècle, un prince d'origine française régna un moment sur le trône de la Pologne.

Louis, roi de Hongrie, était le fils du roi Charles-Robert d'Anjou.

De son oncle maternel, Casimir-le-Grand, il avait hérité de la couronne de Pologne.

Louis, n'ayant pas d'héritier mâle, laissa la Hongrie à sa fille aînée Marie, et voulait assurer celle de la Pologne à sa cadette, qui portait le nom d'Hedwige.

La noblesse polonaise étant devenue très-puissante, formait déjà une espèce de république noble qui voulait s'arroger le droit de choisir ses souverains. Il fallait donc que le roi Louis flattât cette noblesse et augmentât ses privilèges pour assurer la couronne à sa fille.

Effectivement Hedwige fut reconnue reine de Pologne après la mort de son père, à condition qu'elle choisirait un mari digne de gouverner la noblesse polonaise.

Hedwige est la plus charmante apparition qu'un pays puisse rêver sur le trône : jeune, belle et bonne, elle a encore cet esprit politique qui manque si souvent aux monarques. Elle est promise en mariage à l'archiduc Guillaume de Raguse, pour lequel elle a une vive affection. Mais elle sait comprendre les devoirs d'une reine ; elle voit qu'elle rend un double service au christianisme et à la Pologne en épousant un prince à moitié sauvage, mais qui, pour payer son bonheur, s'engage à convertir des millions de Lithuaniens et à les unir aux Polonais, dont naguère ils étaient les ennemis. C'est ainsi qu'Hedwige épousa le prince de Lithuanie, Jagiello, le protoplaste de cette race bien-aimée des Polonais qui a si glorieusement régné sur eux pendant deux siècles.

La Pologne, sous leur règne, devint florissante ; mais cette époque ne présente rien d'intéressant en fait de rapports avec la France.

Sigismond-Auguste, fils unique de Sigismond I^{er}, était le dernier rejeton de la famille des Jagiellons. La noblesse polonaise, qui, malgré tous ses défauts, de tout

temps aima incontestablement sa patrie, voyait avec peine s'éteindre avec le roi la tige de cette race bien-aimée. Ce règne ne manquait pas de grands seigneurs très-puissants qui, par la splendeur de leurs cours, composées d'une petite noblesse cherchant auprès d'eux appui et protection, portaient parfois ombrage à leur souverain.

Tant qu'il y eut une dynastie, le prestige de la couronne, le respect que la famille royale inspirait aux Polonais, imposaient trop à ces fiers seigneurs pour qu'ils se permissent une opposition ouverte aux chefs de l'État. La noblesse, tant que la race jagiellonne leur fournait des rois, n'avait pas d'autre but que d'agir d'accord avec eux pour soutenir la grandeur et la puissance d'une patrie également aimée par le prince et par ses sujets.

Cependant le germe d'une maladie incurable qui devait perdre un jour la Pologne se développait visiblement. Sur les trois États qui composaient la nation, la noblesse ayant le privilège de toutes les charges militaires et civiles, était toute-puissante dans le pays. Le jeune noble polonais prenait part de bonne heure à la défense des frontières contre les invasions des étrangers. Né militaire, il savait que toute sa vie il devait faire partie de cette espèce de landwehr nationale à laquelle la sécurité de la patrie était confiée.

La jurisprudence était aussi entre les mains des nobles, qui, élus par le suffrage public, faisaient fonctions de juges et d'avocats, et se préparaient par là à la vie parlementaire. Cette dernière était développée dans les diètes, qui décidaient les questions administratives du pays. Du reste, toutes les charges de la cour et de l'administration ne pouvaient être conférées par le roi qu'aux nobles.

La bourgeoisie et le commerce, privés de la faculté d'entrer dans la vie politique ou militaire, étaient groupés tout à fait à part et se trouvaient dans une condition secondaire, très-commode du reste, car elle leur donnait des lois spéciales qui leur garantissaient parfaitement l'indépendance de leurs personnes et de leurs fortunes. Étant exclus du service militaire, les bourgeois et les marchands n'en supportaient point les charges, et du moment qu'ils renonçaient à prendre part aux affaires du pays et de la noblesse, ils pouvaient être sûrs que rien ne les gênerait dans leurs affaires commerciales.

Le paysan, plus ou moins asservi, était destiné à labourer la terre et à procurer aux défenseurs de la patrie, c'est-à-dire à la noblesse, tout ce dont elle avait besoin pour son existence, son luxe, ou bien pour ses plans politiques.

Le bon roi Sigismond-Auguste n'a pas eu le temps ou n'a pas voulu lier ses sujets par son choix en leur désignant un héritier, et il a été par là la cause de grands malheurs pour la Pologne. Un successeur choisi par le dernier des Jagiellons aurait été accepté incontestablement, tandis que le système électoral ouvrait le champ libre aux passions de la noblesse et aux intrigues des étrangers, qui tâchaient toujours de placer sur ce trône un prince dont ils étaient sûrs et à l'aide duquel ils espéraient imposer aux Polonais leur politique, bien souvent (pour ne pas dire toujours) contraire aux intérêts du pays.

A la mort de Sigismond-Auguste, quatre partis s'étaient formés pour le choix du successeur de la couronne de Pologne.

La maison d'Autriche, berçant de promesses fallacieuses la puissante famille des Zbornowski, voulait s'appuyer sur leur influence pour préparer le chemin du trône à l'archiduc Ernest, fils de l'empereur Maximilien II.

Le roi de Suède, allié par les femmes à la maison des Jagiellons, tâchait de mettre de son côté le parti protestant, à la tête duquel était la famille des Radziwill, dont l'influence en Lithuanie et même en Pologne était très-grande.

Un parti appelé polonais se groupait autour du grand hetman Jean Tarnowski. Il demandait à être gouverné par un Piast, c'est-à-dire par un Polonais ; mais le choix d'un pareil candidat était bien difficile, car si chacun des grands seigneurs pouvait ambitionner la couronne, aucun d'eux n'aurait souffert d'avoir son égal pour chef suprême.

Un événement de peu d'importance donna à la France l'idée de présenter le prince Henri d'Anjou comme candidat à la couronne de Pologne.

Il y avait à la cour de François II un nain polonais, nommé Krassowski. Noble et très-bien tourné, il était protégé par la reine Catherine. On ne sait par quel hasard Krassowski arriva à se faire une certaine position en France, mais le fait est que tout le monde écoutait volontiers son gentil babillage.

Vers la fin du règne de Sigismond-Auguste, Krassowski eut l'idée de venir en Pologne pour revoir sa famille, qu'il avait plus ou moins perdue de vue. Arrivé à Cracovie, en qualité de courtisan français, ayant à raconter beaucoup de choses intéressantes et les racontant très-bien, il eut un vrai succès auprès des plus grands seigneurs polonais, qui le reçurent à bras ouverts à leurs cours. Krassowski était sous le charme que le jeune duc d'Anjou exerçait alors en France après sa

victoire de Jarnac. En dépeignant le courage et la grandeur d'âme du jeune prince, sans le vouloir peut-être, il préparait en Pologne un parti qui désirait chaleureusement voir un jour Henri de Valois roi de Pologne.

Avant la rentrée de Krassowski à Paris, quelques grands seigneurs lui soufflèrent l'idée de proposer à la reine Catherine de Médicis de présenter son fils comme candidat à la succession du roi Sigismond-Auguste.

La reine, cherchant depuis longtemps un établissement royal pour son favori, qu'elle savait être détesté par son frère, le roi Charles IX, embrassa ce projet avec chaleur. Elle confia son plan à l'évêque de Valence, M^{sr} Jean de Montluc, qui, prenant toute cette entreprise sur lui, s'empressa d'envoyer en Pologne ses deux émissaires, Jean Choisin de Chatellerault et son fils Jean sieur de Balagny. Les deux Français, tout en dissimulant le but de leur voyage, trouvèrent un bon accueil en Pologne. — Sur ces entrefaites, arrive la mort du roi Sigismond-Auguste, le 7 juillet 1572.

La France travaillait ardemment à l'élection de son candidat. Déjà, le 17 août, l'évêque Jean de Montluc quittait Paris avec le baron de Noailles pour se rendre à Cracovie. Il était chargé de pleins pouvoirs du roi Charles IX et accompagné des vœux de la reine-mère.

Après la mort du roi, le prince-primat Uchanski, en qualité de premier sénateur, consacra le 6 janvier 1573 comme jour où tous les députés et les sénateurs devaient se réunir pour débattre la forme sous laquelle on devait procéder à l'élection du nouveau roi. La représentation polonaise se composait de deux chambres :

1° Celle des députés de tous les districts, nobles élus par le suffrage de leurs concitoyens ;

2° Le sénat où siégeaient tous les hauts fonctionnaires nommés à vie par le roi, tous les dignitaires de l'Église de tous les rites chrétiens et les dignitaires de la cour. Bref, le sénat était composé de l'aristocratie du pays, tandis que la chambre des députés comptait dans ses rangs la moyenne et la petite noblesse, — et aussi certains fils de grandes maisons, qui prenaient parfois ce chemin pour arriver au sénat.

L'assemblée nationale de 1573 avait décidé que, la Pologne étant une république noble, chaque noble du pays avait le droit de voter pour l'élection de son roi, et, par conséquent, cette élection ne devait pas se faire autrement que par l'acclamation unanime de toute la population noble du pays.

Dorénavant le prince-primat serait chargé de remplacer le chef de l'État pendant l'interrègne et présiderait l'assemblée électorale, à laquelle on donnerait le

nom de Sénat convocateur. On fixa le jour du 5 avril 1573 pour la première réunion électorale. Alors les quatre partis que nous avons cités, savoir : Autrichiens, Suédois, Polonais, Français, se mirent à bien disposer les esprits de la noblesse, chacun en faveur de son candidat.

L'évêque Montluc déploya une finesse et une persévérance extraordinaires; c'est positivement lui seul qui fit l'élection de Henri de Valois.

Bientôt après son arrivée en Pologne, la nouvelle de la Saint-Barthélemy indisposa les esprits contre le parti français; les protestants et les Grecs voulaient profiter de cette occasion pour tourner l'opinion publique contre la cour de France.

La Pologne, connue pour sa tolérance, ne pouvait pas comprendre que l'on pût verser le sang de ses compatriotes pour leur faire abjurer leurs convictions religieuses. L'indignation était générale.

C'est contre des difficultés aussi graves que devait lutter le diplomate français; et pourtant il réussit à merveille. Pour lui, le parti le plus redoutable était celui qui désirait voir un Polonais sur le trône des Jagiellons. Mais ce parti, au moment des élections, fut complètement anéanti par une proposition de Zamoyski, que Montluc sut gagner au parti français.

Zamoyski, le plus grand homme d'État que la Pologne ait jamais possédé, craignait les intrigues et les passions des grands seigneurs, et ne voulait laisser arriver au trône aucun de ces ambitieux, prévoyant des jalousies qui pourraient à la fin amener des guerres civiles.

La loi électorale disait : que tout individu présenté comme candidat au trône n'avait pas le droit de se trouver dans l'enceinte du camp des élections.

Les candidats étrangers étaient tous absents.

Le 5 avril, la diète rassemblée, Zamoyski demanda que les candidats polonais quittassent l'enceinte. Personne n'osa avancer franchement sa candidature ; on ne cita personne, et ainsi il n'était plus question des Piastes.

On suppose que Zamoyski rêvait la couronne pour lui, mais il ne se sentait pas assez fort et ne voulait pas courir les chances d'un échec. Cette supposition est très-probable, mais il est très-malheureux que les Polonais n'aient pas eu l'idée de lui offrir la couronne, car c'était le seul homme peut-être qui eût su réprimer les abus des nobles et leur imposer une dynastie.

L'évêque Montluc, allant au devant des désirs des Polonais, avait promis au nom de son mandataire la tolérance religieuse la plus complète, et, sans consulter le

jeune prince, il s'engagea à ce que le candidat français épousât la princesse Anne Jagiello, sœur du dernier roi, âgée de plus de cinquante ans. Le 11 mai 1573, le scrutin fut dépouillé; la majorité s'était déclarée pour Henri de Valois.

Montluc, à la tête d'une nombreuse députation polonaise, s'empessa de mander cette bonne nouvelle à la cour de Paris.

Le luxe et la libéralité de l'ambassade polonaise firent l'étonnement de toute la France; les principaux députés chargés d'accompagner le nouveau roi, furent :

L'évêque de Posen Konarski, Laski, Tomicki, Tenczynski, Herburt, Krzycki, Radziwill, Zamoyski, Firlej, Zborowski et autres.

La réception des Polonais au Louvre fut très-solennelle. Henri goûtait très-peu deux clauses acceptées en son nom par Montluc : c'était la liberté des croyances et son mariage avec une princesse qui avait à peu près l'âge de sa mère. Mais la convention avait été signée, et, le cœur navré d'abandonner son pays où il désirait tant régner, le jeune roi entreprit son voyage vers le royaume qu'il devait gouverner et qui lui était peu sympathique.

Il fut plus fatigué que charmé de l'accueil cordial que lui firent ses nouveaux sujets sur le sol polonais.

La vue de son austère fiancée était peu propre à dérider son front et à donner un cours plus gai à ses pensées. Il ajourna son mariage avec une persévérance qui dénotait un parti pris.

Le savant Pibrac, qui accompagnait le jeune prince dans son voyage, était le confident de ses mauvaises impressions à son début en Pologne.

Cependant Henri s'efforçait de faire bonne mine à mauvais jeu. Il se fit couronner le 21 février 1574.

Mais, malgré la meilleure volonté de part et d'autre, les Polonais ne pouvaient plaire à leur nouveau maître, et le jeune roi ne répondait point à ce que l'on attendait de lui. Henri était entouré de Français. Loin de cacher ses débauches, il froissait par son sans-gêne les mœurs rigides de la cour de Cracovie; joueur effréné, il jetait l'argent par la fenêtre; l'État et ses affaires, qu'il ne comprenait pas, l'ennuyaient; les grands seigneurs polonais avaient peine à reconnaître le vainqueur de Jarnac et de Montcontour dans ce jeune prince indolent et efféminé. Aussi il est facile de comprendre avec quelle joie Henri reçut le courrier qui lui annonçait la mort de son frère Charles IX. Sans hésiter un moment, accompagné de deux serviteurs français, il quitta le château royal de Cracovie la nuit du 18 juin 1574 pour gagner la frontière le plus vite possible.



Dès l'aube on s'était aperçu de la disparition du roi, — on court après lui; Tenczynski et Zebrzydowski le rattrapent, se jettent à ses pieds en le suppliant de ne pas abandonner ses sujets.

Henri est inébranlable; il promet de rentrer le plus vite possible, mais il ne rebrousse pas chemin et continue sa route vers Paris.

Arrivé en France, le jeune roi trouva la nation en proie aux horreurs de la guerre religieuse qui dévastait le pays. Au milieu de ces embarras il voulait néanmoins gouverner la Pologne de loin, et proposait déjà le prince Alphonse de Ferrare comme mari de la princesse Anne, son ex-fiancée; désirant, en outre, que ce prince régnât en Pologne en son nom avec le titre de vice-roi; mais les Polonais, froissés par ces prétentions, lui déclarèrent que s'il ne rentrait pas à Cracovie avant le 12 mai 1575, on proclamerait sa déchéance. Henri n'étant pas rentré à temps, une nouvelle diète électorale fut convoquée pour le 4 octobre.

Les nouvelles élections appellent au trône *Étienne Batory, prince de Transylvanie*. Ce règne est le point culminant de la puissance polonaise.

Avec l'aide de Zamoyski, qui possède sa confiance complète, ce roi guerrier et sage est arrivé à dompter un peu les grands du pays; il a su donner à leur am-

bition une direction purement patriotique ; aussi jamais les frontières de ce pays ne se sont étendues si loin , jamais l'aigle polonais n'a été si respecté que pendant ce règne.

Comme nous avons surtout voulu faire le récit de cette partie de l'histoire de la Pologne qui se lie à l'histoire de France, nous ne pouvons pas nous arrêter aux splendeurs de cette époque, qui nous détourneraient de nos recherches. Seulement nous nous permettrons de comparer ce grand roi et son premier ministre à l'immortel Henri IV et à Sully, qui, presque en même temps, gouvernaient la France, consolidant aussi sa grandeur et sa puissance.

Après la mort de Batory (1586), la France était trop occupée de ses affaires intérieures pour se mêler de l'élection en Pologne, qui se fit sous les auspices de Zamoyski et des Zborowski.

L'archiduc Maximilien d'Autriche, secondé par les Zborowski, ambitionnait la couronne de Pologne ; mais Zamoyski, qui, sous le dernier règne, est devenu tout-puissant, appelait au trône Sigismond Wasa, fils du roi Jean de Suède et de la reine Catherine la Jagiellonne.

Sigismond III Wasa, appuyé par l'armée et par Zamoyski, est couronné roi à Cracovie le 28 décembre.

L'archiduc avec l'armée autrichienne rejoint Zborowski, entre en Pologne et exige partout où il passe qu'on lui prête serment de fidélité.

Zamoyski, à la tête de son armée, équipée et entretenue à ses frais, va au devant de l'agresseur, l'attaque à Byczyna le 28 janvier 1588. L'armée de l'archiduc est dispersée; et lui-même, fait prisonnier, doit désormais habiter Krasnystaw, un des châteaux-forts de l'immense majorat Zamoyski.

Ce fait peut donner l'idée de la puissance des grands seigneurs polonais d'autrefois, qui, bien souvent, plus forts que les rois, leur résistaient ouvertement; il était donc difficile aux souverains de se faire écouter dans des conditions semblables.

Heureusement Zamoyski était un grand homme; il aimait sa patrie et n'abusait pas de sa force; mais il y a quelque chose d'effrayant à voir un simple particulier élever au trône avec une telle facilité et en faire descendre le roi de son pays.

Les Zborowski, écrasés par Zamoyski, ne pouvaient plus soutenir le parti de l'archiduc; ils essayèrent pourtant d'enlever Maximilien de sa prison; mais la ruse fut découverte, et le coup de grâce porté à ce parti.

Ce n'est que vers la fin de l'année suivante, et après de vives instances du Pape et de l'empereur Rodolphe,

que Zamoyski rendit la liberté à l'archiduc, et encore celui-ci dut-il signer un acte par lequel il renonçait pour toujours à la couronne de Pologne.

Le règne de Sigismond III abonda en guerriers remarquables; mais, après la mort de Zamoyski, on ne savait plus profiter des avantages remportés sur l'ennemi, et la décadence de la Pologne devenait de plus en plus sensible.

Le roi espérait regagner sa couronne de Suède, dont son oncle Charles s'était emparé après la mort du roi Jean III. La Pologne était de cette manière entraînée dans une guerre qui fut très-onéreuse.

D'un autre côté, le roi n'a jamais su profiter des troubles de la Russie, qui était à cette époque dévastée par les ennemis et par des guerres civiles. Les Russes choisirent pour leur czar Ladislas, fils aîné du roi de Pologne. Sigismond, au lieu de saisir cette occasion pour rapprocher les deux nations, ne faisait que rêver la conversion des Russes à l'Église romaine.

Irrités contre le roi et le régime polonais, les Russes chassèrent l'armée polonaise de Moscou, et appelèrent à la puissance suprême le czar Michel Romanow. Une union amicale de ces deux nations slaves aurait pu donner un autre cours aux événements politiques en Pologne.

Vers cette époque, nous voyons de nouveau la poli-

tique française agir auprès du gouvernement polonais.

La guerre de Trente ans désolait le centre de l'Europe. Le cardinal de Richelieu tenait à soulever Gustave-Adolphe contre l'Autriche et à s'unir à Sigismond. Mais la Suède était occupée par une guerre contre la Pologne, il s'agissait donc pour Richelieu de faire signer une paix entre ces deux combattants.

Le baron de Charnacé fut envoyé par le prince-cardinal à la cour du roi Sigismond pour mettre ce plan à exécution. L'agent français possédait une grande habileté, mais ses talents diplomatiques furent funestes à la Pologne.

Malgré tous les avantages des armes polonaises sur les Suédois, et grâce aux intrigues de Charnacé, une paix très-désavantageuse pour les Polonais fut signée à Altmärk (1629).

Elle est considérée par les historiens polonais comme un des plus grands malheurs du règne de Sigismond, car elle abandonnait les provinces baltiques aux Suédois.

Les grands capitaines de ce règne comme Czarnecki, Ostrogski, Zölkiewski, Chodkiewicz et tant d'autres remportaient des victoires sur les ennemis de la Pologne, mais le gouvernement ne savait pas en tirer profit.

L'armée, qui ne se composait que des nobles convo-

qués au moment où le pays était en danger, était ordinairement pleine d'ardeur dans les premières batailles et par conséquent souvent victorieuse; mais une fois la victoire remportée, elle ne voulait pas comprendre qu'il fallait poursuivre l'ennemi. Les chefs, les hetmans, étant des nobles, ainsi que chaque simple soldat, n'avaient pas toujours assez de force pour se faire écouter. Après chaque bataille une partie des soldats, considérant la chose finie et satisfaits du succès, s'en allaient chez eux pour raconter aux leurs au coin du feu les glorieux épisodes de la guerre.

Une faible partie de l'armée à la solde de la république était toujours très-irrégulièrement payée. Il résultait de ce désordre une grande insubordination et souvent des révoltes.

Cependant, à partir du grand Zamoyski, qui s'est occupé beaucoup des améliorations de toutes les parties de l'administration polonaise, l'armée aussi subit de grandes réformes. C'est lui qui a forcé la petite noblesse à servir dans l'infanterie, service toujours très-impopulaire. Il a amélioré et complété l'artillerie, et, avec l'aide des officiers qu'il faisait venir de l'étranger, il tâchait d'introduire en Pologne tout ce que l'Europe avait de nouveau. Un officier d'artillerie français, Le Masson, rendit des services importants à l'armée polonaise, sur-

tout dans ses guerres contre la Turquie, sous les ordres du général Kontski.

Nous voyons encore Le Masson, vieux mais toujours vaillant, à la fameuse bataille de Chocim. Vers la fin du règne du roi Sigismond III, un ingénieur français, de Beauplan, protégé du hetman Koniecpolski, introduit plusieurs améliorations dans les fortifications polonaises. C'est lui qui construisit la forteresse de Kudak en Ukraine, place forte destinée à protéger la Pologne contre les invasions des Tatares.

Beauplan, rentré en France, publia à Rouen (1660) un ouvrage assez curieux, sous le titre : *La description de l'Ukraine*.

L'élection du fils aîné de Sigismond III s'est faite assez paisiblement. Les Polonais aimaient encore la dynastie des Wasas, car elle avait un peu du sang des Jagiellons, et le prince Ladislas jouissait d'une grande réputation de bravoure et de générosité.

Sous le règne de Ladislas IV s'établirent des rapports plus intimes entre la France et la Pologne. Le roi avait fait dans son jeune âge avec son mentor, le prince Albert Radziwill, un voyage à l'étranger et avait visité aussi la France; il garda un bon souvenir de ce beau pays.

La guerre de Trente ans occupait à cette époque toutes

les cours de l'Europe; le cardinal de Richelieu d'un côté et l'Autriche de l'autre s'efforçaient d'attirer à eux le jeune roi. Le comte d'Avaux de Mesmes, envoyé de France auprès du roi de Pologne, parvint à l'exciter contre l'empereur en lui faisant de brillantes promesses.

D'abord c'était la Silésie qui, jadis, appartenait à la maison des Piastes, que le cardinal promettait de donner aux Polonais, — ensuite le roi Ladislas devait être appuyé par le gouvernement français aux prochaines élections de l'empire germanique.

La France s'engageait à payer trois millions de livres par an pour entretenir une armée destinée à attaquer l'Allemagne en Silésie.

Pour resserrer les liens entre les deux nations, on proposait deux mariages : celui de la sœur du roi de Pologne avec le duc d'Orléans, frère de Louis XIII ; on laissait au roi Ladislas le choix d'une des princesses de France pour épouse.

Nous trouvons de curieux détails sur ces négociations dans les Mémoires de Charles Ogier, secrétaire du comte d'Avaux, qu'il a accompagné en Pologne. Ces machinations politiques, menées sous la direction de Richelieu, par d'Avaux et Boutellier, ont eu pour résultat de former en Pologne un parti des grands seigneurs

connus depuis sous le nom de *parti français* ; il avait à sa tête Stanislas Lubomirski et Leszczynski.

Mais la maison d'Autriche ne s'endormait pas non plus. Alliée aux Wasas polonais (le roi était le neveu de l'empereur), elle avait emporté sur le parti français un avantage décisif en faisant épouser au roi de Pologne la fille de l'empereur Ferdinand II, l'archiduchesse Cécile Renathe. Le cardinal de Richelieu, furieux de voir ses plans si rapidement déjoués, ne tarda pas à manifester sa colère et à assouvir sa vengeance.

Le frère du roi Ladislas, Jean-Casimir, se rendait justement de Gênes en Espagne pour visiter son cousin Philippe IV, quand il eut la malheureuse idée de débarquer sur les bords de la France, à Tour-le-Bouc. Il y fut arrêté par ordre du prince-cardinal et enfermé dans la forteresse de Salony, où, avec toute la déférence due à son rang, il n'en fut pas moins considéré comme prisonnier d'état.

C'est seulement plusieurs mois après que le roi de Pologne apprit la captivité de son frère. Christophe Gossiewski, en qualité d'envoyé extraordinaire, fut aussitôt chargé de réclamer la liberté du jeune prince auprès du roi Louis XIII.

Le cardinal, pour s'excuser, donnait un prétexte. Quelques années auparavant le prince Jean-Casimir, étant

allé présenter ses hommages à son oncle l'empereur qui se trouvait justement dans les Pays-Bas, avait assisté à une bataille contre les Français. Le cardinal prétendait que le prince polonais, ayant déjà tiré son épée contre la France, était plus que suspect en se rendant en Espagne, cette dernière se préparant justement à une guerre contre les Français. Tout en s'excusant et en protestant de ses bons sentiments pour le roi de Pologne, le tout-puissant ministre déclarait que le prisonnier royal ne pourrait être mis en liberté avant la fin de la guerre.

Jean-Casimir, transféré à Vincennes, fut relâché enfin le 25 février 1640. La cour de Paris lui fit le plus gracieux accueil, et les charmes de la société du Louvre lui firent bien vite oublier sa rancune contre le cardinal. C'est alors que le prince polonais fit connaissance de la belle Marie-Louise de Nevers, qui depuis devait être sa reine, sa belle-sœur et enfin même son épouse.

Cependant la politique française ne perdait pas de vue le roi Ladislas IV, et faisait son possible pour l'entraîner dans une guerre contre l'Allemagne. On demanda un envoyé polonais résidant à Paris; le roi de Pologne désigna pour cette fonction le chanoine de Warmie Ronkali.

Après la mort de Richelieu, le cardinal Mazarin sui-

vit la même politique à l'égard de la Pologne ; ainsi profitant de la mort de la reine Cécile Renathe, il s'empessa d'offrir ses services au roi de Pologne pour arranger un nouveau mariage.

C'est d'abord Christine de Suède qu'on avait destinée comme épouse à Ladislas IV. Mais les Suédois et les Polonais, qui se disputaient la suprématie dans la Poméranie brandebourgeoise, ne pouvaient pas s'entendre. Mazarin revint donc à l'ancien projet de Marie-Louise Gonzague de Nevers, princesse de Mantoue. Ce mariage se fit par procuration à Paris, le 25 septembre 1645.

Christophe Opalinski représenta le roi de Pologne ; la bénédiction nuptiale fut donnée par l'évêque Leszczyński, et ensuite confirmée à Varsovie, le 10 mars 1646. Le prince-cardinal Charles-Ferdinand, frère du roi, et le prince Albert Radziwill furent chargés de recevoir à Danzig la nouvelle reine de Pologne, qui débarquait dans cette ville, entourée d'un brillant cortège de Français.

Ladislas IV, dont la santé était déjà très-délabrée, avait le caractère aigri. La reine, de son côté, était bien moins jeune et jolie qu'on ne l'avait raconté à son époux.

Le roi eut l'indélicatesse de ne pas dissimuler son désappointement à la première entrevue de Falenty.

Cela jeta tout de suite du froid entre les deux époux.

Ladislav IV, capricieux et despote vers la fin de sa vie, rendait l'existence bien dure à Marie-Louise, qui, sous ce règne, ne put déployer ni l'esprit ni l'énergie dont elle donna plus tard tant de preuves aux Polonais.

La princesse de Nevers, étant considérée comme « fille de France, » était accompagnée dans son voyage en Pologne par la maréchale de Guébriant, ambassadrice extraordinaire, qui à toutes les cérémonies représentait la reine de France.

Le marquis de Brégy, l'évêque d'Orange et beaucoup d'autres Français de qualité formaient le cortège de la maréchale.

Nous avons des Mémoires curieux où M^{me} de Guébriant décrit ses impressions de Pologne, ainsi que les mœurs et les coutumes de ce pays.

Cet ouvrage peut-être considéré comme faisant suite à la description que M^{me} de Motteville nous donne de l'ambassade polonaise à Paris en 1645, à l'occasion du mariage de la princesse Marie-Louise.

Les Français réunis à la cour de la nouvelle reine de Pologne furent très-nombreux; c'est à eux particulièrement que les Polonais doivent l'introduction des mœurs françaises dans leur pays.

Marie-Louise tenait beaucoup à voir les jeunes filles

françaises de sa cour épouser des Polonais, pensant par là resserrer les liens d'amitié entre les deux nations.

C'est donc sous les auspices de cette reine que nous voyons le chancelier de Lithuanie, Christphe Pac, épouser Eugénie de Mailly-Lascaris, cousine des Condé; — le palatin de Plock Krasinski, imitant l'exemple du chancelier, épouse M^{lle} Andrault; — M^{lle} d'Arpajon est mariée à Morsztyn; — M^{lle} de Lussé est destinée à Michel Pac; enfin la grande favorite de la reine, Marie-Casimire d'Arquien, épouse Jean Zamoyski, pour monter ensuite sur le trône de Pologne comme femme de son second mari, Jean Sobieski. D'un autre côté, beaucoup de Français se sont établis en Pologne, en obtenant la noblesse et la naturalisation du pays. C'étaient surtout les cadets de familles dont les sœurs avaient épousé des grands seigneurs polonais.

Parmi les personnes qui entouraient Marie-Louise, Pierre Des Noyers, son secrétaire et son confident, mérite plus d'attention que les autres. Des Noyers, dévoué à la reine et honoré de sa confiance, secondait tous ses plans politiques; nous lui devons une correspondance très-intéressante avec son ami Zaluski, trouvée dans la bibliothèque royale de Paris, et publiée en partie par Raczyński, ensuite imprimée en entier à Berlin (1859) sous le titre : *Lettres de Pierre Des*

Noyers, secrétaire de la reine de Pologne, Marie-Louise (1655-1669).

Cette correspondance nous offre beaucoup de détails sur les rapports de ce temps-là entre la France et la Pologne. Des Noyers passa ensuite au service de Marie-Casimir Sobieski; mais il paraît qu'il ne possédait pas sa confiance complète, car une fois écarté du grand mouvement politique, il ne donne plus aucun détail sur les règnes suivants.

Après la mort de Ladislas IV, sa veuve fit tous les efforts pour que le frère du roi de Pologne lui succédât. La chose était d'autant plus facile, que le prince Jean-Casimir était très-sympathique à la noblesse polonaise.

Au bout de dix mois, avec une dispense de Rome, Marie-Louise épousait le nouveau roi. Il faut rendre cette justice à la nouvelle princesse, que ses intentions à l'égard de la Pologne étaient bonnes; mais les malheurs qui fondirent sur ce règne et les dissensions nourries par les projets dynastiques de la reine entretenirent dans le pays tous les désordres de la guerre civile.

Les enfants que Jean-Casimir avait eus de ce mariage moururent tous en bas âge, et il n'y avait pas à espérer d'établir une dynastie.

Marie-Louise voulut absolument décider les Polonais

à choisir un héritier présomptif du trône du vivant du roi, et éviter par là les calamités inséparables des élections. Un parti se groupa auprès de la reine, et proposa comme candidat, d'abord Matthias de Toscane et ensuite le grand Condé.

La reine ayant marié sa nièce, la fille de la princesse palatine, au prince d'Enghien, fixa sur lui l'attention de la Pologne, et en définitive c'est lui qui fut accepté par le roi et la reine comme leur successeur. La majorité de la noblesse, qui tenait beaucoup au droit d'élection, voyait d'un mauvais œil les démarches de la reine. Le prince George Lubomirski se mit à la tête des mécontents, et une guerre civile éclata. Lubomirski, presque toujours victorieux, fit triompher son parti; mais le sol natal fut arrosé de sang polonais au moment où le pays avait à faire face aux plus grandes difficultés extérieures, car les Suédois, les Turcs et les Tatares dévastaient ses provinces.

Si la reine et le roi avaient compris qu'ils ne pouvaient que par un coup d'État faire réussir leur projet de choisir eux-mêmes un héritier de la couronne, ils auraient rendu un grand service à la Pologne. Mais la reine, voulant acheter les sénateurs et les grands seigneurs influents, avait introduit la vénalité et la corruption dans l'administration du pays.

Il faut pourtant avouer que cette princesse ne manquait pas de qualités, mais malheureusement elle ne savait les plier ni à l'esprit du temps, ni aux exigences des Polonais. Son esprit turbulent a été cause de bien des malheurs. Elle finit par se faire tellement détester par les Polonais, que sa mort, arrivée le 16 mai 1667, a provoqué plutôt un sentiment de joie que de regret. Nous devons ajouter à la louange de cette princesse, que c'est elle qui a introduit en Pologne les sœurs de charité (1651).

Le roi Jean-Casimir, resté seul en face des malheurs et des dangers qui menaçaient son pays, ne se sentait plus la force de supporter le poids de sa lourde couronne, et il la déposa au milieu de son sénat. Malgré sa faiblesse, les Polonais aimaient ce roi; ils lui demandèrent en pleurant de ne pas les abandonner, mais sa résolution fut inébranlable.

Le discours de Jean-Casimir, prononcé le 4 janvier 1661, à l'ouverture de la diète, semble avoir prophétisé les malheurs qui attendaient la Pologne.

« Dieu veuille, disait-il, que je sois un faux prophète; mais si, du vivant du roi, vous ne voulez pas choisir son successeur, la Pologne périra. Les voisins sauront profiter de vos discordes intérieures, et, sous prétexte de s'intéresser en amis à vos affaires, le Nord

va s'emparer de la Lithuanie, le Brandebourg s'arrangera à l'amiable avec la Suède pour la Poméranie et occupera Posen et Danzig; la maison de Habsbourg, malgré ses sympathies pour la Pologne, pour l'équilibre politique, mettra sa main sur Cracovie et Léopol. »

Triste présage prononcé par un roi faible mais bon, qui, dans ses inquiétudes, voyait dans l'avenir des dangers possibles, qui, hélas! un siècle plus tard, n'étaient devenus que trop réels.

Une fois la couronne déposée, Jean-Casimir alla s'établir en France, où il vivait tranquillement, entouré d'un cercle nombreux d'hommes distingués qu'il savait choisir. La chronique disait qu'il avait épousé en secret la veuve du marquis de l'Hôpital, mais il n'y a rien de sûr dans ces suppositions. L'ex-roi de Pologne est mort de chagrin à Nevers, âgé de soixante-trois ans (1672), à la nouvelle de la victoire des Turcs remportée sur les Polonais à Kamieniec-Podolski. La princesse palatine, sa belle-sœur, avait hérité de sa fortune.

Au moment des nouvelles élections en Pologne, la puissance de Louis XIV était arrivée à son plus haut degré; il était donc dans l'intérêt de l'Autriche de faire monter sur le trône de la Pologne un prince dont les sentiments ne seraient pas douteux pour elle. Le choix de l'empereur tomba sur Charles de Lorraine, qui, ré-

cemment dépouillé par la France, ne voulait pas accepter l'indemnité que Louis XIV lui proposait. Entré au service de l'empereur, le prince Charles donna des preuves de vrai courage. L'ambassadeur Schaffgotsch, aidé par le comte de Chavagnac, Français d'origine mais dévoué à la maison de Lorraine, et le jésuite Richard, confesseur du candidat, arrivèrent à Varsovie pour travailler en faveur du protégé de l'empereur.

Le cabinet de Versailles, voulant contrebalancer l'influence allemande, soutint la candidature, d'abord du prince de Condé, et ensuite de son fils d'Enghien. Ce dernier, marié à la nièce de la reine Marie-Louise, était fortement recommandé par le roi Jean-Casimir. Le hetman Sobieski, connu et aimé à la cour de Versailles, ami intime de Condé, marié à une Française et très-influent dans son pays, fut choisi par le gouvernement français comme chef de ce parti. L'évêque de Béziers fut envoyé en Pologne, en qualité d'ambassadeur de Louis XIV, auprès de la diète électorale. Un grand parti de seigneurs polonais se groupait autour du vaillant hetman et de son épouse, qui savait, dès qu'elle le voulait, exercer la plus irrésistible séduction sur les personnes dont elle avait besoin. La Suède, le Brandebourg et l'Angleterre proposaient le duc de Neubourg, de la maison palatine, descendant par les femmes

des Jagiellons, et marié à une sœur des deux derniers rois de Pologne. Ce prince, extrêmement riche, promettait sur sa cassette le paiement des arrérages dus à l'armée, et beaucoup d'améliorations dans l'administration intérieure du pays.

Enfin le czar Alexis, homme de tête et courageux, briguaît aussi la couronne de Pologne. Il avait envoyé une superbe ambassade à Varsovie et il l'appuyait par une armée de quatre-vingt mille hommes, à la tête de laquelle il gardait la frontière.

L'élection fut tumultueuse et on ne parvint pas à s'entendre. Le champ des élections présenta un spectacle terrible. Les grands seigneurs comme : Pac, Radziwill, Wisniowiecki, Sapieha, Lubomirski, Zamoyski, Potocki et autres, arrivèrent chacun avec une armée de plusieurs milliers d'hommes.

La petite noblesse, partagée par palatinats, armée jusqu'aux dents, était aussi en grand nombre. N'oublions pas que chaque noble avait le droit de mettre fin à toute discussion par son *veto*.

Les querelles et les rixes étaient si fréquentes que chaque jour on comptait plus de vingt morts, sans parler des blessés et des contusionnés. Au moment où les grands seigneurs semaient de l'or pour recruter des voix aux candidats, où la petite noblesse versait son sang

sur le lieu des élections pour appuyer les intrigues des cours étrangères, — les Turcs remportaient une victoire à la porte de Kamieniec. Les troupes polonaises assiégées dans cette forteresse faisaient des merveilles de valeur ; mais elles devaient céder, manquant de secours, à la force et à la famine, rendant aux Musulmans cette place importante, considérée toujours comme la clef de la Pologne du côté de la Turquie. Ces faits sont trop significatifs pour que nous ayons besoin d'expliquer comment dans des conditions semblables les malheurs qui devaient fondre sur la Pologne étaient inévitables.

Sur ces entrefaites les rapports de la France et de l'Autriche avaient pris une tournure plus amicale ; les deux cabinets convinrent en secret de ne plus appuyer en Pologne leur candidat respectif. Cet arrangement donna plus de force au parti du prince de Neubourg, mais il changea peu l'état des choses sur le théâtre des élections. La petite noblesse polonaise, peu au courant des événements politiques, ne comprenait rien aux différences qu'il y avait entre les partis français, suédois, russe et allemand. Pour elle, tout parti étranger était appelé français, aussi n'en voulait-on plus. La petite noblesse détestait la mémoire de la reine Marie-Louise, qui, voulant rendre le trône héréditaire, s'attaquait à

ses privilèges et avait allumé une guerre civile qui longtemps dévasta le pays.

Aussi la petite noblesse, fière de choisir son roi elle-même et profitant d'une séance où les partis étrangers étaient faiblement représentés, coupe court à toutes les intrigues et propose pour roi un Piast, c'est-à-dire un Polonais. — La proposition est aussitôt acclamée; on cherche un candidat, le premier venu prononce au hasard le nom du prince Michel Koribut Wisniowiecki.

Michel est le fils d'un grand seigneur qui a consacré sa vie et sa fortune à la défense des frontières polonaises contre les attaques des Turcs et des Russes et contre les invasions des cosaques. Malheureusement le fils ne ressemble pas au père, il est timide et nul, mais son nom est sympathique aux électeurs; on adopte la proposition unanimement, et avant que les autres partis aient eu le temps de s'orienter, Michel est proclamé roi de Pologne.

On voit ainsi que le système électoral en vigueur n'avait même pas pour lui l'avantage de préserver la malheureuse couronne de Pologne d'échoir à des princes absolument médiocres.

Au moment où le roi Jean-Casimir renonçait à la couronne, M^{me} Sobieska, née d'Arquien, se trouvait en France pour assister au mariage de sa sœur, qui épousait le marquis de Béthune. Les splendeurs de Ver-

sailles, la réception faite par cette cour à la reine d'Angleterre avec tout le faste que Louis XIV savait si bien déployer, produisirent une vive impression sur l'épouse du héros polonais. Dans cette disposition d'esprit cette femme ambitieuse arriva à Varsovie au milieu des troubles de l'élection.

Son premier mouvement fut pour le parti français et le prince d'Enghien, mais bientôt elle reçoit un avis de Béziers qui l'engage à travailler au contraire en faveur du prince de Neubourg.

Enfin elle comprend qu'on ne veut plus d'un étranger, qu'on cherche un Polonais assez populaire pour réunir tous les suffrages; elle connaît la valeur militaire et politique de son mari, — un trait de lumière passe dans son esprit, elle va travailler à sa propre élévation. Mais avant qu'elle ait eu le temps de se faire un plan de conduite et de tramer les fils de son intrigue, la chose est faite, le malheur est arrivé, *Michel* est roi. — Sobieski lui-même repousse les propositions de sa femme, il est trop bon patriote pour casser la résolution de l'assemblée, et ouvrir ainsi carrière à de nouvelles machinations de l'étranger et à de nouvelles guerres civiles, au moment où le pays est attaqué de toutes parts. Sobieski, à la tête d'une armée rassemblée à la hâte, court sur le champ de bataille, attaque les Turcs et les repousse.

L'habile Schaffgotsch profite de la naïve timidité du roi Michel et parvient à lui persuader un mariage avec l'archiduchesse Éléonore, sœur de l'empereur. Cette princesse avait été déjà fiancée au prince Charles de Lorraine.

Le parti français, qui proposait pour reine de Pologne la cousine du roi Louis XIV, M^{lle} d'Orléans, était fortement contrarié de cette alliance avec la maison d'Autriche. — C'est à cette époque que la chute de Candie et les grands progrès des armes turques alarmèrent l'Europe. Le pape, le respectable Clément IX, en mourut de chagrin. La maison d'Autriche avait surtout à redouter la puissance ottomane, qui secondait la rébellion de Tekeli en Hongrie.

La noblesse polonaise commençait à s'inquiéter des liens d'intimité de son roi avec son beau-frère l'empereur, laquelle intimité pouvait avoir pour résultat une guerre dangereuse avec la Turquie.

Les grands et les nonces s'agitèrent; la cour de France s'empressa de profiter de cette occasion pour travailler contre l'Allemagne. L'habile de Lionne, ambassadeur français, arrivait à Varsovie avec des instructions très-définies pour exciter les esprits polonais contre le roi et l'influence autrichienne. Le parti français était sous la direction du prince-primat Prazmowski, de Morstyn, des Radziwill et de M^{me} Sobieska.

De nouveau il se formait deux partis : français et autrichien. A la tête de ce dernier s'était mis le cousin du roi, le prince Démétrius Wisniowiecki, ennemi personnel de Sobieski.

Le héros est accusé de félonie contre le roi et de connivence avec le parti français. Le prince-primat énonce alors ouvertement la proposition de choisir un nouveau roi ; la reine est prête à y consentir, à condition que ce soit le duc de Lorraine qui hérite de la couronne du roi Michel et de son épouse ; mais le parti français lui propose le duc de Longueville, neveu de Condé.

Le roi lui-même ne serait pas fâché de déposer une couronne qui lui est échue par hasard et malgré lui.

On intercepte une correspondance de Morsztyn avec les parents de sa femme en France, qui prouve qu'une armée française doit débarquer à Danzig. Les ennemis de Sobieski le citent comme chef d'un complot contre le roi légitime.

Louis XIV lui propose d'entrer au service de la France avec le titre de duc et pair et avec le bâton de maréchal. Marie-Casimire balance un moment entre ses espérances en Pologne et une position aussi brillante à la cour de Versailles.

Le nouveau danger qui menace le pays tourne l'attention publique d'un autre côté. Les Turcs attaquent

la Pologne; les Tatares et les Cosaques révoltés forment l'avant-garde de leur armée.

Sobieski est le seul qui conserve sa présence d'esprit; il équipe une armée à ses frais, emploie son temps, son intelligence et son argent à la défense de son pays; ses efforts sont récompensés par un résultat qui dépasse les espérances de la nation; l'ennemi est repoussé et se replie sur l'Autriche, qui se voit en face d'un danger imminent.

Enhardis par leurs succès en Hongrie, les Turcs, sous les ordres de Coupruli, grand-vizir du sultan Mahomet IV, entrèrent de nouveau en Pologne; Kamieniec tombe entre leurs mains, Lemberg est assiégée sans qu'elle ait aucun moyen de défense. Un autre détachement marche sur Bouczacz. Sobieski rencontre l'ennemi et remporte une victoire; mais les Polonais ne sont pas suffisamment préparés pour continuer la guerre et ils se voient forcés de conclure une paix désavantageuse à Bouczacz.

Au moment du plus grand danger, le Pospolité (assemblée générale de la noblesse) est convoqué pour le 10 novembre de la même année.

Cent quatre-vingt mille nobles armés se réunissent; mais, à la nouvelle de la paix de Bouczacz, ils rentrent tous paisiblement dans leurs foyers.

En même temps, les intrigues politiques du parti français et autrichien recommencent. Le prince-primat propose de détrôner le roi Michel; Sobieski arrive du champ de bataille, engage les esprits à se calmer: il a le mérite d'empêcher une nouvelle guerre civile.

La mort du primat Prazmowski et l'élévation à ce poste du prince Czartoryjski paralysent l'action du parti français.

Les Turcs ne respectent pas longtemps le dernier traité. On convoque de nouveau la noblesse; le roi Michel voudrait assister à cette campagne; Sobieski a le commandement en chef. Les Polonais marchent sur l'ennemi, et le 11 novembre 1673, une grande bataille est livrée à Chocim. Les Turcs sont trois fois plus nombreux, mais l'habile hetman, par une attaque furieuse, remporte une victoire complète et force l'ennemi à se retirer.

La veille de cette journée mémorable, le roi Michel, atteint par une maladie à Lemberg, termine sa triste carrière de souverain.

Nouvelles élections, nouvelles intrigues.

Le parti de la reine-veuve, appuyé par l'Autriche, met de nouveau en avant Charles de Lorraine. — Sobieski demande la couronne pour un prince français.

Louis XIV envoie aux élections l'évêque de Marseille

Forbin Janson, diplomate habile; il arrive à Varsovie avec une suite nombreuse et trouve auprès de la diète un accueil favorable.

Au milieu des discussions et des querelles de la diète électorale, le prince Jablonowski, ami de la maison Sobieski, émet spontanément l'idée de couronner le vainqueur de Chocim. Sa proposition est acceptée avec un tel enthousiasme, que les partis contraires doivent quitter au plus vite le champ électoral; ils risqueraient tous d'être mis en pièces.

Pac et Démétrius Wisniowiecki, connus comme ennemis personnels de Sobieski, doivent se cacher plusieurs semaines pour échapper à la colère de la noblesse.

Enfin, Marie d'Arquien sera reine.

Jean III Sobieski, d'abord un peu embarrassé de cette haute fortune, se décide enfin à accepter la couronne; son discours, prononcé à cette occasion, est touchant de simplicité et d'ardeur patriotique. Il refuse de se faire couronner avant d'avoir terminé la guerre contre la Turquie, — il repousse le faste de la cour tant que le territoire polonais est envahi.

La guerre recommence, et, après des efforts extraordinaires qui durent plus de deux ans, Sobieski réussit enfin à repousser les Turcs et les Tatares et à réprimer les rébellions des Cosaques en Ukraine. C'est alors seu-

lement qu'il se fit couronner avec sa femme à Cracovie, le 2 février 1676. Il confia le commandement en chef de l'armée à Démétrius Wisniowiecki et à Jablonowski.

Le premier était naguère son plus grand ennemi; le second, un ami dévoué, auquel il devait en partie la couronne. Ces deux nominations donnent une idée de la noblesse des sentiments du nouveau roi; elles prouvent qu'il savait tout autant pardonner que récompenser, et que l'intérêt personnel n'était rien à ses yeux dès qu'il s'agissait du bien de la Pologne.

Jean III, à son avènement au trône, fit des sacrifices énormes de fortune pour payer les arrérages de deux armées (polonaise et lithuanienne), ainsi que pour fortifier Lemberg; en outre, il obligea l'Autriche à rembourser deux cent mille florins qu'elle devait à la couronne de Pologne.

Ainsi tous les partis se réunirent sous un roi vaillant, distingué et bon; le trésor fut alimenté, les ennemis repoussés. — Un moment, l'astre de la Pologne semblait reprendre un nouvel éclat qui devait pendant quelque temps éblouir toute l'Europe.

La nouvelle reine, avide de pouvoir et d'honneurs, se mit à développer ses talents diplomatiques. Arrivée en Pologne comme enfant avec la reine Marie-Louise qui l'adorait, Marie-Casimire a montré de bonne heure, à

côté d'une beauté parfaite, beaucoup de ruse et d'amour-propre.

Marie-Louise voulait absolument marier sa jeune protégée à un grand seigneur polonais assez puissant pour seconder ses plans politiques.

Parmi les admirateurs de la belle mais capricieuse mademoiselle d'Arquien, il y en avait deux qui se faisaient remarquer particulièrement.

Le premier était Jean Zamoyski, héritier de la fortune colossale de son illustre aïeul, et par lui-même un des plus grands seigneurs polonais, — mais vieillard usé et maladif.

L'autre était Jean Sobieski, jeune homme formé à la cour de Versailles; il avait fait ses premières armes sous le grand Condé, auquel le liait une étroite amitié.

Rentré dans le pays, le jeune Sobieski, plein d'espérances et de belles qualités, n'avait pas encore de position. Éperdument amoureux de Marie d'Arquien, il était très-bien vu par elle; mais, malheureusement, il ne devait pas être protégé par la reine.

Marie-Louise, à force de persuasion, arriva à arranger un mariage avec le palatin Zamoyski.

L'amoureux refusé jura dans son désespoir de n'épouser jamais une autre femme, et annonça hautement qu'il était résolu d'attendre la mort du vieillard, qui lui

ravissait son bonheur. Sobieski quitte la cour, se rend à l'armée, où il ne tarde pas à se distingner par des faits d'armes remarquables. Bientôt on lui confie le commandement d'une partie de l'armée. En même temps, favorisé de plusieurs héritages du côté maternel, il arrive à une fortune colossale.

Au moment où la liberté a été rendue à son idole par la mort de Zamoyski, Sobieski était déjà hetman (connétable) et un des grands seigneurs les plus remarquables de la république.

Cette fois-ci, la reine et la belle veuve furent parfaitement d'accord, et le mariage se fit à la cour en 1667, trois semaines après la mort du premier mari.

Il est difficile de rencontrer un amour plus absolu que celui que le roi Sobieski a toujours gardé pour sa femme. Ses lettres, qui nous ont été conservées et qu'il écrivit de son camp pendant ses fréquentes absences, prouvent, avec une naïveté touchante, que, dans chaque occasion de sa vie, il ne manquait pas de penser à Marie-Casimire.

Mais la reine, tout en connaissant les qualités de son mari, qui ont si bien servi son amour-propre et son ambition, semblait se plaire à tourmenter son époux.

Capricieuse et intrigante, elle savait profiter de son influence sur son mari, qui, intrépide devant le feu de

l'ennemi, était toujours prêt à capituler devant les charmes de sa reine. — Et lui, si noble, si droit, si bon patriote, souvent il ne s'apercevait pas que, pour peu que Marie-Casimire y trouvât son intérêt, elle l'entraînait à des actions indignes de son caractère et nuisibles à la Pologne.

A peine arrivée au trône, Marie-Casimire commença à nouer ses petites intrigues à Versailles. André Zaluski, homme distingué et ami de Sobieski, représentait la Pologne à la cour de Louis XIV.

La nouvelle reine briguaît cette place pour son frère, le comte de la Grange-Maligny.

Par sa famille, restée en France, elle faisait tout son possible pour renverser l'ambassadeur polonais, tandis que devant son mari elle présentait Zaluski comme ami dévoué de la reine Éléonore, veuve du dernier roi et par conséquent âme damnée du parti autrichien.

Louis XIV sacrifiait beaucoup aux formes, et souvent un principe d'étiquette lui faisait négliger les choses les plus importantes en politique. Il en a donné une preuve dans ses rapports avec la cour de Pologne.

Personnellement il aimait Sobieski; il était même fier de ce que ce héros avait fait ses premières armes en France, et il répétait avec plaisir que c'était lui qui avait donné un grand roi à la Pologne. Mais il ne pouvait

pas supporter l'idée qu'un roi électif, marié à une Française, pût aspirer aux mêmes honneurs qu'un roi né sur le trône comme lui, le descendant de saint Louis et de Henri de Navarre. — Il comprenait l'importance qu'il y avait pour lui à s'attacher la Pologne comme alliée sûre contre l'Allemagne, et pourtant il sacrifia cette considération politique à une question de forme.

La reine de Pologne demandait pour son mari le titre de majesté, dont les rois électifs ne jouissaient pas encore à la cour de Versailles. — Pour elle, elle voulait, à son prochain voyage en France, avoir les mêmes honneurs que la reine d'Angleterre; enfin pour son père, le marquis d'Arquien, elle convoitait un duché-pairie.

Le désir de la nouvelle reine de Pologne parut être impossible à contenter à Versailles, et toutes ses demandes furent rejetées. A partir de ce moment, Marie-Casimire voua une haine implacable à Louis XIV, et, toute Française qu'elle fût dans son âme et dans sa manière de voir les choses, elle jura de faire pièce partout à la politique du roi-soleil.

C'est donc à ces événements si peu importants en apparence que l'on doit le rapprochement de la Pologne de la cour de Vienne, rapprochement si contraire aux intérêts de la France et si onéreux pour la Pologne,

qu'il entraînait dans une guerre contre la Turquie, guerre glorieuse, il est vrai, mais payée de beaucoup d'ingratitude.

L'âme du roi Jean Sobieski était trop élevée pour prendre une part directe aux ressentiments de la reine. — Il avait alors des occupations bien plus graves.

Les Turcs, en effet, viennent de reprendre les armes; ils sont très-nombreux; mais le roi, dont les forces sont inférieures à celles de l'ennemi, évite une bataille navale, et, rien que par des escarmouches, fatigue tellement les Musulmans, qu'il les force à demander une paix avantageuse pour la Pologne.

Cependant l'ambassadeur de France, le marquis de Béthune, beau-frère de la reine, faisait son possible pour contre-balancer l'influence autrichienne.

Sobieski personnellement sympathisait toujours avec la cour de Versailles, d'autant plus que de ce côté il voyait venir une paix stable avec la Turquie, qu'il considérait comme l'ennemi le plus dangereux de la Pologne. La France étant en guerre avec le Brandebourg, cette circonstance faisait espérer au roi de Pologne de le faire rentrer dans la possession de la Poméranie, ce qui aurait rejeté la puissance de Frédéric-Guillaume au delà de la rive gauche de l'Oder.

Beaucoup de grands seigneurs polonais appuyaient

le parti français. Béthune, aidé par Lubomirski, Morsztyn et le comte de Bohan, recrutaient en Pologne des volontaires pour les envoyer contre l'électeur de Brandebourg, ou bien en Hongrie pour fomenter les émeutes contre le pouvoir de l'empereur.

Cette conduite de l'ambassadeur français provoquait un grand mécontentement en Autriche. Le comte Thun, représentant de l'empereur à Varsovie, profitant des mauvaises dispositions de la reine pour Louis XIV, et fortement appuyé par la cour de Rome, essayait d'entraîner la Pologne dans une alliance offensive et défensive avec l'Autriche.

Les choses allèrent très-loin ; les deux ambassadeurs s'étant rencontrés chez la reine, échangèrent des paroles si vives et si injurieuses qu'un duel dut s'ensuivre, au grand scandale de tout le monde, et c'est seulement l'autorité et le tact du roi qui réussirent à l'empêcher.

A Constantinople, l'ambassadeur français Guillauguet travaillait pour irriter Kara-Mustafa contre l'Autriche, tout en tâchant de le reconcilier avec la Pologne. Mais la diplomatie autrichienne faisait son possible pour brouiller les Turcs avec Sobieski, qu'elle voulait forcer ainsi à l'aider contre la Porte.

Marie-Casimire, fidèle à son ressentiment contre le

roi de France, poussait énergiquement les Polonais vers l'alliance autrichienne.

Mahomet IV préparait des forces énormes contre l'Autriche et l'Italie; en même temps il proposait à Sobieski de renouveler la paix avec la Pologne.

Le Danemark et le Brandebourg, pour détourner la Pologne de l'alliance autrichienne, lui promettaient la Silésie. La Turquie et la France faisaient espérer (par l'ambassadeur de France, Vitry) la couronne de Hongrie pour un des fils de Sobieski. Cependant la reine, fidèle à sa haine contre Louis XIV, décidait Jean III à conclure un traité avec l'Autriche (1683).

La colère de Louis XIV n'eut pas de bornes; Béthune étant remplacé par le marquis de Vitry, celui-ci eut la mission d'exciter les esprits contre le roi de Pologne pour le punir de sa défection envers la France.

Profitant de la fureur de la reine contre le trésorier Morsztyn, qui avait refusé sa fille au comte de Maligny, Vitry se servit de ce seigneur polonais pour monter une cabale contre le roi. Mais grâce à la découverte d'une correspondance entre Morsztyn et l'envoyé de France, on apprit bientôt que cette intrigue avait pour but de renverser le roi s'il persévérait dans l'alliance autrichienne.

L'indignation publique fut générale. Morsztyn, mis en

jugement ainsi que tous ses complices, fut gracié par le roi, mais il dut s'en aller en France, où sa femme possédait de grands biens.

Vitry, insulté à chaque pas à Varsovie, dut rentrer chez son maître, où, pour disculper sa maladresse, il raconta que Sobieski était incapable de faire la guerre, à cause de son obésité, et par conséquent nullement redoutable, malgré son alliance avec l'empereur. Les journaux français, inspirés par ce diplomate, répandirent en Europe toutes sortes de calomnies sur le roi de Pologne.

Les forces immenses de Mahomet, sous les ordres du grand-vizir Kara-Mustafa, marchaient rapidement sur Vienne. L'empereur avec toute sa famille quitta la capitale, qui se vit bientôt assiégée.

Charles de Lorraine, marié enfin à la veuve du dernier roi de Pologne, commandait les troupes allemandes. Malgré son courage, il est toujours repoussé, et cède peu à peu le terrain à l'ennemi. Il réclame à grands cris le secours de Sobieski.

Pallavicini, nonce du pape, et le comte Wilczek, au nom de l'empereur, accourent en toute hâte à Varsovie et se jettent aux pieds de Jean III, en lui demandant de sauver la chrétienté. Sobieski, fidèle à ses engagements, rassemble la noblesse polonaise, et à marches forcées il arrive au secours de l'empereur et se campe

sur les bords du Danube. Les chefs allemands lui offrent le commandement en chef de toute l'armée.

Le 12 septembre 1683 a lieu la grande bataille qui devait éterniser la gloire des armes polonaises et de Sobieski.

Les Turcs sont mis en déroute, et Vienne est sauvée. Le vainqueur, avec la simplicité qui le caractérisait dans toutes ses actions, reçut les remerciements attendrissants du peuple libéré, empoisonnés, à la vérité, par l'accueil presque impertinent que lui fit l'empereur.

La Pologne, outre la gloire, n'a retiré aucun profit de sa noble action ; il aurait été plus politique de rester neutre dans cette guerre en acceptant les promesses des ennemis de l'empereur.

La victoire de Sobieski a été si complète et les forces ottomanes étaient tellement anéanties, que l'Europe n'avait plus rien à craindre de ce côté.

Louis XIV, jaloux de la gloire et de la popularité du roi de Pologne, tâchait de diminuer son mérite. La France, n'osant pas contrarier son maître, n'a pas pris une part officielle aux félicitations que tout le monde civilisé s'empressait d'envoyer au vainqueur.

Montecuculli fut envoyé par l'Espagne, Moroscini par la république de Venise, un Wallenstein par l'Autriche, le prince Alexandre Bras-de-fer par le Brandebourg.

Louis XIV fut le seul à ne pas partager l'enthousiasme général. Voulant pourtant contre-balancer l'influence autrichienne à la cour de Varsovie, il autorisa Béthune à faire à cette occasion une visite à sa royale belle-sœur.

Le marquis, à son second séjour en Pologne, avait une mission secrète, dont le but était de reconstituer le parti français.

L'Autriche, de son côté, avait un agent très-actif et très-habile dans la personne du jésuite Vota, confesseur du roi de Pologne. La France chargea l'abbé de Polignac de s'emparer de la conscience de Marie-Casimire.

Pourtant l'opinion en France prouvait à chaque occasion le cas qu'elle faisait du héros du jour.

Le duc de Saint-Aignan, cousin de la reine de Pologne, ayant reçu en cadeau un des magnifiques sabres turcs pris à la bataille de Vienne, s'empressa de le montrer à ses amis. Ce fut un événement en France, et les journaux, n'osant parler de Sobieski, pendant trois mois se sont occupés de la description d'un sabre venant de lui.

Cependant une foule de Français couraient vers le héros du Nord en lui demandant d'apprendre à son école l'art de la guerre. Nous voyons parmi eux des noms comme Grammont, Colbert, Louvois, et même des princes de Bourbon (voir Salvandy).

Sobieski, déjà sous le règne de Jean-Casimir, se prononçait hautement contre les élections des rois et était du parti qui demandait à fonder une dynastie. Après avoir travaillé en vain pour la maison de Bourbon, il voulait essayer de donner à la Pologne son fils aîné comme héritier présomptif.

La reine, tout en partageant l'opinion de son mari, n'était pas d'accord avec lui sur le choix. Elle détestait son fils aîné, le prince Jacques, ainsi que sa femme, une princesse de Neubourg, sœur de l'impératrice. Adorant son fils cadet, le prince Alexandre, elle travaillait pour lui.

Le caractère de Marie-Casimire, intrigante et avide, exerçait la plus mauvaise influence sur les affaires de l'État.

Tout en ayant un grand ascendant sur son mari, elle se laissait bien souvent guider par des personnes qui savaient la flatter ; ainsi ses deux femmes de chambre françaises, la Federba et la Letreu, vendaient aux courtisans leur influence sur la reine. La vénalité augmentait toujours, et l'épouse du roi Sobieski donnait un exemple déplorable sous ce rapport. Son caractère hautain et vindicatif mettait du fiel dans toutes ces relations, même dans celles de la famille ; injuste et partielle jusqu'à la haine contre ses enfants, elle détestait aussi

ses sœurs, la marquise de Béthune et M^{me} Wielopolska ; elle était au plus mal avec la sœur du roi, la princesse Radziwill. Haïssant le respectable Zaluski, ami intime et dévoué de son mari, elle tâchait de l'écarter de l'intimité du roi, ainsi que tous ceux qui auraient pu avoir une bonne influence sur lui. — Cette autorité d'une Française passionnée et fantasque a dû nécessairement avoir des suites déplorables sur les affaires du pays.

Peu à peu le prestige du roi, contre-balancé par l'impopularité de la reine, commençait à faiblir. Le parti des grands seigneurs, jaloux de la gloire de Sobieski et travaillé par Béthune, en exaspérant le roi, voulait le pousser à l'abdication.

Marie-Casimire, voyant l'inanité de ses démarches dynastiques, se jetait dans le parti des grands seigneurs, en leur confiant les espérances qu'elle fondait sur son fils Alexandre.

On prétend que Marie-Casimire, du vivant de son mari, avait le projet d'appuyer la candidature du hetman Jablonowski, qu'elle aurait épousé dans le cas où il eût plus de chances pour monter sur le trône de Pologne que le prince Alexandre.

Encore une fois, une correspondance interceptée a prouvé que les Sapiéha tramaient avec le parti fran-

çais et Béthune des intrigues contre la personne du roi. Le gros du pays s'en est ému ; la Pologne alarmée avait compris que l'existence de son souverain était indispensable pour lui conserver sa grandeur qui reposait sur la gloire personnelle de Sobieski. L'Europe connaissait l'armée polonaise, qui avait écrasé les Turcs sous les murs de Vienne, et sur ce fait elle basait son idée de la grandeur de la Pologne, sans connaître ses misères et sa décadence intérieure.

Le roi Jean avait pardonné à Sapiaha et à ses complices leur indigne conduite.

En même temps Béthune, par ordre de son gouvernement, tâchait d'exciter les Turcs contre les Polonais, en leur promettant un secours pécuniaire de la France. Le bruit de cette intrigue se répandit en Pologne. L'indignation en fut si grande que Louis XIV dut rappeler Béthune de Varsovie, en désavouant ses démarches politiques. Béthune fut envoyé en Suède, où il est mort à peu près en disgrâce.

Les derniers jours du règne de Sobieski ont été illustrés par la proposition d'une paix avantageuse que les Turcs offraient aux Polonais, en rendant Kamieniec, qui, malgré les dernières victoires, restait encore en possession des infidèles. Sobieski est mort à Villanow, sa résidence favorite, aux environs de Varsovie.

Le roi n'avait pas encore fermé les yeux que Marie-Casimire, inquiète de ses droits sur la fortune de son mari, commence une querelle scandaleuse avec son fils le prince Jacques.

Cette scène odieuse entre la femme et le fils du feu roi fermait à la race de Sobieski le chemin du trône de Pologne. A la diète électorale on ne craignait pas de répéter :

« Des trois fils aura les biens de Jean III qui pourra ; aucun n'aura sa couronne ni sa vertu. »

Marie-Casimire, voyant déchu l'espoir de régner par son fils, se met à préparer l'élection de Jablonowski, mais ses intrigues firent plus de mal que de bien à ce candidat.

Les Polonais, après la mort de leur roi, étaient au désespoir, car ils s'aperçurent facilement qu'il n'était pas facile de le remplacer.

C'est au moment des nouvelles élections que l'abbé Polignac sortit de l'ombre, en qualité d'envoyé de la cour de Versailles, pour présenter un candidat français. Marie-Casimire ne pouvait se faire à l'idée de perdre le pouvoir ; malgré sa haine contre Louis XIV, elle avait promis à Polignac d'appuyer la candidature du duc de Vendôme, mais à la condition que ce dernier l'épouserait s'il était élu roi de Pologne.

Le diplomate français feignit d'accepter les conditions de la reine-veuve ; il la décida à renvoyer ses fils en France ; de cette manière il écartait la candidature de ces deux princes, et mettait l'intrigante dans son jeu. En même temps, Polignac travaillait par le moyen du parti Sapieha pour le prince de Conti, qui, d'abord en secret et ensuite officiellement, fut appuyé par Louis XIV.

Marie-Casimire, s'étant aperçue qu'elle avait donné dans le piège qui lui avait été tendu par son ancien confesseur et voulant se venger de lui, se rapprocha de son fils Jacques pour contrecarrer la politique française. La reine-veuve finit par se rendre tellement odieuse à la nation polonaise que la diète électorale, par l'entremise du prince-primat Radziejowski, la força de quitter Varsovie.

Obligée de céder à la volonté et au mépris de la nation, elle s'établit à Danzig, où elle essaya encore de se mêler des élections.

Enfin, après l'avènement de Frédéric-Auguste de Saxe, elle alla s'établir en Italie. Ce n'est qu'après la mort de Louis XIV qu'elle a passé en France, où elle est morte très-vieille à Blois (1725).

Depuis le règne de Sobieski, les deux partis français et autrichien se dessinaient très-distinctement en Po-

logne : la Lithuanie et la petite noblesse tenaient pour l'Autriche, — la Pologne proprement dite et les grands seigneurs presque sans exception étaient de cœur et d'âme pour le parti français.

Le roi Charles XI de Suède étant mort au mois d'avril 1697, le prince Jacques Sobieski perdait son unique appui dans sa candidature, car l'empereur, malgré les liens de famille qui l'unissaient à ce prince, passa ouvertement du côté du jeune électeur de Saxe Frédéric-Auguste. L'électeur promettait une alliance avec l'Autriche ; en même temps il abjurait le protestantisme et gagnait par là la protection de Rome.

L'évêque de Coujawie Dombiski vit que le prince Sobieski n'avait plus d'autre chance que de passer du côté de l'électeur ; mais le même jour où il proclamait Frédéric-Auguste roi de Pologne, le prince-primat, quelques heures plus tard, venait officier dans la même église et chanter le *Te Deum* pour le prince de Conti, que le parti français avait choisi pour roi.

Le jeune Jablonowski, sur l'ordre de l'évêque Dombiski, se rendait à Dresde pour annoncer à l'électeur le résultat des élections. Non loin de Cracovie il rencontra Frédéric-Auguste à la tête d'une armée saxonne : il venait le sabre à la main prendre la couronne qu'il convoitait.

En même temps Conti débarquait à Danzig, escorté par six bâtiments français sous les ordres du célèbre amiral Jean Bart. Mais le neveu du roi de France, ne voyant pas sous les ordres de Sapiéha des forces suffisantes pour lutter contre l'électeur, comme le lui avait promis Polignac, s'embarqua et rentra tranquillement en France, malgré les supplications des grands seigneurs polonais.

Le couronnement de Frédéric-Auguste se fit d'une manière très-cavalière. D'après les lois du pays, pour que l'élection du roi fût valable, il fallait : convoquer une diète électorale, avoir tous les suffrages ; enfin le couronnement ne pouvait se faire que par le prince-primat et après l'enterrement du dernier roi.

Le parti français, voyant les Saxons s'approcher de Cracovie, enlève le corps de Sobieski ; le prince-primat refuse de procéder au sacre du nouveau roi, et la diète électorale ne se trouvant pas à Cracovie, on ne peut avoir son suffrage.

L'électeur trouve alors moyen d'aplanir toutes les difficultés : il fait dire une messe funèbre pour le feu roi, ordonne de prendre le nom de diète électorale à la poignée de la noblesse polonaise qui se groupait autour de lui, et se fait couronner par l'évêque Dombiski le 15 septembre 1697, malgré la protestation de la

diète réunie à Varsovie et du parti français, qui incontestablement formait la majorité du pays.

Le roi de France, mécontent du résultat des élections en Pologne, voulait faire la guerre à Frédéric-Auguste ; mais déjà son étoile pâlisait, et la paix de Ryswick, qui lui faisait rendre une grande partie de ses conquêtes, ne lui permettait pas d'étendre son bras vengeur jusqu'aux bords de la Vistule.

Il y eut un moment de tranquillité générale en Europe.

Louis XIV cessait ses hostilités vis-à-vis de l'empereur, de la maison d'Orange et de l'Espagne. L'insurrection de Hongrie était plus ou moins réprimée.

La Turquie, tremblante encore devant le fantôme de Sobieski, signait le traité de Carlowitz, en assurant la tranquillité à l'Autriche, à Venise et à la Pologne, à laquelle on restituait Kamieniec-Podolski. La Russie et la Suède voyaient monter sur leurs trônes Pierre le Grand et Charles XII, dont on attendait des dispositions pacifiques.

Une guerre civile en Pologne et les prétentions de son roi devaient servir de prétexte pour ensanglanter de nouveau le nord et le centre de l'Europe.

Le czar Pierre le Grand, à son retour de Vienne, fut reçu sur le territoire polonais par le roi Frédéric-Auguste (1698). Cette entrevue donna naissance à une

étroite amitié des deux souverains, qui depuis devaient disposer du sort de la Pologne.

Cependant le parti français profita de ce que l'électeur ne renvoyait pas les troupes saxonnes, que, d'après les *pacta conventa*, il n'avait pas le droit de garder en Pologne. Le prince-primat, à la tête de ce parti, lève une armée qui se propose d'expulser les Saxons du territoire polonais. On propose une nouvelle élection d'un roi.

Après quelques escarmouches, l'électeur promet de retirer ses troupes; mais au lieu de les renvoyer en Saxe, il les met sous les ordres de Flemming et les fait entrer en Courlande, sous prétexte de reconquérir les provinces baltiques que la Suède avait ravies aux Polonais.

Une alliance entre la Russie, le Danemark et le roi de Pologne est formée; elle a pour but de profiter de l'inexpérience du jeune Charles XII, âgé à peine de dix-huit ans.

L'électeur de Brandebourg, comme prince de Prusse relevant de la Pologne, profite des troubles de ce pays et se proclame roi de Prusse sous le nom de Frédéric I^{er}. Les Diètes polonaises voyant dans cet événement des suites funestes aux intérêts du pays, ont protesté depuis contre la légalité de l'action de l'électeur de Brandebourg; mais la Pologne était trop faible et la Prusse trop puissante pour qu'on tint compte de ces observations.

Le jeune roi de Suède, arrivé en Courlande, se met à la tête de son armée et livre une bataille sanglante aux Polonais et aux Russes aux environs de Riga. Les Suédois vainqueurs poursuivent Frédéric-Auguste sur le territoire polonais.

Un Pospolite est appelé; les troupes polonaises réunies aux Saxons voudraient résister aux Suédois, mais elles sont battues sur tous les points. La discorde qui règne dans le camp de l'électeur-roi facilite leur déroute.

Le parti français en Pologne se range du côté de Charles XII, et lui demande de déposer Frédéric-Auguste.

Après la prise de Varsovie les Suédois poursuivent le roi de Pologne à Cracovie. Cette ville est bombardée et prise à son tour, l'armée saxonne mise en déroute doit se retirer en Silésie.

Le baron de Horn, émissaire français, est chargé d'appuyer la nouvelle élection en Pologne.

Louis XIV, ayant recommencé la guerre contre l'empereur, encourage Charles XII à attaquer Frédéric-Auguste en Saxe pour occuper l'Allemagne de ce côté. On trouve une correspondance sur le baron de Horn, qui est arrêté par les troupes de l'électeur-roi et qui dévoile les démarches du gouvernement français.

Les princes Sobieski se présentent de nouveau comme

candidats à la couronne de Pologne, l'empereur défend au prince Jacques de faire des démarches à cet effet. Ce prince, ayant eu l'imprudence de chasser avec son frère Constantin dans les forêts de la Silésie, est arrêté et conduit en prison.

Le prince Alexandre, réfugié à Danzig et craignant les ressentiments de l'empereur, refuse la candidature. Sa mère, du fond de l'Italie, par l'entremise de l'ambassade autrichienne, l'engage à renoncer à la couronne ; mais en même temps elle lui écrit par la cour de France, en le suppliant de ne pas laisser échapper cette seule occasion de s'emparer du pouvoir. Charles XII, en vrai militaire, ennuyé de toutes ces intrigues électorales, fait convoquer la diète et propose de couronner Stanislas Leszczynski, palatin de Posen et son ami intime. Stanislas est acclamé et couronné roi de Pologne par l'archevêque de Lemberg Zielinski, le 4 octobre 1705.

L'armée de Charles XII rencontre encore une fois les forces alliées de Pierre le Grand et de Frédéric-Auguste aux environs de Wschowa ; la victoire reste aux Suédois. Après cette bataille les officiers français de l'armée russe et polonaise, qui avaient l'artillerie sous leurs ordres, passèrent au service de Charles XII.

Frédéric-Auguste, craignant que l'électeur de Brandebourg, dont il connaissait les intentions, ne se mit

contre lui avec le roi de Suède qui marchait sur Dresde, s'empressait de reconnaître ce prince comme roi de Prusse.

Les Saxons écrasés étaient forcés d'accepter une paix honteuse à Altranstadt.

Frédéric-Auguste doit passer par d'horribles humiliations. Il renonce à la couronne de Pologne, il relâchera les deux princes Sobieski qu'il tenait captifs, et par une lettre autographe il doit féliciter Stanislas Leszczyński de son élection comme roi de Pologne.

Charles XII, ayant ainsi triomphé de son ennemi, lui rend une visite à Dresde, accompagné à peine de quelques officiers de sa suite.

Mais ses victoires constantes enivrent le jeune roi, il ne veut plus écouter son sage conseiller le comte Piper. Après la conquête de la Pologne, il s'imagine faire aussi facilement celle de la Russie. Son trésor est épuisé et son armée affaiblie ; il se repose un an en Allemagne pour tenir en échec l'empereur et paralyser son activité contre la France. Mais comme les hostilités entre Louis XIV et Léopold commençaient de nouveau à se calmer, Charles XII, levant son camp en Allemagne, entreprit contre la Russie la nouvelle guerre qui lui devait être si funeste. La bataille de Pultawa mettait fin à la grandeur du roi de Suède et entourait d'une au-

réole Pierre le Grand, dont la puissance ne devait plus être inquiétée. Après cette victoire le czar se dirigea vers son ami Frédéric-Auguste, qui, de son côté, à la nouvelle de la défaite des Suédois, marche sur Varsovie, à la tête des troupes saxonnes, pour réclamer la couronne de Pologne. Les deux monarques se rencontrent à Thorn, où l'on signe un traité entre la Russie, la Saxe, le Danemark et la Prusse contre Charles XII. L'élection de Leszczyński est déclarée nulle, avec le consentement du pape Innocent XI.

Stanislas Leszczyński, voyant ces forces formidables se tourner contre sa personne et jugeant les chances inégales, ne voulait pas entraîner la Pologne dans les malheurs d'une nouvelle guerre; quoiqu'il eût encore une armée suédoise sous les ordres du général Krassau et que tout le parti français l'engageât à défendre ses droits, il se retira paisiblement en Poméranie et ensuite dans le duché de Deux-Ponts, que lui avait offert son ami Charles XII comme indemnité pour la couronne de Pologne, qu'il avait tenue et perdue par lui.

Pierre le Grand s'empara de la Finlande, qu'il conserva depuis à la Russie. Une partie des troupes russes resta en Pologne pour soutenir le roi Auguste II. C'est à partir de cette époque que l'influence russe sur les affaires de la Pologne commence à être plus décisive;

— c'est dans des rapports plus ou moins amicaux et par voie diplomatique que se fit l'annexion de la Pologne à la Russie. Ce n'est qu'au partage de la Pologne de 1772 que les Polonais s'aperçurent clairement du plan que la Russie avait formé depuis longtemps.

Sous le règne de Frédéric-Auguste, la succession de Ferdinand Kettler, dernier prince de Courlande, a donné sujet à des discussions héréditaires. Maurice de Saxe, fils naturel du roi de Pologne (depuis si connu en France), fut d'abord installé comme prince de Courlande relevant de la couronne de Pologne. L'impératrice de Russie, Anna Iwanowna, avait aussi des prétentions à l'héritage de Kettler, et la Pologne a dû céder à sa protectrice. Sous le règne suivant, la Courlande a été donnée comme apanage au prince Charles, fils d'Auguste III ; mais cet état des choses n'a pas été de longue durée, car en définitive cette province a été annexée à la Russie.

Sous le règne des deux électeurs de Saxe en Pologne, l'influence de la civilisation et des mœurs françaises était de plus en plus visible. C'étaient tout autant les suites des relations établies par les deux reines que la France avait fournies à la Pologne que du goût même que les électeurs de Saxe avaient pour les coutumes françaises. Au commencement du dix-huitième siècle, la

littérature allemande était très-faiblement représentée; la littérature polonaise, si brillante sous les Jagiellons, n'existait presque plus; — en même temps les règnes de Louis XIV et de Louis XV fournissaient des philosophes et des écrivains en grand nombre. On les lisait beaucoup en Pologne; la langue française devenait de plus en plus indispensable dans les salons de Varsovie. Mais malheureusement avec le progrès et les lumières qui arrivaient de Paris on importait aussi des idées à l'adoption desquelles les caractères slaves n'étaient pas encore préparés.

Les Polonais, crédules et hospitaliers de nature, ouvraient leurs portes et leurs cœurs aux individus qui arrivaient chez eux cherchant une carrière ou fuyant la misère et même parfois la justice.

Les rois saxons portaient le costume français; on leur faisait la cour en les imitant sous ce rapport.

Sous le règne d'Auguste II, un événement déplorable donna un prétexte aux Prussiens de se mêler des affaires de la Pologne. En 1724, une procession catholique, à Thorn, fut insultée par des protestants; il s'ensuivit une rixe entre les étudiants des deux croyances. Les protestants pénétrèrent dans l'église des jésuites, où ils firent de nombreux dégâts. Les catholiques portèrent plainte contre les protestants à la diète réunie à Varsovie.

Par malheur, la commission chargée de faire l'enquête sur l'affaire de Thorn, par un excès de zèle, agit d'une manière trop partielle contre les étudiants protestants et surtout contre le bourgmestre Roesner, qui au fond avait mis peu d'ardeur à éviter le sacrilège de l'église et l'effusion du sang. Bref, Roesner, ainsi que les principaux meneurs de toute cette affaire, condamnés à mort, furent exécutés devant l'hôtel-de-ville de Thorn. — Il est déplorable que la commission de Thorn, représentant le gouvernement polonais, réputé en Europe pour sa tolérance, ait pu prononcer un jugement aussi sévère. La Prusse, profitant de cette occasion, affichait hautement sa protection envers les protestants des provinces polonaises, et depuis elle n'a manqué aucune occasion de se mêler des affaires politiques de la Pologne, voulant ainsi empêcher la Russie d'être seule à profiter de la décadence de cette couronne. Il est certain que c'est vers cette époque et dans le cabinet de Berlin qu'a pris naissance l'idée du partage de la Pologne. Mûrie et élaborée par le grand Frédéric, elle a été mise à exécution un demi-siècle plus tard.

Après la mort de Frédéric-Auguste, arrivée le 4^{er} février 1733, les nouvelles élections ont ouvert la voie aux intrigues, aux invasions étrangères et surtout aux nouveaux malheurs de la Pologne.

La nation entière, à quelques exceptions près, appelait au trône Stanislas Leszczyński, qui, outre la sympathie de ses compatriotes, possédait aussi l'estime de l'Europe entière.

Leszczyński, comme nous l'avons dit déjà, malgré la catastrophe de Pultawa, n'a pas été abandonné par son ami Charles XII, qui lui donna pour résidence sa principauté de Deux-Ponts.

Frédéric-Auguste II, craignant que Pierre le Grand ne finît par s'entendre avec le roi de Suède pour lui faire restituer la couronne à Leszczyński, conçut l'idée de s'emparer de son rival, comme il l'avait fait déjà des deux princes Sobieski, dont il craignait les prétentions à la couronne.

Plusieurs Français, à la solde de l'électeur-roi et sous la conduite d'un certain Laurent Lacroix, guettaient Leszczyński à l'entrée de la chapelle de Gravenhal, où il devait se rendre pour entendre la messe. Mais avant l'arrivée du roi, l'attention de son ami et compagnon d'exil Poniatowski ayant été éveillée par de vagues soupçons, le complot fut découvert, et les assassins, arrêtés dans leur embuscade, avouèrent leur dessein et nommèrent les personnes qui les avaient soldés pour tenter l'entreprise. Ces misérables furent jugés et condamnés à mort ; mais le roi Stanislas les grâcia tous, et leur

fournit encore l'argent nécessaire pour rentrer dans leur pays.

On essaya encore une fois d'empoisonner le bon roi par le tabac, qu'il fumait avec passion ; mais cet attentat ne réussit pas non plus.

La mort de Charles XII privait de nouveau Leszczyński du toit hospitalier qui lui était offert par son ami. — La principauté de Deux-Ponts passa par droit d'héritage au palatin Gustave. L'ex-roi de Pologne se vit forcé de demander la protection de la France, en se fixant d'abord à Wissembourg et ensuite à Strasbourg. Les malheurs, les nobles qualités et les travaux littéraires de Stanislas ont fait aimer et respecter ce roi philosophe, comme on l'appelait généralement en Europe.

Le jeune roi de France Louis XV, ayant choisi pour compagne Marie Leszczyńska, l'évêque de Strasbourg, le prince de Rohan, fut chargé par son souverain de demander la main de la princesse polonaise. Le duc d'Orléans, au nom du roi, épousait à Strasbourg, le 15 août 1725, la bonne et vertueuse Marie Leszczyńska.

Le moment était arrivé où la Pologne donnait à son tour à la France une reine qui a su si bien gagner l'amour et l'estime, non-seulement des personnes qui l'entouraient, mais de la France tout entière.

Leszczyński, comme beau-père du roi de France, a

résidé depuis, tantôt à Meudon, tantôt à Chambord, ne voulant pas trop s'éloigner de sa fille bien-aimée, qui, tout adonnée à ses devoirs de femme, de mère et de reine, savait aussi entourer de tendresse son père, qu'elle aimait et estimait sincèrement.

A la mort de Frédéric-Auguste II, la voix des Polonais et le désir du roi de France appelaient Leczzyński à porter de nouveau la couronne. C'est bien contrairement à sa volonté et à ses goûts pour la science qu'il se vit porté candidat pour la nouvelle élection.

L'ambassadeur de France, le marquis de Monti, muni d'une lettre de Louis XV adressée à la Diète électorale, arriva avec le roi Stanislas en Pologne. L'enthousiasme était très-grand.

Le 12 septembre, le prince-primat, au milieu de toute la noblesse réunie au champ électoral, proclamait Stanislas roi de Pologne.

Mais l'armée régulière polonaise se composait à peine de huit mille hommes. Les Français qui accompagnaient Leczzyński, sous les ordres du comte de Plelo et de la Motte-Pérouse, ne dépassaient pas deux mille hommes.

C'est avec des forces si faibles que l'on devait lutter contre les Russes et les Saxons réunis. Quinze sénateurs et six nobles députés étaient seulement du côté du fils de Frédéric-Auguste.

L'armée russe, sous les ordres du général Lassy, approchait de Varsovie. Le roi Stanislas se retirait à Danzig, où il attendait le secours que Louis XV lui devait envoyer.

Joseph Potocki et Tarlo défendent Varsovie contre l'invasion étrangère, mais ils cèdent devant la force.

Deux partis se forment, un à Dzikow pour Leszczyński, l'autre à Kamien pour Auguste de Saxe.

Au champ des élections, entouré par les troupes russes et saxonnes, Auguste III est proclamé roi de Pologne le 5 octobre. Il est couronné le 17 janvier de l'année suivante par le cardinal Hosjusz.

Leszczyński, épargnant le sang de ses compatriotes, engage ceux qui lui restent fidèles à prêter serment à l'électeur Auguste, et pour épargner à la ville de Danzig le malheur d'un bombardement, il s'embarque pour la France.—Le général Münnich prend cette ville et fait prisonniers le marquis de Monti, Potocki et Poniatowski, auxquels l'impératrice de Russie fait rendre bientôt la liberté; mais les autres officiers français, ainsi que les Polonais qui voulaient rester fidèles au serment prêté à Stanislas, furent gardés à Cronstadt et ne regagnèrent leur liberté que bien plus tard.

La France ayant remporté quelques avantages momentanés sur l'Allemagne, était à même de disposer en

faveur de Leszczyński de la principauté de Lorraine et du Bar, qui, avec le consentement de l'empereur, lui sont restés en survivance, avec la restriction qu'après sa mort ce petit domaine rentrerait sous la domination française.

Leszczyński s'établit à Lunéville; sa cour était le rendez-vous de toutes les célébrités. Il a fondé une école où il faisait élever à ses frais des enfants de nobles polonais pauvres. Sa mémoire est restée honorée et sympathique aux deux nations, dont il savait si bien gagner les cœurs; il est mort à l'âge de 89 ans, par suite d'un accident qui mit le feu à sa robe de chambre au moment où il se chauffait à la cheminée de sa bibliothèque.

Les troupes étrangères et l'éloignement du roi Stanislas calmaient les esprits indignés contre Auguste III. Peu à peu la tranquillité s'établissait en Pologne. Mais cette paix factice n'était que le prélude d'une tempête qui grondait sur l'avenir de cette nation.

Le luxe des grands seigneurs, encouragé par l'électeur-roi, prenait des proportions effrayantes au moment où l'état industriel du pays présentait un spectacle bien misérable.

Les puissances étrangères, tout en s'occupant amicalement des affaires de la Pologne, se sont tracé une ligne de conduite qui devait pousser ce pays dans l'abîme.

Le fameux *veto* par lequel tout noble Polonais avait le droit de rompre les conférences est cause que, durant le règne d'Auguste III, aucune Diète n'a été terminée, et par conséquent les affaires ne pouvaient pas être décidées. La noblesse considérait le *veto* comme un des plus beaux privilèges de sa liberté; elle était assez aveugle pour ne pas se douter que c'était justement l'arme la plus terrible par laquelle ses ennemis combattaient la Pologne.

En même temps les voisins de la Pologne tâchaient d'entretenir sur son territoire le plus de troupes possibles. Pendant le règne d'Auguste III, surtout pendant la guerre de Sept ans, les troupes russes et prussiennes traversaient la Pologne sans en demander la permission au gouvernement de ce pays. Le roi de Prusse, étant en guerre avec la Saxe, considérait le sol polonais comme un pays conquis.

Depuis longtemps l'Autriche et ses deux alliés avaient pris pour principe que la Pologne ne devait être gouvernée que par un roi choisi par eux et par conséquent agissant dans leurs vues politiques.

Dans cette inaction léthargique d'Auguste III, les relations de la Pologne avec la France se bornaient à de fréquents voyages à Paris, devenus obligatoires pour les jeunes gens élégants, qui de plus en plus sui-

vaient les modes parisiennes. — Les jeunes gens studieux, les savants (il y en avait bien peu) allaient puiser la science à la cour du roi philosophe à Lunéville; ils pleuraient avec lui sur la décadence de la Pologne, mais au moins ils rapportaient dans leur malheureuse patrie un peu d'instruction.

C'est avec un véritable plaisir que nous allons citer ici le nom d'un prêtre missionnaire français qui, sous ce règne, est venu se fixer à Varsovie pour répandre autour de lui une auréole de sainteté bienfaisante. Nous aimons à croire que nos lecteurs polonais ont facilement deviné que nous entendons parler de ce type du chrétien véritable que l'abbé Baudouin a su si bien réaliser.

Le sommeil politique et intellectuel n'avait pas empêché les grands de s'amuser bruyamment, malgré la terrible misère du pays. Le jeu avait pris des proportions effrayantes : dans une nuit on perdait et on gagnait des fortunes.

L'abbé Baudouin observait avec amertume l'état déplorable de la ville de Varsovie.

D'un côté, le luxe effréné; de l'autre, la misère avec toutes les horreurs du désespoir.

Un jour, en rentrant chez lui, Baudouin voit un chien qui dévorait un bras d'enfant.

Il est saisi d'horreur, et l'idée de l'absence complète

d'asiles et de refuges pour les enfants pauvres — dans une ville où la dissipation était extrême — le poursuit et le tourmente. — Secondé par ce courage et cette persévérance que donnent la foi et la conviction chrétienne, il conçoit l'idée de fonder à Varsovie un établissement pour les malheureux nouveau-nés abandonnés par la misère ou par le vice. — Baudouin est pauvre, mais il ne désespère pas; il frappe à toutes les portes; il est éloquent, il trouve des cœurs qui le comprennent. — Mais un événement, qui fait ressortir aux yeux de tout le monde son abnégation chrétienne, le rend plus célèbre et lui donne le pouvoir de réaliser ses vœux.

Un soir, passant sous les fenêtres d'un palais brillamment éclairé à l'intérieur, Baudouin, qui courageusement poursuit son œuvre, entre avec sa bourse et se trouve devant une table dont le tapis est couvert d'or — un jeu terrible est engagé. — La vertu ne s'intimide pas à l'aspect du vice; il s'approche de celui devant lequel il voit le plus d'argent et réclame une offrande pour les pauvres enfants; il n'est pas écouté; il réitère sa demande, le joueur impatienté se lève et lui lance un soufflet.

Un morne silence succède à cette scène violente. L'homme de bien ne bronche pas; il tend sa bourse en

prononçant ces paroles : « C'est pour moi, et pour les pauvres ? » A ces mots tout le monde se sent humilié et attendri; on court à Baudouin, on l'embrasse, et tout l'or passe à son œuvre bienfaisante.

Quiconque a été à Varsovie doit connaître le magnifique établissement qui porte le nom « d'Hospice de l'enfant Jésus, » et que l'on doit au respectable abbé Baudouin.

Que sa mémoire soit bénie ! Que le respect dont ce nom jouit dans toute la Pologne prouve à la nation française combien les Polonais savent apprécier le véritable mérite, combien ils sont reconnaissants pour les bienfaits.

La fin du règne d'Auguste III est assombrie par ses malheurs en Saxe et des révoltes des Cosaques en Ukraine, qui dévastent les provinces polonaises sous prétexte de sauvegarder leur indépendance et leur religion. Auguste III est mort à Varsovie en 1763. Les nouvelles élections ont été ouvertes aussitôt. La cour de France, appuyée par celles de Vienne et d'Espagne, proposait le fils du dernier roi-électeur pour la couronne de Pologne.

Mais l'ambassadeur de Russie, le prince Repnin, soutenu par l'armée russe sous les ordres de Kayserling, ainsi que l'ambassadeur du Grand Frédéric, le prince

Carolot-Schönaich, protégeaient un autre candidat dans la personne de Stanislas Poniatowski.

Le prince-primat Lubienski n'a donc rencontré aucune résistance sur le théâtre électoral en proclamant Poniatowski roi de Pologne, sous le nom de Stanislas-Auguste, le 25 novembre 1764.

De petite noblesse, mais allié par sa mère à la puissante maison Czartoryjski, fils de l'ami intime de Charles XII et du roi Leczycynski, le jeune Poniatowski avait déjà fourni une brillante carrière. Il avait débuté à la cour de France. Très-bien reçu à Versailles, il avait pris goût aux mœurs qui distinguaient le règne de Louis XV; cela a eu une influence déplorable sur le jeune roi de Pologne et sur tous ceux qui l'entouraient à Varsovie. Toutefois, très-intelligent, il avait un penchant pour la littérature et pour les beaux-arts. Il désirait le bien de son pays; mais appuyé par l'étranger, il n'a pu jamais se soustraire à cette influence, n'ayant ni le cœur ni l'initiative d'un guerrier.

Ambassadeur de la Pologne à Saint-Pétersbourg, Poniatowski y a été fortement goûté comme homme d'esprit et de très-belles manières, — mais on connaissait la faiblesse de son caractère, et c'est justement la certitude qu'il ferait toujours ce qu'on lui dicterait qui donna l'idée à l'impératrice de le placer sur le trône de Pologne.

Les premières années de ce règne passèrent tranquillement. Après avoir été gouverné pendant soixante-six ans par des princes étrangers, les Polonais se plaisaient à voir la couronne sur le front d'un Piaste.

Le parti Czartoryjski, très-puissant alors, fut le premier peut-être à s'apercevoir du danger de l'influence étrangère.

Déjà vers la fin du règne d'Auguste II, un parti tout à fait distinct commençait à se former. Il avait pour but une réorganisation de toute la république, qui lui donnerait assez de forces pour lui assurer le bien-être et l'indépendance. On donnait généralement à ce parti le nom de la *Famille*. Effectivement, elle se composait de la famille Czartoryjski et de ses partisans. A la tête de cette entreprise patriotique se trouvaient les deux frères Frédéric et Auguste, ainsi que le fils de ce dernier, le jeune Adam Czartoryjski. André Zamoyski et Stanislas Poniatowski père, tous les deux mariés à des princesses Czartoryjski, faisaient aussi partie de la famille.

Ce parti désirait un Polonais sur le trône, et à la mort d'Auguste III, il voulait proposer le jeune prince Adam Czartoryjski; mais dès l'ouverture de la diète électorale, on s'aperçut que le cabinet de Saint-Pétersbourg avait déjà pris des précautions pour assurer le trône à

Stanislas-Auguste. Fils d'un des chefs de ce parti, la Famille pensait pouvoir compter sur lui, mais bientôt l'indécision du roi et la terreur que lui inspiraient l'impératrice et ses ambassadeurs dans les occasions les plus graves, prouvèrent qu'elle s'était complètement trompée et qu'une réorganisation patriotique ne pouvait pas se faire avec le concours du roi. Les rapports entre les Czartoryjski et Stanislas-Auguste se refroidirent, une partie de la Famille resta neutre, l'autre plus active se rangea du côté de la Diète constitutionnelle du 3 mai, voulant ainsi contribuer à l'introduction de réformes salutaires pour la patrie menacée.

La Prusse et la Russie, fidèles à leur programme, qui consistait à affaiblir autant que possible la Pologne, suivaient ce plan.

Les troupes russes, en rentrant de la guerre de Sept ans, campèrent en Pologne, et, mises à la disposition de l'ambassadeur Repnin, lui donnaient la force d'un dictateur ; car le roi de Pologne, régnant sur une population de dix-huit millions d'âmes, n'avait même pas dix mille hommes de troupes régulières.

Les Czartoryjski poussaient leur neveu à demander une archiduchesse en mariage, pour contre-balancer l'influence des deux autres puissances. Le roi partageait cet avis, et on fit des démarches à la cour de Vienne.

L'impératrice et son ambassadeur exprimèrent leur mécontentement de la conduite politique du roi de Pologne. Profitant d'un soulèvement des paysans de l'Ukraine contre la noblesse polonaise, la politique russe sut terroriser Stanislas-Auguste.

Une Diète ayant pour but la réorganisation administrative du pays a été convoquée en 1767. La Chambre fut entourée par les troupes étrangères, et Repnin dicta les lois que le suffrage libre de la noblesse devait donner à son pays. Une grande partie des nobles eut le courage de s'opposer à cette violence faite à leurs privilèges ; mais Repnin fit arrêter quatre des plus récalcitrants et les envoya dans le fond de la Russie. C'étaient Zaluski, Soltyk et les deux Rzewuski.

La noblesse indignée forma une confédération à Bar (1768), sous le patronage de Krasinski et de Pulawski ; elle se proposait de faire évacuer le territoire polonais par les troupes étrangères et même, en cas de nécessité, de déposer Poniatowski.

La cour de Versailles, sous l'influence du ministère Choiseul, appuyait ouvertement la confédération de Bar, voulant par-là vexer la Prusse. Les délégués de la confédération polonaise eurent une réception officielle à Versailles en qualité de représentants de la nation polonaise ; un secours d'argent et de troupes leur fut

assuré. Beaucoup de volontaires français arrivèrent en Pologne pour se mettre dans les rangs de la confédération; les plus remarquables sont : Choissi, Viomenil, Saillant, Kellermann, Belcourt et autres. Le colonel Dumouriez était chargé par le ministre français d'une mission diplomatique, qui consistait à suivre et à soutenir les démarches de la confédération.

L'Autriche, sous l'influence de Choiseul, prit une attitude équivoque, qui au fond n'était pas autre chose qu'un appui tacite des confédérés en Pologne. La Russie était justement occupée d'une guerre avec la Turquie, elle ne pouvait pas facilement concentrer de grandes forces en Pologne. La confédération, éparpillée dans tout le pays, attaquait l'armée russe dans une guerre de partisans avec assez de succès.

Mais le secours promis par la France n'arrivait pas; la favorite de Louis XV, en renversant le célèbre ministre Choiseul, a renversé aussi les espérances des patriotes polonais. Les confédérés, donnant des preuves inouïes de courage, commirent une faute politique. Voyant le roi Stanislas-Auguste toujours sous l'influence étrangère, ils se proposèrent de le transporter par force de Varsovie à Czestochowa, où ils avaient leur quartier général. Effectivement, le roi fut enlevé, mais le lendemain il parvint à se sauver en achetant un de

ses gardiens. Le crime d'un attentat, d'un régicide a été imputé aux héros de Bar, et cette accusation a diminué leur popularité.

La Russie venait d'envoyer de nouvelles troupes et les confédérés se virent forcés de s'enfermer dans des villes fortes. Ils furent assiégés et plus ou moins exterminés. Une partie, faite prisonnière, fut renvoyée en Russie : beaucoup de Français ont partagé leur sort ; nous avons même une description intéressante du séjour de Belcourt en Russie, racontée par lui-même.

L'Autriche a recueilli, sur son territoire, les débris de la confédération. Dumouriez, rentré en France (1772), trouvait le duc d'Aiguillon tout-puissant.

Le jeune officier français, ne se rendant pas compte du rapide changement du cabinet de Versailles dans ses dispositions pour la Pologne, réclamait l'intervention française contre le premier partage qui était le résultat de la chute de la confédération de Bar. Après une vive discussion à ce sujet entre Dumouriez et le ministre, le jeune colonel fut conduit à la Bastille, et il ne fut relâché qu'à l'avènement de Louis XVI.

Pulawski et Kosciuszko, ne pouvant plus combattre pour la liberté de leur pays, allèrent en Amérique pour se mettre sous les ordres de Washington.

Stanislas-Auguste se rangea officiellement sous la pro-

tection de l'impératrice, promettant une obéissance complète.

Le premier partage était déjà décidé entre les trois puissances. L'Autriche, ou plutôt Marie-Thérèse, avait fait un peu d'opposition, mais voyant que les autres prendraient ce qu'elle refusait, elle finit par consentir tout en déclarant la chose illégale.

La peste régnait dans les provinces voisines de la mer Noire; la Prusse et l'Autriche, alléguant le besoin d'établir un cordon sanitaire, firent entrer leurs troupes dans les provinces qui leurs étaient destinées d'avance.

La Prusse occupait les palatinats de Malborg, Chelm, Pomern et Posen.

L'Autriche envahit les palatinats de Ruthins, Belsk et Cracovie.

Les troupes russes étant campées dans tout le royaume, une nouvelle invasion de leur part devenait inutile.

Les trois puissances copartageantes publiaient pour la forme un manifeste par lequel elles expliquaient leur démarche. Le sénat voulait s'opposer, mais ici toute l'impuissance de la Pologne est mise à nu.

La France, qui soutenait la confédération considérée par elle comme une représentation nationale, promettait secours et protection; néanmoins, malgré ses

sympathies pour les Polonais, elle restait impassible, et contemplait avec un calme cruel le spectacle du premier partage de la Pologne. Aucune réclamation, aucune note diplomatique en faveur du malheureux pays n'a été échangée avec les cabinets des trois puissances.

Soudain une Diète est convoquée pour légaliser le partage. Les députés s'opposent à cette iniquité; mais les troupes entourent la salle des séances, et un morne silence est interprété comme confirmation du démembrement.

Il restait encore à peu près dix millions d'habitants, sur lesquels Stanislas-Auguste devait régner.

Après ce coup terrible, la noblesse polonaise se réveille; elle s'aperçoit enfin où l'on a menée ses libertés, son *veto*, ses élections et les interventions étrangères. Ceux qui restèrent libres, résolurent d'être plus raisonnables; le roi se rapprocha du peuple, le peuple de son souverain, animés l'un et l'autre du projet de réorganiser ce qui restait pour épargner à ces débris le sort des autres provinces.

La réorganisation des troupes, des impôts, de l'éducation publique a été décidée, et peu à peu ces changements ont été mis à exécution.

La littérature, après un long sommeil, se réveillait, et, vers la fin du dix-huitième siècle, elle devient pres-

que aussi brillante qu'au temps des Jagiellons. — Le roi protège les beaux-arts et les lettres; il pourrait être un bon souverain en d'autres circonstances, mais il fallait à la Pologne plutôt un guerrier qu'un savant.

La noblesse polonaise, si fière de ses privilèges, vient les déposer sur l'autel de la patrie. Les malheurs unissent tous les États; on demande une constitution libérale, une Diète est convoquée à cet effet. La rédaction de la constitution est confiée à des hommes de mérite.

Le grand chancelier Zamoyski, Ignace Potocki et le célèbre Hugo Kolontaj sont à la tête du parti réformateur. Enfin la constitution est proclamée le 3 mai 1791. Elle abolit les privilèges des nobles, relève le commerce, instruit les paysans et leur accorde plus de libertés; elle concentre le pouvoir entre les mains du roi, avec des ministres responsables dont les actes seront contrôlés par la Diète, qui représente tous les États.

Après le premier partage, la Pologne avait réellement l'occasion de réparer ses fautes passées et de consolider son avenir.

La Russie et l'Autriche, occupées d'une guerre avec la Turquie, n'étaient pas éloignées de former une alliance avec le roi de Pologne, surtout parce que la Prusse,

jalouse de la puissance croissante de l'impératrice Catherine, avait une attitude politique qui paraissait suspecte.

L'entrevue qui eut lieu au midi de la Russie entre l'impératrice, l'empereur Joseph et le roi Stanislas-Auguste aurait pu avoir de bons résultats, si en cette occasion les Polonais eussent été assez habiles pour reconnaître les avantages qui semblaient se présenter et s'ils avaient su s'entendre dans l'intérêt de la patrie.

Mais Stanislas-Auguste, toujours si docile à la volonté de Catherine II, se laissa entraîner par la politique prussienne, qui devait le brouiller avec sa protectrice.

En même temps, les Polonais se divisèrent en deux partis. Le premier était celui de la nouvelle constitution, qui avait pour but d'introduire des réformes et de se soustraire à l'influence étrangère; ce parti, si sympathique et si respectable, comme le roi, avait le défaut de se fier aux promesses des ambassadeurs prussiens, Bucholtz et Lucesini, qui promettaient un appui de quarante mille hommes dans le cas où la Russie et l'Autriche voudraient s'opposer à la nouvelle constitution polonaise.

Le second parti avait pour chefs le hetman Branicki et Félix Potocki, un des plus grands seigneurs de l'époque. Ce parti prenait pour principe: 1° que les

privilèges de la noblesse ne pouvaient pas être attaqués ni changés dans une république des nobles ; 2^o que la Pologne ne pouvait plus exister sans se mettre sous la protection de la Russie.

Ce parti présentait la nouvelle constitution comme une avant-garde de la grande révolution française, si redoutée par les souverains du Nord. Le parti de Potocki, proclamé traître à la nation par les constitutionnels, dut établir son siège en Moldavie, sous la protection de l'armée russe.

La Diète constitutionnelle travaillait depuis quatre ans à la confection des réformes ; enfin, comme nous l'avons déjà dit, le 3 mai 1791, sur la place de l'hôtel-de-ville à Varsovie, au milieu d'une fête et d'une joie générale, la nouvelle constitution est lue publiquement et acclamée.

L'enthousiasme général était au comble ; on voyait la patrie sauvée, au moment où d'horribles nuages s'amoncelaient sur sa tête. Le silence de l'impératrice devait être attribué à la colère que ressentait cette princesse contre le roi son protégé et contre la nation qui dédaignait son alliance.

La guerre de Turquie finissait glorieusement pour l'armée russe ; les chefs du parti polonais, réfugiés en Moldavie, rentraient en Pologne avec les troupes de l'im-

pératrice, criant : « aux Jacobins, » et formant contre la nouvelle constitution une confédération à Targowica, sous la présidence de Félix Potocki et la protection de la Russie.

La Prusse, à ce moment, ne craignit pas de désavouer les promesses faites par ses ambassadeurs au roi de Pologne, et les quarante mille hommes de troupes prussiennes qui devaient soutenir les Polonais contre les Russes, ont été mis à la disposition de l'impératrice Catherine.

Poniatowski, comprenant enfin que la Prusse l'a trompé, se voit ainsi exposé au ressentiment implacable de sa protectrice.

Il a encore vingt-cinq mille hommes de troupes régulières bien armées, il pourrait faire une levée générale. Son neveu, le prince Joseph, a le commandement en chef de l'armée polonaise avec des généraux comme Kosciuszko, Madalinski, Dombrowski, Mokronowski, Kniaziewicz et tant d'autres que depuis l'Europe a appréciés comme de véritables héros. Mais le roi, incapable de dominer la situation, renonce à tout projet de résistance, il écrit en secret une lettre d'excuse à l'impératrice en lui demandant la permission de déposer la couronne. La réponse de Catherine est dure; elle ordonne au roi Stanislas-Auguste de passer à la confédération de Targowica et de seconder ses opérations.

L'armée polonaise a tenté déjà les premiers efforts pour arrêter l'invasion étrangère; on se prépare à une lutte à mort; mais, au moment de cet enthousiasme, le commandant en chef reçoit du roi un ordre formel d'arrêter les hostilités.

Les généraux polonais envoient leur démission et se retirent à l'étranger.

Le second partage est opéré par la Prusse et par la Russie; la Diète de Grodno est forcée de ratifier ce nouveau démembrement.

Poniatowski reste roi du quart de l'ancienne Pologne, dont la population ne dépasse guère quatre millions d'habitants.

La nouvelle constitution est maintenue dans ce reste de l'ancien royaume. Félix Potocki est chargé par l'impératrice du soin de la réorganisation; c'est alors qu'il comprend qu'il a été employé comme simple instrument par des mains bien habiles, il se retire dans ses terres et meurt loin des intrigues et des grandeurs.

Cependant le mal n'était pas encore arrivé à son comble, le pays veut tenter une nouvelle lutte contre le colosse qui l'écrase.

Une révolution nationale appelle Kosciuszko à la tête du gouvernement et de l'armée; il accepte ce double commandement. Les premiers essais sont heu-

reux, mais bientôt la force des ennemis détruit les nobles efforts des Polonais. Kosciuszko voudrait mourir libre, il se jette dans la mêlée à la bataille de Maciejowice; mais grièvement blessé à la tête, il est fait prisonnier et emmené en Russie. L'armée polonaise est complètement détruite.

Les troupes prussiennes occupent Varsovie, les Autrichiens passent les frontières, le reste est annexé à la Russie. Le troisième partage est ainsi accompli. La Pologne est effacée de la carte de l'Europe.

Le roi Poniatowski dépose la couronne à Grodno; de là il va mourir à Saint-Pétersbourg.

Un morne silence règne dans le pays démembré où tant d'efforts ont été infructueux, où tant de sang généreux a coulé.

Mais comme les amoureux qui, en attendant en vain l'objet de leurs flammes, tournent les yeux du côté où ils espèrent revoir l'objet aimé, les regards des Polonais étaient dirigés vers ce beau pays de France tant chéri, tant admiré par eux. — Un astre se levait justement aux bords de la Seine; il attirait les nobles élans des guerriers polonais qui ne pouvaient plus lutter pour l'indépendance de leur pays.

Le grand homme savait bien exploiter le courage et le dévouement des Polonais. Il les menait attelés à son

char de triomphe, semant sur son passage les cadavres de ceux qui croyaient voir en lui le grand régénérateur de leur malheureuse nation.

Les légions polonaises sont formées ; le bruit de leurs exploits fait concevoir à leurs compatriotes un espoir de liberté, qui ne devait être qu'une illusion.

En effet, depuis la paix de Lunéville, tout observateur impartial pouvait deviner que Napoléon considérait les Polonais comme un instrument utile sur les champs de bataille tout autant que dans les combinaisons politiques, où la question de la régénération de la Pologne pouvait être avantageusement exploitée dans ses rapports avec l'Autriche, la Russie et la Prusse.

Ce qui nous fait croire que déjà, en 1801, Napoléon commençait à s'impatienter des prétentions polonaises, c'est qu'il cherchait alors à éloigner les légions autant que possible. Ainsi une partie de ces belles troupes, sous les ordres du général Henri Dombrowski, a été donnée à Louis de Parme, roi d'Étrurie. De cette manière, les drapeaux et les aigles polonais ne devaient plus éveiller les susceptibilités de certains souverains. L'autre partie des légions a été bien plus maltraitée : sous les ordres de Ladislas Jablonowski, ils ont été menés par le général Leclerc à Saint-Domingue ; ils y ont tous péri au cri de : « Vive Napoléon, l'ami des Polonais ! »

Kosciuszko, ce patriote par excellence, était peut-être le premier de sa nation qui eût compris le César du dix-neuvième siècle.

L'empereur des Français tenait à employer l'illustre chef polonais, auquel il a fait des propositions brillantes ; il voulait lui confier le commandement de ceux de ses compatriotes qui viendraient se réunir à l'armée française.

La première entrevue de Napoléon avec Kosciuszko a été assez cordiale. A peine rentré de l'Égypte, le grand capitaine se rend chez l'élève de Washington et le salue par ces paroles :

« Je suis bien heureux de faire la connaissance du « héros du Nord. »

Un moment Kosciuszko était disposé à accepter les offres qu'on lui faisait ; il croyait encore alors à la sincérité de Napoléon. Mais, après le dix-huit brumaire, sa confiance s'est ébranlée ; il ne se cachait pas pour blâmer hautement la conduite de Napoléon et pour prétendre que la Pologne n'avait rien à espérer de lui. Aussi l'empereur lui en a-t-il gardé une rancune mal dissimulée, et souvent depuis il s'exprime avec aigreur sur le grand patriote polonais.

Cependant, après la bataille de Jéna, de nouvelles propositions furent faites à Kosciuszko par l'entremise

de Fouché. Le chef polonais se déclara prêt à se mettre à la tête de ses compatriotes, si Napoléon voulait ouvertement proclamer l'indépendance de la Pologne.

Fâché de ce qu'il appelait « une insolence, » l'empereur lui fit dire : « Je ne veux rien promettre ni m'engager en rien vis-à-vis des Polonais. — Kosciuszko et les siens doivent me croire aveuglément, et ne pas se donner le genre de traiter avec moi de puissance à puissance. »

Il comprenait pourtant l'importance de la popularité du nom de Kosciuszko. Il fait savoir aux légions, dans la proclamation du 3 novembre 1806, que Kosciuszko arrive. Une autre proclamation, qu'il prétend écrite par Kosciuszko, est lue aux Polonais afin de les engager à remettre toutes leurs espérances entre les mains du gouvernement français.

Cette proclamation a été publiquement démentie par Kosciuszko, qui disait « qu'il ne se mêlerait jamais de ce que faisait la France en Pologne, parce qu'il n'y voyait rien de réellement favorable à sa patrie; » il ajoutait en outre « qu'il trouvait impolitiques les sacrifices que les Polonais faisaient pour l'amour de la France. »

L'empereur, très-mécontent, fit soigneusement surveiller Kosciuszko, qui par son ordre ne devait plus quitter

Paris. En 1814 seulement le chef polonais eut la possibilité de publier dans le *Moniteur* la réfutation officielle des actes qu'on lui attribuait.

Cependant, dans la campagne de 1806, les légions polonaises arrivées d'Italie adressèrent un appel à leurs compatriotes, qui couraient se ranger sous l'aigle impériale avec un enthousiasme aveugle. Henri Dombrowski est mis à la tête des légions. En 1807 l'armée française comptait déjà dans ses rangs quarante-cinq mille de ces soldats.

Il est très-probable que les intentions de Napoléon, pour ce qui concernait la Pologne, étaient assez complexes lors de son séjour à Berlin. L'idée qu'il avait conçue d'une alliance avec la maison d'Autriche, son amitié pour l'empereur Alexandre, qui paraissait cimentée par l'entrevue de juillet 1807, ont exercé une influence fâcheuse sur les destinées de la Pologne. Il était déjà trop engagé pour reculer; — il fallait faire pourtant quelque chose pour récompenser et soutenir le dévouement de ses alliés. Napoléon le comprit un peu, car il forma le grand-duché de Varsovie au moyen des anciennes provinces polonaises occupées par la Prusse.

Les Polonais étaient encore assez naïfs pour excuser Napoléon de ce que pour le moment il ne pouvait faire rien de plus pour un peuple qu'il chérissait et dont,

à les en croire, il comptait un jour restaurer l'ancienne splendeur.

Le sénateur Wibicki fut appelé à Posen avec toute une députation polonaise pour présenter ses hommages au régénérateur de la Pologne. « Je suis bien aise, leur dit l'empereur, de voir les Varsoviens, qui seront toujours pour moi les bienvenus. »

Wybicki, croyant qu'il se trompait, lui répondit : « Sire, ce ne sont pas seulement des Varsoviens, ce sont les représentants de l'ancienne Pologne entière qui viennent, au nom de leurs compatriotes, vous exprimer leur reconnaissance et..... » — « Ce sont des Varsoviens, » reprit l'empereur, coupant avec humeur la conversation et passant à un autre sujet. Les députés se regardèrent d'un air confus, ne sachant ce qu'ils devaient augurer de ces étranges paroles de l'empereur ; mais, depuis, les plus perspicaces comprirent clairement que la Pologne devenait, entre les mains de l'habile guerrier diplomate, le pantin qui devait marcher suivant les intérêts que la politique française pourrait avoir au Nord. L'idée n'était pas nouvelle, le cardinal de Richelieu y avait déjà pensé.

Frédéric-Auguste, petit-fils d'Auguste III, roi de Pologne et électeur de Saxe, devait porter le titre de grand-duc de Varsovie. Le grand-duché se composait,

comme nous l'avons déjà dit, d'une partie des provinces que les partages de la Pologne avaient données à la Prusse.

Danzig, déclarée ville libre, restait occupée par les troupes françaises comme une place très-importante.

L'intendant général Daru, au nom de l'empereur, remettait à Berlin entre les mains de Louis Gutakowski, représentant de l'électeur, les pleins pouvoirs pour occuper légalement le grand-duché de Varsovie; en même temps l'électeur recevait l'autorisation de porter le titre de roi de Saxe.

C'est à Dresde que l'empereur, en une heure et demie, a dicté la constitution d'après laquelle ce fragment de l'ancienne Pologne devait être gouverné.

D'après elle, le trône était héréditaire et attaché à la maison de Saxe; le Code Napoléon fut introduit, le pays divisé en départements et toute l'administration organisée à la manière française.

Cinq ministères ont été formés: l'intérieur a été confié à Jean Luszczewski, la justice à Félix Lubienski, les finances à Thadée Dembowski et ensuite à Jean Wenglenski, la police à Alexandre Potocki; le ministère de la guerre, avec le commandement de l'armée, au prince Joseph Poniatowski. Stanislas Breza, en qualité de ministre secrétaire d'État, était spécialement attaché à la personne du roi grand-duc, qui devait résider tantôt à Dresde

tantôt à Varsovie. Malachowski fut nommé président du conseil d'État, Alexandre Batowski était envoyé à la cour impériale de Paris en qualité de délégué permanent du grand-duché de Varsovie, et Vincent fut choisi par l'empereur comme commissaire auprès du gouvernement grand-ducal.

Le général Gouvion Saint-Cyr commandait les Français qui sont entrés les premiers à Varsovie; ensuite c'est le maréchal Davoust, duc d'Auerstædt, qui fut nommé commandant en chef des troupes françaises en Pologne. Les principaux généraux qui l'accompagnaient étaient: Morand, Compans, Malhaut, Pino et le prince d'Isenburg; Serra lui était attaché en qualité d'agent diplomatique.

La ville de Varsovie se relevait de sa décadence avec l'installation du gouvernement du grand-duché et la présence des chefs des armées française et polonaise; mais le pays souffrait beaucoup, l'industrie et le commerce cessèrent et la misère devint plus fréquente. Mais l'amour, si voisin de l'aveuglement que les Polonais resentaient pour leur protecteur, les encourageait à cacher le déplorable état du pays, prétendant qu'il ne saurait en être autrement et qu'il fallait patienter et laisser agir l'empereur Napoléon qui, d'après eux, ne pensait qu'à restaurer l'ancienne splendeur de la Pologne.

En attendant, on formait les cadres des nouvelles troupes polonaises, dans lesquelles on faisait entrer les jeunes patriotes qui brûlaient du désir de courir au champ de bataille. On ne manquait pas de ces occasions sous ce régime.

Napoléon avait emmené en Espagne une partie des troupes polonaises.

Quel est le Français qui ne sait l'influence que la prise de Saragosse et la bataille de Samosierra ont eue sur la campagne d'Espagne ! Mais peu d'entre eux savent que c'est le général Chlopicki, à la tête des Polonais, qui a décidé la prise sanglante de la capitale de l'Aragon. Et pourtant le général Lannes, dans son rapport du 21 février 1809, s'exprime clairement sur ce sujet. Le siège de cette ville, qui a duré deux mois, a coûté soixante mille hommes de part et d'autre ; on a compté parmi eux plus de mille cadavres polonais.

Il y a des Français qui peut-être ignorent aussi que c'est la charge des cheveau-légers polonais qui a décidé de la victoire de Samosierra¹.

Le régiment de Krasinski, le brave colonel Koziatulski en tête, a entièrement dispersé les colonnes ennemies.

L'Autriche, voyant la France occupée en Espagne,

¹ Voir les Mémoires du général de Ségur.

crut le moment favorable pour lui déclarer la guerre.

L'archiduc Ferdinand, commandant un corps considérable, entra dans le grand-duché de Varsovie. Les forces polonaises n'étaient pas en état de lutter longtemps : le gros de l'armée était loin du pays. Le prince Joseph Poniatowski, à la tête de neuf mille hommes contre cinquante mille Autrichiens, a résisté toute une journée, et cette bataille de Raszyn valut à la ville de Varsovie une capitulation honorable. Les troupes polonaises avec leur jeune chef passèrent la Vistule et entrèrent en Galicie, où leur marche fut signalée par des victoires brillantes.

L'archiduc, entré à Varsovie, a su maintenir l'ordre dans son armée, — mais son séjour dans cette ville n'a duré que quatre semaines. Au bout de ce temps, il dut se replier sur Vienne; les troupes polonaises reprenaient aussitôt leurs positions dans le grand-duché, et le colonel Hornowski occupait la capitale au nom du roi grand-duc.

La victoire de Napoléon et le traité de Schœnbrunn agrandirent le territoire du grand-duché des provinces autrichiennes occupées pendant la dernière campagne par l'armée du prince Joseph Poniatowski. La population du grand-duché montait à cinq millions d'habitants.

Cependant le rapprochement de Napoléon avec l'Au-

triche, son mariage avec l'archiduchesse et son amitié avec l'empereur Alexandre montraient clairement aux Polonais qu'ils n'avaient plus rien à espérer du gouvernement français.

La famille Czartoryjski, tenant une cour presque royale dans sa magnifique résidence de Pulawy, groupait autour d'elle les Polonais, qui commençaient à douter des sentiments de Napoléon pour la Pologne et craignaient que son étoile ne vint à pâlir. Déjà, en 1805, ce parti a tâché d'insinuer à l'empereur Alexandre l'idée de régénérer la Pologne sous son sceptre. Le jeune prince Adam Czartoryjski jouissait d'un grand crédit auprès de l'empereur de Russie et essayait de ramener à lui quelques esprits distingués qui n'étaient pas tout à fait sous le charme de l'influence française.

Mais la journée d'Iéna et l'entrevue de Tilsit ont renversé le projet formé à Pulawy.

Le roi de Saxe s'occupait sincèrement des affaires du grand-duché; mais ses bonnes intentions pour ses sujets polonais étaient constamment contrariées par le despotisme de Napoléon et par les jalousies craintives des Saxons, qui ne voulaient pas se trouver au second plan, et qui déjà avaient le pressentiment instinctif des malheurs qui les attendaient à la suite de leur alliance avec la France.

Le maréchal Davoust formait à Varsovie une puissance à part : il tâchait de se rendre populaire ; mais, en sa qualité de représentant de l'empereur, il dénigrait à chaque occasion le roi grand-duc et ses ministres. Il est très-probable que le maréchal rêvait pour lui la couronne de Pologne.

Le comte Senfft-Pilsach, ministre de Saxe à Paris, intriguait de son côté auprès de Talleyrand, de Champany et du prince de Bassano, pour leur prouver que la France, en essayant de reconstituer la Pologne, risquait de perdre la confiance de l'Autriche et de la Russie.

Une députation de Polonais, composée de Stanislas Potocki, Dzialynski et Bielinski, fut envoyée à Paris pour remercier l'empereur de l'agrandissement du grand-duché. Cette députation s'efforçait de contre-balancer les intrigues du ministre saxon, et voulait former à la cour impériale un parti qui aurait secondé les ambitions des Polonais. Mais la France était trop occupée de ses grandes conquêtes pour prendre en considération les affaires de la Pologne qui n'étaient pas à l'ordre du jour.

Stanislas Zamoyski, beau-fils de Czartoryjski, assiste comme ambassadeur du grand-duché de Varsovie au mariage de l'empereur avec l'archiduchesse ; il voulait sonder le terrain relativement à l'avenir du pays qu'il re-

présentait ; mais ses questions furent éludées, ou bien on interrompait la conversation lorsqu'elle devenait trop épineuse.

Cependant la Pologne a pris bien vite les habitudes françaises ; la langue natale a été bannie des salons et on voyait des Polonais qui parlaient bien plus facilement le français que leur idiome maternel.

On ne jurait que par Napoléon, la France et tout ce qui venait de Paris. — Cette mode se répandit de Varsovie dans toutes les provinces, même dans les parties du pays qui restaient sous la domination étrangère.

La littérature nationale, les arts et ceux qui les représentaient trouvaient un asile à Pulawy et une protection auprès du parti Czartoryjski. Il y avait quelque chose d'imposant et de touchant en même temps dans cette cour princière, qui, au milieu de la monomanie française, osait faire de l'opposition et ne partageait pas l'enthousiasme général.

Le prince Joseph Poniatowski, occupé de l'organisation militaire, formait de nouvelles troupes polonaises destinées à seconder les projets du conquérant. Poniatowski, homme d'honneur par excellence, avait mis toutes les espérances de sa patrie dans la main de Napoléon ; il ne raisonnait pas, il était prêt à sacrifier ses compatriotes comme il s'est sacrifié lui-même ; il ne

voulait pas même douter une minute que le dévouement des Polonais ne dût un jour être récompensé par une indépendance complète de l'ancienne république. C'est dans cet état de choses et dans cette disposition des esprits polonais que les relations de Napoléon avec l'empereur de Russie commencèrent à se refroidir.

Alexandre I^{er}, ennuyé des exigences de son nouvel ami, voulait se soustraire à son despotisme et arrêter son ambition. L'Angleterre, guettant toujours une occasion de susciter des ennuis au gouvernement français, sut profiter du mécontentement du cabinet de Saint-Pétersbourg. Napoléon, impatienté par une résistance qu'il n'était pas habitué à tolérer chez ses alliés, — pour son malheur et pour celui de tous ceux qui lui restèrent fidèles, — conçut la désastreuse idée de la campagne de 1812.

C'était bien le moment de se souvenir des Polonais et de rallumer leurs espérances. Nous savons qu'il ne fallait pas beaucoup de frais pour que le gouvernement français exaltât les esprits toujours jeunes aux bords de la Vistule et du Bug. Il suffisait de dire : « Les Français arrivent ; Polonais, aux armes ! »

Déjà à la fin de l'année 1811, Pradt, archevêque de Malines, était envoyé à Varsovie avec le titre imposant d'ambassadeur français auprès de la cour de Varsovie.

M. Bignon, qui jusque-là habitait Varsovie avec le simple titre de résident, devait s'établir à Wilna dès que l'armée française approcherait. Napoléon, allié aux Autrichiens, aux Bavaois, aux Saxons et aux Italiens, à la tête d'une formidable armée, paraissait sur le territoire polonais. Le 2 juin une députation, avec le même Wybicki, le saluait à Posen ; — il reçut les envoyés d'une manière courtoise et ne parlait plus des Varsoviens, et, quoique dans des termes très-vagues, il ne désavouait pas la possibilité de la reconstitution d'une Pologne dans ses anciennes limites.

On peut s'imaginer avec quelle joie cette nouvelle fut accueillie à Varsovie ; c'était de la frénésie, du délire. Toute la jeunesse courait se ranger sous l'aigle impériale, qu'elle considérait comme messagère de l'aigle blanche, symbole de la puissante monarchie des Jagiellons.

Au bout de six semaines, la Pologne avait une armée de cent mille hommes prête à marcher au premier signe de Napoléon.

Sur ces entrefaites, Matuszewicz, un des ministres du grand-duché, homme actif et entreprenant, convoque une Diète à Varsovie ; le gouvernement français ne fait rien pour empêcher ni encourager les Polonais. — Le 28 juin (1812) la Diète proclame le rétablissement du royaume de Pologne dans ses anciennes limites. Napoléon sem-

ble ne rien voir ; il attendait probablement l'issue de la guerre pour accepter ou annuler cette déclaration de la représentation nationale.

Pradt jouait à Varsovie un rôle assez indécis ; on voyait qu'il n'avait pas d'instructions positives ; il fit de grandes phrases, mais il ne disait rien au nom de son souverain.

Cependant Napoléon, ayant établi son quartier général à Wilna, organise les palatinats de Grodno, Wilna et Minsk d'après le modèle du grand-duché de Varsovie, en confiant toute l'administration à des Polonais. Il fait recruter dans ces provinces trente mille hommes, en promettant qu'il les réunirait après la guerre « à l'armée du grand-duché de Varsovie. »

Une députation de la Diète fut envoyée à Wilna pour annoncer à l'empereur qu'elle venait de proclamer l'indépendance de la Pologne. Pour toute réponse, Napoléon fit entendre ces paroles : « L'enthousiasme des Polonais pour la France est bien louable, il faudrait tâcher de le propager en Volhynie, en Podolie et en Ukraine. » Il évitait visiblement de prononcer le mot du royaume de Pologne ; il lui fallait de la chair à canon, — mais il ne voulait pas se compromettre en s'engageant trop pour l'avenir.

Plus de trois cent mille hommes de troupes françaises

et alliées traversèrent les provinces polonaises; mal approvisionnées, elles ne se gênaient pas pour les réquisitions, — on n'aurait pas mieux fait dans un pays ennemi.

Les événements de la campagne de Russie sont trop connus pour que nous ayons besoin d'en répéter les péripéties à nos lecteurs, seulement nous prendrons la liberté de leur rappeler que c'est l'armée polonaise, sous les ordres du général Henri Dombrowski, qui couvrait la grande armée française au moment de son passage de la Bérésina; ce sont les Polonais qui ont protégé le corps principal contre les attaques du détachement du prince Wittgenstein et de celui de Czitschagof.

Les débris de l'armée polonaise rentrés à Varsovie ne comptaient pas au delà de huit mille hommes, mais c'était le seul corps de l'armée de Napoléon qui avait ramené ses canons et ses drapeaux.

L'empereur, abandonnant la poignée d'hommes qu'il réussit à ramener à Wilna, se décide à rentrer à Paris; chemin faisant, il s'arrête deux heures à Varsovie en gardant le plus strict incognito. Pradt, Potocki et Matuszewicz sont les seuls qui lui parlent à l'hôtel d'Angleterre où il est descendu.

Il était évident, malgré la dissimulation de l'empereur, qu'il n'y avait plus rien à espérer de lui pour

les Polonais. Pradt, quelques jours plus tard, quittait Varsovie en se dirigeant vers la France.

Le jeune prince Adam Czartoryjski, celui que nous connaissons depuis 1831 à Paris, n'a jamais pris part à l'enthousiasme de ses compatriotes pour Napoléon. Lié, comme nous l'avons déjà dit, par une amitié sincère à l'empereur Alexandre, c'est dans lui seul qu'il croyait voir la possibilité d'une autonomie polonaise. Aussi, après la grande catastrophe française, il s'est rapproché du ministre Matuszewicz, cheville ouvrière du dernier gouvernement, tâchant de l'éclairer sur la situation actuelle de la Pologne. Les généraux Czaplic et Kropinski secondaient le prince.

Le roi grand-duc rentré à Dresde ne savait plus quel parti prendre. Ses sujets allemands craignaient la vengeance des alliés qui se dressaient en masse contre Napoléon dès que son premier échec fut connu. Frédéric-Auguste commençait à se convaincre de la perte du grand-duché, et ne pensait plus qu'à la conservation de ce qu'il possédait par droit d'héritage.

Les troupes russes, poussant devant elles les débris de l'armée française, avançaient sur le territoire du grand-duché, qu'elles finirent par occuper en entier.

Le *statu quo* a été maintenu avec un gouvernement provisoire, composé en partie de Polonais et de Russes.

Sous la présidence de Lonskoy siégeaient dans ce gouvernement le prince Adam Czartoryjski, Warszawiecki (dernier chef de l'insurrection de 1792 depuis la captivité de Kosciuszko), le prince Lubecki, Nowosiltzof et Colomb pour les finances.

Le prince Joseph Poniatowski ainsi que l'armée qu'il commandait, fidèle au serment qu'il avait prêté à Napoléon I^{er}, ramasse les débris des troupes polonaises et suit son malheureux sort.

L'armée polonaise, voyant ses rêves déçus aux tristes journées du 16, 17 et 19 octobre, cherchait la mort en désespérée. Une partie, sous les ordres de Henri Dombrowski, accompagnait la retraite de Napoléon après la sanglante bataille de Leipzig. — Le gros de l'armée polonaise, sous les ordres de Poniatowski, fait maréchal de France deux jours avant sa mort, était destiné à couvrir la déroute de l'armée française et à arrêter la poursuite des vainqueurs ; — évidemment ce corps fut sacrifié d'avance. Les détachements de Lauriston et de Reynier étaient adjoints au prince Joseph pour l'appuyer.

C'est sur ce rempart que les alliés se précipitèrent ivres de victoire et de vengeance. La résistance fut longue et sanglante ; écrasé par la force, le corps Poniatowski se plie en longeant les fossés de la ville. Les deux gé-

néraux français ont déjà capitulé. Cependant le prince Joseph veut mourir libre, — il court vers la rivière; mais tout à coup une détonation terrible l'arrête, c'est le pont de l'Elster qu'on a fait sauter par ordre de l'empereur pour arrêter la poursuite. Poniatowski se jette avec son cheval dans la rivière; deux fois blessé dans la journée, le désespoir dans le cœur, il cherche la mort dans les flots; ses braves soldats courent après lui, essayent de le sauver et le ramènent à l'autre rive, — mais Poniatowski avait déjà cessé de vivre.

Les conférences de Vienne étaient un moment interrompues par la rentrée de Napoléon et son règne de cent jours; mais, après la journée de Waterloo, les souverains s'empressèrent de régler au plus vite les affaires de l'Europe.

L'empereur Alexandre I^{er}, qui tenait la première place à ces conférences, avait de bonnes intentions pour les Polonais. Il avait appelé à Vienne Czartoryjski et même Kosciuszko, pour les consulter sur ce que l'on pourrait faire pour le grand-duché de Varsovie. Mais la Prusse, devenue plus exigeante depuis les succès de Blücher, consentit à ce que l'empereur de Russie prît le titre de roi de Pologne, à condition de retenir Thorn et Posen, qui renaissent ainsi sous sa domination; — la ville

de Cracovie, avec ses alentours, distraite du grand-duché, fut déclarée ville libre, sous la protection des trois puissances voisines.

Le nouveau royaume de Pologne, érigé en 1815 avec une constitution et une représentation nationale, était donc plus petit que le grand-duché de Varsovie, et ne comptait que quatre millions d'habitants sur à peu près deux mille deux cents lieues carrées.

Le général Zajoncsek, serviteur zélé de Napoléon, sut gagner la confiance de l'empereur Alexandre I^{er}, et avec le titre de prince, obtint la vice-royauté en Pologne, muni d'un pouvoir presque illimité.

Le frère de l'empereur, le grand-duc Constantin, résidant à Varsovie, était chargé de réorganiser l'armée polonaise, qui devait compter quatre-vingt mille hommes.

Une commission spéciale, sous la présidence du comte Jean-Antoine Ostrowski, fut chargée de régler les comptes du ci-devant grand-duché de Varsovie avec la Prusse, la Russie et l'Autriche.

La fin du règne d'Alexandre I^{er} fut assombrie par un mouvement insurrectionnel que préparaient de jeunes libéraux qui avaient goûté en France l'air enivrant de la liberté. Les rigueurs des dernières années de ce règne peuvent s'expliquer par les événements du 14 décembre qui survinrent en 1825, et que la main de fer et la

présence d'esprit de l'empereur Nicolas a comprimés.

Mais ce sont précisément ces événements et tout ce qui se préparait en France qui donnaient à Nicolas I^{er} de si mauvaises dispositions envers les Polonais.

Peu à peu les privilèges qu'assurait la constitution de 1815, restreints à la fin du dernier règne, ont été abolis.

La Russie, alarmée par la révolution qui éclatait en France en 1830, se préparait à marcher sur Paris pour rétablir la légitimité. L'armée polonaise était destinée à former l'avant-garde. Le discours du ministre de la guerre Sault, tenu dans la Chambre française, exprimait hautement ses inquiétudes sur ce sujet.

La Pologne, comme toujours, se croyant solidaire de la France, trouvait le moment favorable pour neutraliser les Russes en donnant le signal d'une révolution qui éclatait à Varsovie le 29 novembre 1830. Les Polonais, prêts à prendre au sérieux la protection française, considéraient les belles phrases de Lafayette, de Mauguin, de Lamarque et de tant d'autres comme une promesse formelle de la nation française d'un secours armé contre la Russie.

C'est dans ces conditions que la révolution polonaise, après que les troupes russes, sous les ordres du grand-duc Constantin, se sont retirées de Varsovie, formaient un gouvernement provisoire, sous la présidence du prince

Adam Czartoryjski, agissant au nom du roi Nicolas de Pologne contre l'empereur Nicolas de Russie.

Les troupes polonaises, bien disciplinées et animées par leur enthousiasme patriotique, marchèrent sur les Russes, en attendant tous les jours l'apparition de leurs alliés les Français.

Le général Chlopicki, que nous avons cité déjà lors de la prise de Saragosse, fut mis à la tête des troupes polonaises.

Le gouvernement provisoire envoya à Saint-Pétersbourg une députation, qui, très-mal reçue, rapportait à Varsovie une réponse catégorique de l'empereur : « Rendre les armes et attendre mes ordres. » Il n'y avait rien à espérer de l'empereur ; — mais restait encore l'espoir de l'intervention des amis de la Pologne.

A Varsovie, la chose paraissait toute naturelle, simple et ne souffrant pas de discussions ; les Polonais ne pouvaient pas comprendre que la France, ayant absorbé, dans l'espace de vingt-cinq ans, deux cent mille braves, serait trop avare de son sang pour payer une dette d'honneur.

Mais aux appels de cœur du grand poète français Casimir Delavigne :

« Pour nos braves frères d'armes,
Vous n'aurez que des larmes ? »

M. Casimir Périer, du haut de la tribune, donnait une réplique d'un bon sens et d'une logique effroyables pour les Polonais :

« La sédition est toujours un crime. La France ne concède à aucun peuple le droit de la forcer à combattre pour lui ; le trésor et le sang français n'appartiennent qu'à la France ! »

Décidément les deux Casimir ne partageaient pas la même opinion sur la conduite à tenir vis-à-vis de la Pologne.

Les Polonais auraient dû comprendre à cette occasion que leurs malheurs trouveront toujours sur les rives de la Seine un écho sympathique, mais la bonne raison et l'esprit politique des Français les empêcheront toujours de se mêler d'une manière active et efficace aux événements en Pologne.

Le gouvernement provisoire, voyant qu'il ne pouvait rien obtenir de Nicolas roi contre Nicolas empereur, après des négociations qui ont donné aux troupes russes le temps de se rapprocher du centre de la révolution, essayait un autre système. Une Diète est convoquée ; la déchéance de Nicolas I^{er} comme roi de Pologne est proclamée, un gouvernement indépendant organisé.

Czartoryjski est à la tête avec le portefeuille des affaires étrangères ; les députés Niemojewski, Lelevel,

Garbinski, Czarnocki partagent entre eux les ministères de l'intérieur, de la justice, de l'instruction publique et des finances. Le commandement de l'armée est confié au général Skrzynecki.

Wielopolski, Zamoyski et Niemojewski, en qualité d'envoyés extraordinaires du nouveau gouvernement, étaient chargés de missions politiques auprès des cabinets de Londres, de Vienne et de Paris.

Personne n'osait douter de l'intervention anglaise et française; quant à l'Autriche et à la Prusse, on se bornait à demander la neutralité.

L'Angleterre sympathisait avec le dévouement patriotique des Polonais, mais elle déclara qu'il lui était impossible de se mêler à elle seule d'une question aussi épineuse.

Louis-Philippe, se sachant peu sympathique à Nicolas I^{er}, voyait avec enchantement la Russie occupée par l'insurrection polonaise; — plus tard, voulant se faire un mérite auprès du cabinet de Saint-Pétersbourg, il a eu le courage de se vanter que la France, tenant le bec dans l'eau aux insurgés polonais par sa conduite équivoque en 1831, avait fortement contribué à paralyser leurs derniers efforts.

Le général Skrzynecki, si injustement accusé d'avoir été trop peu actif et entreprenant, avait la conviction

que l'intervention française ne manquerait pas de rapprocher les Polonais des Russes à l'amiable; par conséquent, il agissait mollement pour épargner l'effusion du sang et la vengeance du vainqueur.

Le gouvernement provisoire eut un moment l'idée d'affranchir les paysans, et de les mettre ainsi dans le mouvement révolutionnaire; mais il a renoncé à cette mesure, uniquement pour ne pas donner une tournure trop démagogique à la révolution, et pour ne pas priver par un tel procédé les Polonais du secours des puissances étrangères.

En attendant, après Dibicz, Paskiewicz prend le commandement en chef de l'armée russe. Il s'approche de Varsovie, livre une bataille sanglante à Wola. Les troupes polonaises, sous les ordres du dernier commandant en chef de la révolution, le prince Michel Radziwill, se retirent le 8 septembre 1834; le général Krukowiecki, par une capitulation sans restriction, livre la ville de Varsovie au prince Paskiewicz.

L'armée polonaise comptait encore plus de quarante mille hommes, mais elle était découragée par le choléra qui la ravageait, ainsi que par les désillusions sur l'intervention des Français.

En même temps Louis-Philippe, dans une lettre adressée au prince de Talleyrand, s'exprimait ainsi: «C'est

nous, bien plus que le vainqueur de Varsovie, que le cabinet de Saint-Pétersbourg doit remercier d'avoir écrasé l'insurrection polonaise. »

(Voir *La maison d'Orléans*, par Laurent de Lardèche. Paris 1861.)

Après que les troupes polonaises eurent mis bas les armes, les soldats restèrent dans le pays, en se confiant à la discrétion du gouvernement russe ; une partie des sous-officiers et tous les officiers se rendirent à l'étranger et particulièrement en France.

Le gouvernement de Louis-Philippe, bien à contre-cœur, mais sous la pression de l'opinion publique, a dû héberger six mille Polonais militaires et civils, qui venaient s'abriter contre les ressentiments de la Russie.

Déjà après la confédération de Bar et le premier partage de 1772, la France a offert son hospitalité à quelques émigrés polonais, qui n'étaient pas alors très-nombreux, et qui finirent pas rentrer dans leur patrie, ou bien par se ranger sous les drapeaux français lors de l'organisation des légions polonaises.

Un des plus remarquables émigrés du dix-huitième siècle était Michel Oginski, qui nous laisse en français des Mémoires très-intéressants sur cette époque. — Chargé par le mouvement patriotique de représenter les intérêts polonais à l'étranger, il a eu une mission à Constanti-

nople; envoyé ensuite à Paris, il a essayé de gagner le cœur de Napoléon pour la cause polonaise.

Un autre Polonais, Beniowski, qui, comme confédéré de Bar, a été fait prisonnier par les Russes, arrivé en France, a fait beaucoup parler de lui.

Beniowski était doué d'un caractère entreprenant et courageux. Envoyé au fond de la Sibérie, il organise une révolte, s'empare d'un vaisseau du gouvernement au détroit de Behring, et quittant Kamtschatka avec plusieurs de ses compatriotes, fait le voyage du Japon, des Indes, et finit par s'établir en Afrique à l'île de Madagascar, où il gagne les cœurs des indigènes.

Précédé par le récit de ses aventures, Beniowski, quelques années plus tard, arrive à Paris avec le projet d'établir une colonie française à Madagascar. Il est très-bien reçu par les ministres de Louis XVI; on lui confie un détachement de soldats, et tout ce qui était nécessaire pour s'établir solidement dans un pays sauvage.

Installé dans son île, il jouit d'une si grande popularité que les indigènes et les colons le proclament roi de Madagascar. Le gouverneur français, considérant la conduite du téméraire Polonais comme une sédition contre le pouvoir qu'il représentait, tourne ses troupes contre le roi improvisé, et une petite guerre s'engage; elle durait déjà depuis quelques mois avec un égal succès de part

et d'autre, quand, au milieu d'une escarmouche, une balle mit fin à l'existence de Beniowski et de son royaume.

Un autre émigré polonais du grand-duché de Posen se fit également remarquer en France à la fin du dix-huitième siècle. C'était le jeune Sulkowski, qui fit une brillante carrière comme aide-de-camp de Napoléon en Italie et en Égypte.

Joseph Sulkowski était d'une intelligence hors ligne; il connaissait les langues orientales, il maniait aussi facilement la plume que l'épée.

Membre de l'Institut oriental établi au Caire par les Français, il nous a laissé quelques ouvrages curieux sur les découvertes scientifiques en Égypte. Au moment où l'Assemblée nationale française discutait par qui on pourrait remplacer le général Bonaparte en Égypte, Carnot proposait Sulkowski comme l'officier le plus intelligent de cette expédition. — Le jeune héros polonais a été massacré par les Arabes dans les rues du Caire à l'âge de vingt-huit ans. Sulkowski, parmi tous les officiers polonais, était le préféré de Napoléon, qui regretta longtemps la perte de son vaillant aide-de-camp.

Ainsi l'émigration de 1831 formait déjà une seconde série.

Les patriotes polonais réfugiés en France se proposaient de suivre les événements politiques de leur pays, pour s'emparer, le cas échéant, de la direction des nouvelles tentatives qui seraient faites pour reconquérir la liberté.

Mais ces dignes défenseurs de leur malheureuse patrie, en la quittant, avaient emporté avec eux le *velo* traditionnel, qui en peu de temps ne manqua pas de les diviser et de donner lieu à des querelles bien déplorable.

Un parti démocratique se formait d'abord, en se proposant de fomenter le plus chaleureusement possible une nouvelle révolution en Pologne.

Eloigné de son pays, ayant peu l'idée de ce qui s'y passait et de la force du gouvernement russe, ce parti préparait bien des malheurs en envoyant des émissaires, qui entraînaient dans leur mouvement les jeunes esprits plus échauffés et même des citoyens travaillant tranquillement au bien-être de leur pays.

Quelques officiers supérieurs de l'ancienne armée étaient à la tête du parti démocratique de l'émigration. Braves cœurs, mais têtes trop chaudes, ils ne connaissaient que la baïonnette et le sabre.

Nous ne doutons pas de la sincérité des sentiments patriotiques de ce parti, mais nous avons la conviction

que ses vues étaient contraires aux intérêts des Polonais, car elles avaient pour effet d'aigrir les rapports entre les vainqueurs, qui à chaque soulèvement se montraient plus sévères, et les vaincus qu'il était si facile d'entraîner.

Un autre parti, plus calme et plus raisonné, se groupait autour du prince Adam Czartoryjski. Ce parti suivait aussi avec curiosité la marche des événements politiques en Europe, tâchant partout d'éveiller la sympathie pour les malheurs de la Pologne, et obtenir une intervention des gouvernements en sa faveur. Nous savons combien ces interventions étaient illusoire, et combien elles irritaient la Russie, qui, chaque fois qu'elle entendait parler de l'indépendance de la Pologne à l'extérieur, sévissait à l'intérieur, pour prouver à tout le monde qu'elle était à même de faire ce qu'il lui plaisait.

Les émigrés polonais, surtout les démocrates, en se considérant comme victimes, s'arrogeaient le droit de dicter une ligne de conduite politique à leurs compatriotes restés sous la domination étrangère ; ils imposaient arbitrairement leurs opinions et prescrivaient des lois. A l'abri de la vengeance du vainqueur, ils la faisaient retomber sur leurs malheureux compatriotes.

Nous nous permettons de citer l'opinion que le vénérable M. Thiers a exprimée, en véritable patriote français, à l'occasion de l'émigration de l'Alsace-Lor-

raine. M. Thiers, dit-on, prétend que les Français qui sont restés en Alsace donnent plus de preuves de patriotisme que les émigrés et sont plus autorisés à se regarder comme des citoyens vraiment utiles à l'idée qu'ils représentent.

Il faut cependant rendre cette justice à l'émigration de 1831, qu'elle a rendu des services remarquables à la nationalité polonaise pour la littérature et l'instruction de ses jeunes compatriotes. La famille Czartoryjski, ayant transporté de Pulawy à l'hôtel Lambert à Paris ses sentiments patriotiques et son goût pour le progrès de la civilisation polonaise, méritait avec les autres sommités de l'émigration la reconnaissance de ses compatriotes.

L'émigration de cette époque offrait des individualités qui représentaient brillamment la Pologne. Mickiewicz, Slowacki, Krasinski pour la poésie; Lelewel, Mochnacki, Chodzko pour l'histoire; Louis Wolowski comme économiste, et tant d'autres que le cadre restreint de cet ouvrage ne nous permet pas d'énumérer, se firent connaître en Europe.

Le grand mérite de ces illustrations polonaises ne consistait pas dans la part qu'elles pouvaient prendre aux événements politiques, mais dans la conviction qu'elles donnaient au monde entier que, si la Pologne est effacée

de la carte géographique de l'Europe, la nationalité polonaise existe et existera toujours.

Les émigrés qui ont bien compris leur tâche, profitant de la liberté de penser et d'écrire, doivent se donner pour but de démontrer que les Polonais, partout où ils se trouvent, sont capables de se distinguer dans toutes les parties de la science et du progrès. C'est le seul moyen, de soutenir l'*autonomie intellectuelle* de leur nation, qui doit être pour le moment leur but principal et qui n'a besoin d'aucune intervention étrangère.

Tous les autres émigrés, malgré leur dévouement sincère, courant après l'indépendance complète de la Pologne, risquent de tout compromettre par des utopies et poussent leurs compatriotes dans une voie dangereuse qui aggrave leur position.

Les années 1846-1848 remuèrent l'Europe par un mouvement libéral.

C'était une occasion pour renouveler les rêves politiques des Polonais. L'Europe a été trop occupée des changements opérés en France et des révolutions survenues en Allemagne pour prêter son attention aux faibles efforts tentés en Pologne.

Les Prussiens comprimèrent avec facilité le mouvement patriotique des Polonais à Posen.

L'Autriche, par un soulèvement des paysans contre la noblesse en Galicie, mettait fin aux démarches anti-gouvernementales des rêveurs patriotes.

La Russie, par la main de fer du prince Paskiewicz, empêchait le développement de la révolution.

Tous ces événements fournissaient un nouveau contingent à l'émigration. Louis Mirosłaski, intelligent, mais brouillon et démagogue passionné, après avoir été un des chefs de l'insurrection de Posen, relâché de prison en 1848, se retirait en France.

Les démocrates se groupaient autour de lui, mais, sous tous les rapports, ils étaient bien au-dessous de ceux de 1831. Rêvant une révolution en Pologne, ils préparaient de longue main les déplorables événements de 1863. Ce parti terrorisait ses compatriotes, mais jamais il n'a su se former dans le pays des relations solides et durables.

A peu près en même temps, un autre groupe des émigrés entourait Towianski, patriote mystique qui, depuis l'année 1842, avait fondé une secte patriotique et religieuse.

Cette secte n'a eu qu'un succès éphémère, car les Polonais qui tenaient par conviction et par sentiment patriotique aux principes religieux qu'ils avaient toujours observés, ne pouvaient admettre les idées du novateur.

Le gouvernement français tolérait l'émigration polo-

naise, qu'il considérait comme un mal inévitable, car l'opinion publique et les sympathies de la nation française n'auraient jamais autorisé l'expulsion des Polonais qui venaient se réfugier en France. Ces sympathies étaient sincères, mais elles avaient le danger d'enflammer les esprits des rêveurs patriotes, qui confondaient toujours les sentiments de la nation française avec les plans politiques de son gouvernement.

Des impulsions mauvaises poussaient les utopistes polonais vers les tristes événements de 1861-1864. -

L'avènement au pouvoir en France d'un Bonaparte ravivait ces illusions du platonisme polonais. Les patriotes rêveurs ne doutaient pas que le neveu ne liquidât les dettes de l'oncle. Dans chaque parole de l'empereur on cherchait une allusion à l'indépendance polonaise; on recommença à rêver pendant la guerre de Hongrie et on continua pendant la guerre de la Crimée.

Le général Ladislas Zamoyski, émigré de 1831 et neveu de Czartoryjski, avait obtenu du gouvernement français l'autorisation de former en Turquie deux régiments polonais qui devaient être adjoints à l'arrière-garde de l'armée de Crimée. Mais Sébastopol venait d'être pris et, les conférences ayant commencé, on licencia cette caricature de légions avant qu'elle ait eu le temps de s'organiser.

Dès lors, à chaque ouverture des chambres françaises, les rêveurs polonais dévoraient avec anxiété le contenu des discours de Napoléon III, et d'après eux ils réglèrent leurs espérances de l'année.

Cependant, jusqu'alors le régime de l'empereur Nicolas, exécuté par Paskiewicz à Varsovie, comprimait sans difficulté les petites effervescences qui de temps à autre apparaissaient en Pologne.

La Prusse, depuis 1848, travaillait de plus en plus systématiquement à la germanisation de ses provinces polonaises.

L'Autriche, suivant sa politique d'occasion et de prudence, avait affaire en Galicie à la partie la plus mal douée sous le rapport intellectuel de l'ancienne Pologne.

L'attitude de l'Autriche vis-à-vis de la Russie pendant la guerre de la Crimée avait excité le ressentiment de l'empereur Nicolas. Il disait à cette occasion : que Sobieski et lui étaient les plus naïfs de tous les rois de Pologne, l'un pour avoir sauvé l'Autriche en 1683, et lui pour avoir mis fin à la guerre de Hongrie en 1848. La conduite de l'Autriche pendant le siège de Sébastopol donna raison à l'assertion de l'autocrate.

Cependant, après la mort de Nicolas I^{er}, de grands changements se préparaient dans toute la Russie. L'empereur Alexandre II, comprenant le mouvement pro-

gressivement libéral, ne voulait aucunement s'opposer à le faire pénétrer dans son empire. — Des anciens principes du dernier régime, un seul est resté inébranlable, c'est celui de conserver le *status quo* en Pologne.

Pourtant il est incontestable que le nouveau monarque désirait adoucir quelque peu le sort de ses sujets polonais.

Le prince Gortschakoff remplaçait le maréchal Paskiewicz comme lieutenant du royaume.

Gortschakoff, que les Français connaissent depuis Sébastopol, était un parfait galant homme. Sous son administration, le royaume de Pologne est arrivé à un certain degré de prospérité et de bien-être dont il n'avait pas joui depuis bien longtemps.

Les Polonais ont eu tort peut-être d'interpréter si aigrement les paroles que l'empereur adressait à la députation polonaise à peine arrivée à Varsovie où elle venait le saluer pour la première fois comme empereur et roi : « Messieurs, pas de rêveries ! » Ces paroles ont fait en quelques jours le tour de l'Europe. Les Polonais les interprétèrent comme une terrible menace d'un autocrate, quand au fond elles pouvaient être aussi bien prises pour un avertissement presque bienveillant.

Les patriotes élevèrent sur le discours d'Alexandre II tout un échafaudage de raisonnements provocateurs.

D'un autre côté, les Russes appartenant au parti ennemi de la Pologne et ceux qui trouvaient leur intérêt dans les mauvais rapports entre les deux nations slaves, faisaient leur possible pour donner au gouvernement et à son chef suprême la conviction que les Polonais préparaient des attentats contre le système et même contre la personne de l'empereur.

Cependant, et c'est là un fait, à cette époque, les véritables patriotes russes, — nous ne parlons que de la population civilisée, — se sentant sous un régime qui prenait une direction libérale, ne cachaient pas leurs sympathies pour les Polonais, et il y eut des voix qui s'élevèrent en Russie pour demander une amélioration du sort de la malheureuse nation.

La fatalité des rêveries de 1861 fit avorter ces bonnes dispositions, dont une sage conduite politique de la part des Polonais aurait su tirer parti.

L'université de Varsovie était rétablie et donnait aux Polonais le loisir de faire leurs études chez eux; les chemins de fer rapprochaient les distances; des établissements industriels ont trouvé sous le nouveau régime un appui à leur développement; une société agronomique était fondée. Elle devait protéger l'industrie agricole et réunir les propriétaires de toutes les parties de la Pologne au centre du progrès intellectuel.

En même temps le mouvement libéral en Russie prenait un développement très-prononcé. La transition d'un régime à l'autre était trop rapide, et la « jeune Russie » marchait dans une direction extrême qui devenait embarrassante pour le gouvernement. Nous allons voir comment la dernière révolution polonaise rendit sous ce rapport un service au gouvernement russe en devenant nuisible à son propre pays.

C'est à l'université de Moscou et parmi les Russes que prirent naissance les réunions des jeunes libéraux, rangés sous la forme et l'étiquette d'une corporation littéraire et fraternelle.

L'année 1860, cette corporation de l'université de Moscou envoyait ses émissaires aux universités de Dorpat, de Kief et de Varsovie, proposant une grande fraternisation sous le couvert d'idées très-démocratiques.

D'un autre côté, la jeunesse de Varsovie était endoctrinée par les émissaires du parti démocratique de l'émigration polonaise qui siégeait entre Paris et Londres.

Le gouvernement ou ne voyait rien ou ne voulait rien voir.

Peu à peu le mouvement entraînait la jeunesse et le cercle démocratique grossissait chaque jour. Quelques jeunes gens plus hardis prenaient la direction de ce mouvement, et l'on ne saurait dire exactement où et quand

un gouvernement occulte s'est formé et est devenu de jour en jour plus puissant, quoiqu'il restât invisible. Il s'empara peu à peu de l'opinion publique et de l'esprit d'une grande partie de la nation.

Pour forcer le gouvernement russe à faire des concessions, on adopta le système des manifestations dans les rues et dans les églises. L'enterrement de M^{me} Sowinska, veuve du célèbre général massacré à Wola, offrit la première occasion d'une grande démonstration populaire. Un ordre émané d'un pouvoir occulte engageait la population de Varsovie à assister à cet enterrement.

Depuis, chaque anniversaire patriotique, chaque fête d'église servait de prétexte à de grands rassemblements, où pourtant la tranquillité fut toujours maintenue. On faisait en même temps des charivaris aux employés russes qui ne jouissaient pas d'une grande réputation d'intégrité, ou bien à ceux qui étaient considérés comme ennemis acharnés de la Pologne.

« Le gouvernement national, » tel était le titre que prenait cette force invisible qui agissait avec une énergie et un ensemble surprenants, était partout, savait tout et s'occupait de tout.

Une adresse, signée par des milliers de Polonais de toutes les classes, était présentée au lieutenant du royaume avec prière de la transmettre à l'empereur. En même

temps, les églises résonnaient de chants religieux et patriotiques en l'honneur de la prospérité et de l'indépendance de la Pologne.

Une procession religieuse très-nombreuse ayant attiré par ses proportions la police, on voulait la disperser.

Les troupes arrivèrent, et après une sommation, le commandant fit tirer sur le public. Quelques victimes tombèrent; le peuple les releva avec un cri de rage désespéré. Les troupes rentrèrent dans leurs casernes et la police ne se montra plus dans les rues de Varsovie. Un comité spécial de bourgeois fut formé avec autorisation du gouvernement pour la cérémonie de l'enterrement des cinq victimes qui étaient tombées dans cette journée.

Cet enterrement se fit dans un ordre parfait, quoiqu'il fût escorté par plus de cent mille personnes.

L'adresse reçut de Saint-Pétersbourg une réponse vague, qui se bornait à la promesse de l'institution de conseils municipaux et départementaux en Pologne. Les membres de ces conseils devaient être choisis par leurs concitoyens.

Jusqu'alors les démocrates, les patriotes paisibles et le gouvernement occulte agissaient avec une logique et un ensemble étonnants. L'indifférence du gouvernement russe enhardissait les esprits, et finit par faire croire à la jeunesse qu'elle pouvait tout oser.

Les rassemblements dans les rues et dans les églises devinrent de plus en plus nombreux ; le prince Gortschakoff, cassé par l'âge et par le service, ne savait plus à quel parti s'arrêter. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg s'aperçut enfin que les manifestations polonaises pouvaient devenir dangereuses et résolut spontanément de sévir vigoureusement. La société agronomique fut supprimée, le premier rassemblement devant le château mitraillé et l'état de siège proclamé dans tout le pays.

Bientôt survint la mort du prince Gortschakoff, qui, après des intérim, fut remplacé par le général comte Lambert. Mais c'est précisément sous l'état de siège que le gouvernement national a développé toute sa puissance et toute son énergie. Personne ne le connaissait, personne ne savait où il siégeait ; mais en même temps pour lui adresser une requête ou une question, il suffisait de remettre un petit mot à la première dame de la halle ou au premier cocher de fiacre pour avoir le lendemain une réponse par la même voie.

En province et dans les villes le gouvernement national nommait ses employés, délivrait des passe-ports avec ses timbres pour un libre parcours dans le pays et pour l'étranger ; il levait des impôts patriotiques sur toute la nation et donnait des quittances sur les versements d'argent.

Après plusieurs modifications dans le personnel des employés du gouvernement, l'empereur, espérant calmer les Polonais, se décide à leur donner comme vice-roi son frère le grand-duc Constantin, avec un chef du pouvoir civil, le marquis Alexandre Wielopolski¹.

Un conseil d'État est donné à la Pologne pour élaborer le projet des changements possibles à introduire.

Le premier acte du pouvoir illimité de Wielopolski était un ordre qui destituait en quelques semaines tous les employés russes du royaume de Pologne. Et pourtant l'arrivée du frère de l'empereur et du chef du pouvoir civil était saluée par les rouges avec des coups de révolver tirés à bout portant.

Le marquis, fier de sa nature, mais incontestablement bon Polonais, était intimement convaincu qu'il saurait profiter de son pouvoir pour introduire dans son pays des réformes salutaires. Il commença par l'instruction et par la justice, pour lesquelles il a conçu des projets remarquables. Mais le marquis exigeait que les Polonais eussent confiance en lui et qu'ils l'appuyassent dans son entreprise.

¹ Le marquis Wielopolski vivait retiré dans ses terres, débrouillant ses affaires un peu embarrassées par la prodigalité de ses ancêtres; ce n'est qu'en 1860 que l'intelligent secrétaire d'État Enoch a donné la brillante idée au prince Gortschakoff de rapprocher le marquis du gouvernement et de le décider à se faire connaître à Saint-Pétersbourg.

Malheureusement, dans cette occurrence, l'esprit politique a fait défaut à la malheureuse nation : on ne pouvait pas s'entendre; on n'a pas compris qu'il fallait s'unir pour profiter de l'occasion qui se présentait d'améliorer le sort de la Pologne.

Trois partis distincts se formèrent.

Le parti rouge se composait de patriotes rêveurs, de démagogues et de jeunes gens pleins de dévouement, qui ne comprenaient pas la situation et que les meneurs de ce parti poussaient à un soulèvement armé. Le gouvernement national était composé des éléments du parti rouge.

Les blancs se groupaient autour du comte André Zamoyski. L'élément principal de ce parti étant formé par la noblesse, les propriétaires fonciers et les individus qui étaient à la tête de l'industrie et du commerce du pays, ils ne désiraient pas le soulèvement armé; mais voyant le gouvernement russe disposé à faire des concessions, ils croyaient qu'on pouvait tout obtenir, et demandaient que la Pologne indépendante fût rétablie dans les limites où elle se trouvait au temps des Jagiellons et de Bathory. — Le comte André Zamoyski, patriote intègre et jouissant d'une grande popularité, fut choisi comme chef de ce parti. Poussé par les circonstances, il entra, sans trop savoir comment, dans une voie dangereuse et ca-

pable de contrecarrer les projets pleins de modération et de sagesse du marquis Wielopolski.

Le troisième parti était celui du chef du pouvoir civil; malheureusement il était le moins nombreux.

L'énergique marquis annonçait hautement que, pour introduire ses réformes, il ne reculerait ni devant son impopularité, ni devant les attentats contre sa personne. C'était un homme de bronze, d'une intelligence hors ligne et d'une force de caractère inébranlable¹.

Les événements en Pologne trouvaient un écho sympathique en France, — mais plus les Français s'occupaient des manifestations polonaises, plus ces manifestations prenaient un caractère révolutionnaire.

Chaque mot prononcé dans les Chambres à Paris enflammait les rêveurs en Pologne. Le prince Napoléon ne craignit point de faire entendre en plein Sénat des paroles injurieuses contre le marquis Wielopolski, en le considérant comme traître à sa patrie. Le jeune Wielopolski, à la suite de cette insulte, provoqua le prince,

¹ Le comte André Zamoyski, questionné par le vice-roi sur ce que le gouvernement russe devait faire pour contenter les Polonais, lui répondit, avec la franchise qui le caractérisait : « Vous voulez le bien de la Pologne? Mais alors allez-vous-en et laissez-nous arranger nos affaires à notre guise. »

Quand Wielopolski avait été chargé du pouvoir civil, un employé russe disait à un personnage haut placé : « Oui, Zamoyski voulait nous mettre dehors, — mais le marquis va nous mettre dedans. »

qui se crut dispensé de croiser le fer avec le fils de celui qu'il avait injustement outragé devant toute l'Europe.

Les Polonais prirent le discours du prince et de tous les autres Français amis de la Pologne pour l'expression des sentiments du gouvernement français et de toute la France. Aussi les rouges en Pologne proclamaient le marquis traître à la patrie et mettaient à l'index tous ceux qui se rangeaient de son côté.

Le parti blanc refusait de s'entendre avec Wjelo-polski ; et il n'osait braver le terrorisme du gouvernement national, — enfin, disons le mot, la majorité des Polonais n'était pas à la hauteur d'apprécier la situation ainsi que l'homme politique qui, avec un extérieur hautain, gardait les sentiments d'un patriote raisonnable. — Et pourtant le parti blanc, concilié sincèrement avec le système du marquis, aurait eu positivement la force de dissiper les orages qui grondaient sur la nation.

Les rouges, voulant contre-balancer les rigueurs du gouvernement, entrèrent dans la voie du terrorisme le plus sanglant. Une espèce d'organisation exécutive fut fondée sous le nom de gendarmes, appelés depuis : *gendarmes pendeurs*.

Le gouvernement national rendait des jugements sur les traîtres, espions et tout individu signalé comme contraire à ses plans. Les gendarmes s'acquittaient

avec précision de l'exécution de ces jugements. C'est ainsi que périt entre autres Miniszewski, rédacteur d'une feuille protégée par le marquis, et qui, sous une forme sardonique, prédisait avec une grande lucidité l'avenir que le mouvement révolutionnaire préparait à la nation polonaise.

Les blancs accusaient Wielopolski de ne rien faire pour gagner leur confiance ; et pourtant, en organisant le nouveau Conseil d'État, il était allé se recruter parmi les membres les plus distingués de cette société agronomique qui formait le cœur du parti blanc et qui, quelque temps auparavant, avait évincé le marquis comme une individualité antipathique. Le choix de Wielopolski était juste : il cherchait l'intelligence et l'amour raisonné de la patrie ; c'est ainsi qu'il a confié les postes importants à des hommes comme Alexandre Ostrowski, Gruszecki, Wenglenski, Gorski et tant d'autres du parti blanc.

C'était une preuve éclatante d'impartialité et de tact de la part du chef du pouvoir civil, car c'est lui qui faisait le premier pas vers la nation dont il réclamait le concours pour les réformes qu'il ne cessait de projeter.

Le gouvernement national, s'opposant aux desseins du marquis, annonçait qu'il condamnerait tous ceux qui accepteraient des places dans la nouvelle organisation.

Le temps de la conscription arrivait. Le gouvernement se proposait de profiter de cette occasion pour se débarrasser des *gendarmes pendeurs* et des meneurs du parti rouge. C'est alors qu'éclata le soulèvement. Le 22 janvier 1863, le parti de la révolution avait pris les armes dans tous les palatinats de la Pologne et dans les provinces annexées à la Russie.

Une guerre de partisans s'organisait ; — on ne comprendra jamais comment, avec les moyens dont les Russes disposaient, ayant à combattre des enfants et des hommes mal armés et mal disciplinés, l'insurrection a pu durer au delà d'une année.

Le bruit s'était répandu en Pologne que l'empereur Napoléon III aurait dit, pendant une des réceptions des Tuileries, à un émigré polonais : « Tâchez de faire durer l'insurrection jusqu'au mois de mai. » En effet, on a assuré depuis que l'empereur, en causant des troubles qui venaient d'éclater, avait adressé ces mots au personnage en question : « Croyez-vous, Monsieur, que les Russes n'écraseront pas ces malheureux avant trois mois ? » Ces paroles répétées et dénaturées avant d'arriver en Pologne, étaient, d'après l'opinion du gouvernement national, la promesse formelle d'une intervention française.

Effectivement, l'empereur des Français avait adressé

une note diplomatique à la Russie au sujet des événements de Pologne, et le prince Gortschakoff avait répondu par une apostrophe énergique, qui voulait dire : « La question polonaise est une question russe et non française. » Cette réponse du cabinet de Saint-Pétersbourg est restée sans réplique.

Les blancs finirent, eux aussi, par ajouter foi à cette croyance de l'intervention française. Voyant tant de courage dans ces malheureuses victimes qui allaient se faire égorger presque sans moyen de résistance, ils se laissèrent entraîner par un sentiment bien naturel de sympathie vers ces frères si follement courageux. Il n'était plus temps de raisonner, de se demander si l'insurrection préparait le bonheur ou le malheur de la Pologne.

Un sous-officier de zouaves, M. Rochebrune, arrivé de France, se battit bravement contre les Russes. Il finit par prendre le titre de général et commandait un petit détachement auquel il donna le nom de : « zouaves de la mort. » Les insurgés considéraient cet homme entreprenant comme une preuve vivante des bonnes intentions du gouvernement français.

Comme autrefois Dumouriez, qui, ainsi que nous l'avons dit précédemment, avait été envoyé par le ministère Choiseul pour seconder la confédération de 1768,

Rochebrune, à un siècle de distance, semblait au gouvernement national entreprendre une œuvre pareille, seulement il faut faire remarquer que Dumouriez était entré en Pologne muni d'un caractère officiel ; à cette époque, l'intervention française était un fait incontestable et que personne n'ignorait ; en 1863, au contraire, la France n'était point intervenue en faveur de la Pologne, elle avait seulement laissé le champ libre aux hommes de bonne volonté qui, quel que fût le motif de leur résolution, se sentaient saisis de compassion pour la Pologne ; — mais un siècle séparait Dumouriez de Rochebrune, Kosciuszko de Langiewicz, Pulawski des autres chefs de l'insurrection de 1863. Pour les *gendarmes pendeurs*, c'est en vain que nous chercherions un parallèle dans les annales de l'histoire de la Pologne ; mais sans descendre jusqu'à eux, il est facile de prouver que le caractère des révolutions dégénérait dans ses éléments et dans ses chances de réussite.

Vers la fin de 1863, arrivait à Varsovie la démission de Wielopolski et un congé illimité pour le grand-duc Constantin. Le comte Berg était chargé de la lieutenance générale, Muravieff et Bezak étaient envoyés à Wilna et à Kief pour écraser l'insurrection.

Nous nous arrêtons à ce moment, ne voulant pas mettre la censure de Varsovie dans une fausse position

à propos de notre travail, et nous baissons la toile sur la suite de ces tristes événements. Nous ajouterons seulement que, depuis, les mêmes patriotes qui demandaient une Pologne de la mer Noire jusqu'à la Baltique, et du Dnieper jusqu'à l'Oder, ont souvent regretté le régime de fer du prince Paskiewicz.

Et maintenant passons aux résultats de la malheureuse insurrection polonaise.

Ce n'est que la Russie qui a su recueillir les fruits des troubles en Pologne.

D'abord les événements ont prouvé à ceux qui avaient encore des doutes sous ce rapport que la lutte armée entre les deux nations était impossible.

Ensuite la Russie a pu montrer qu'elle ne faisait aucun cas des interventions étrangères, et dans l'échange de notes entre Napoléon III et le cabinet de Saint-Pétersbourg, nous savons trop bien, malheureusement, que c'est le prince Gortschakoff qui a eu pour lui les rieurs politiques de l'Europe.

Allons plus loin. La Russie était justement embarrassée par la tournure que prenaient les esprits de la jeunesse et les sympathies qui commençaient à naître dans les cœurs de la population civilisée russe pour les malheurs de la Pologne.

La révolution de 1863 devenant inquiétante, tous

les partis s'étaient rangés du côté du gouvernement, avec cette unité de vues qui anime tous les Russes chaque fois qu'ils se croient menacés.

Quant aux démagogues de ce pays, le gouvernement, avec une malice cruelle, mais intelligente, les lançait en Pologne sous la forme d'un comité appelé « organisateur, » en leur confiant le règlement des rapports entre les propriétaires et les paysans affranchis. Du reste, les emplois où le marquis Wielopolski avait placé des Polonais, ont été occupés par des Russes choisis parmi les plus grands ennemis de la nationalité polonaise. De cette manière, le gouvernement se débarrassait d'un élément qui le gênait en Russie et châtiait en même temps la Pologne révoltée.

Enfin, la révolution donnait raison aux paroles de l'empereur tant commentées par les Polonais : « Pas de rêveries. »

L'année 1864 commençait le réveil terrible après un rêve insensé.

Il est facile de comprendre le fiel qui s'est glissé dans le cœur du souverain qui, personnellement, peut-être n'a pas désiré aggraver la position de la malheureuse nation. Un autocrate a bien des moyens de punir ses sujets rebelles ; mais espérons que le temps et la conduite raisonnable des Polonais amèneront l'esprit

du souverain à ce principe chrétien : A tout péché miséricorde.

La nation polonaise restait plongée dans un deuil profond après la perte de ses illusions et d'une grande partie de sa jeunesse massacrée ou éparpillée entre Paris et Kamtszkatka.

Il est impossible d'établir exactement des chiffres pour la statistique des revers éprouvés par les Polonais.

En fait d'hommes, on peut admettre sans exagération soixante-quinze à cent mille hommes tués, blessés, déportés ou émigrés. Une partie de ces malheureux, amnistiés depuis, sont rentrés dans leur pays. Néanmoins il faut évaluer à une trentaine de mille les individus enlevés sans retour à la nation polonaise.

Que nos lecteurs se donnent la peine de considérer que c'étaient des jeunes gens qui ne manquaient ni de cœur ni de tête, et qui, bien dirigés et plus calmes, auraient pu travailler avec succès au bien-être et à la gloire de leur nationalité.

Nous n'exagérons pas cette perte morale, car nous savons que, parmi ces victimes, il y avait des caractères tels que Frankowski, Krajewski, Padlewski, Ladislas Rawicz, Bronislas Schwarz, Zulinski et tant d'autres dignes d'être placés à côté des héros de l'ancienne Pologne; leurs noms resteront peut-être inconnus

à l'étranger, mais la nation polonaise devra toujours saluer leur mémoire avec respect.

Les pertes matérielles de la Pologne sont incalculables. Pour les connaître, il faudrait ajouter les impôts et les contributions nationales aux contributions du gouvernement; il faudrait faire une statistique des réquisitions des troupes russes et des insurgés; il faudrait prendre en considération le système violent d'expropriation des Polonais dans les anciennes provinces.

Les nouvelles organisations introduites depuis l'année 1864 par des employés russes choisis avec soin dans le parti anti-polonais, donnaient des preuves de mauvais vouloir partout où il s'agissait du bien-être de la Pologne civilisée.

Enfin, les derniers événements reculaient les avantages que les circonstances favorables de 1861 et 1862 offraient aux Polonais. Il suffit, sous ce rapport, de se donner la peine de comparer les travaux du système Wielopolski à ceux du comité organisateur russe, pour se faire une idée exacte de ce que l'insurrection de 1863 a détruit et de ce qu'elle a provoqué.

Mais la nation polonaise est trop noble pour garder rancune à ses frères, qui, par un excès de zèle patriotique, l'ont précipitée dans de nouveaux malheurs.

Ce qui est fait est fait, et il n'y a plus à revenir sur

ce triste sujet. A la rigueur, avec un peu de bonne volonté, on pourrait trouver dans la dernière tentative des Polonais un bon côté, qui, hélas ! est loin de contrebalancer le mauvais, et qui ne saurait servir d'excuse à ceux qui ont fait la révolution. Il est cependant positif que les derniers événements ont attiré l'attention des autres nations sur la Pologne.

C'était une preuve de plus que, malgré les efforts de trois puissances formidables qui se donnaient tant de mal depuis un siècle, on n'a pas pu anéantir la nationalité polonaise.

Mais si un patriote a le droit de chercher à excuser l'insurrection, c'est uniquement parce qu'elle est finie. Du reste, ces excuses n'empêchent pas de répéter qu'il faut à toute force établir le principe qu'à l'avenir les révolutions en Pologne seraient un crime contre la nationalité.

Chaque Polonais pris séparément fait partie de sa nation ; son devoir est de travailler pour son bien ; il n'appartient donc pas à lui-même, mais à une grande et malheureuse famille, qui a le droit de lui défendre de verser son sang pour des chimères.

L'arme d'un bon patriote polonais, aujourd'hui, c'est la plume et le crayon.

L'instruction, l'industrie, le progrès, ce sont là les

champs de bataille où il doit chercher de préférence son épaulette d'officier.

Les Polonais n'ont pas le moyen de combattre les canons rayés; mais aucune force au monde ne peut entraver leur bon vouloir de lutter pour les droits de la nationalité polonaise dans le vaste empire de la civilisation. Les Polonais, par patriotisme, par amour-propre, ne doivent pas se laisser distancer par les Russes. Mais, pour arriver à un brillant résultat dans cette voie, il faut de l'ensemble; il faut bannir les *vetos*, si quelque parti voulait en raviver le souvenir; il faut réfléchir sérieusement pour apprécier la véritable situation et régler sa conduite en conséquence.

L'esprit politique des Italiens pourrait servir de modèle. Les personnes mêmes auxquelles ils n'inspirent qu'une médiocre sympathie ne peuvent s'empêcher d'admirer avec quel ensemble ils marchent à leur but, sachant parfaitement où ils vont.

Quinze à seize millions d'une population qui parle la langue polonaise sont distribués sous trois gouvernements différents. Cette population entière est animée des mêmes sentiments, — pourquoi donc ne saurait-elle pas s'unir dans le but de sauvegarder sa nationalité chérie?

La Prusse, sévère pour les séditions, certes, ne serait pas fâchée de germaniser le grand-duché de Posen, et

pourtant, respectant les lois générales, elle laisse une grande liberté de censure, dont les Polonais savent se servir pour travailler à leur profit.

L'Autriche a sous sa domination plusieurs éléments polonais. C'est d'abord les Ruthins, qui, très-rapprochés des Russes par leur religion et par leur langue, hésitent dans leurs sympathies et font bien peu pour la prospérité de la nationalité polonaise.

L'élément purement polonais de la Galicie, si spirituellement persifflé par le *Diable* (*le Charivari cracovien*), représente, sous le rapport de l'intelligence, la partie la plus pauvre de l'ancienne Pologne.

L'ancienne république de Cracovie forme encore le troisième élément polonais en Autriche. Ici, la littérature, les sciences, l'industrie et les questions sociales trouvent des représentants qui parviennent à trouver un écho, même à Léopol !

Le gros de la nation polonaise est sous la domination russe.

Varsovie n'a jamais cessé d'être la capitale de toute la Pologne intelligente. Il est vrai que, depuis les derniers événements, un léger assoupissement intellectuel se fait sentir, mais c'est un état passager. Les Varsoviens sont toujours prêts à fournir des éléments qui sauront travailler et être utiles. Les malheurs par lesquels

Varsovie a passé étaient trop grands pour que les habitants intelligents de la capitale polonaise ne comprennent pas la nécessité d'entrer dans la voie du bon sens politique.

Reste encore un élément de cette nation sous la forme d'une émigration éparpillée dans toute l'Europe. Le cœur de cette émigration a toujours été à Paris. Mais l'ancienne génération de 1831 est presque éteinte¹. Celle de 1846 a peu de représentants ; celle, enfin, de 1863 n'a rien fourni de remarquable.

L'attentat de Berezowski contre l'empereur de Russie à Paris, le cri de M. Floquet au Palais-de-Justice, ont été préjudiciables à l'intérêt des Polonais. Les fonctionnaires russes chargés en Pologne à cette époque du jugement des délinquants politiques, croyaient prouver leur dévouement à l'empereur en redoublant de sévérité à cette occasion.

Nous pouvons assurer que cet excès de sévérité de la part des fonctionnaires russes en Pologne était une réponse aux coups de pistolet de Berezowski comme au cri de l'avocat français. Du reste, cette parole sortie plutôt du cœur que de la tête de cet ami des Polonais,

¹ Les plus remarquables d'entre ceux qui sont restés sont Chodzko, Wolowski, le docteur Galenzowski et quelques autres qui font honneur à la Pologne. A Zurich, le comte Plater a le mérite d'avoir collectionné une bibliothèque polonaise remarquable.

ne révélait que les opinions politiques d'un simple individu.

En 1870, nous avons vu des Polonais combattre sous des drapeaux allemands. Il est facile de comprendre combien ils devaient souffrir d'être obligés d'en venir aux mains avec leurs amis, les Français; pourtant ils n'ont pas partagé l'allégresse générale après la victoire; ils ont seulement montré que les Polonais n'étaient pas capables de trahir leur drapeau ou leur serment.

Les jeunes émigrés et quelques Polonais indépendants entrés dans les rangs français, comme autrefois leurs pères, se battaient bravement contre les ennemis de la France.

Le malheur a voulu que quelques noms polonais aient figuré dans la déplorable affaire de la Commune à Paris, Un certain Henri et un autre nommé Dombrowski se firent surtout remarquer.

Les véritables patriotes polonais déplorent la conduite de ces individus, et ils les blâment hautement. Mais il faut espérer que la France ne reportera pas sur l'émigration entière le ressentiment que mérite la mémoire de ces malheureux.

Un nom d'une ressemblance frappante dans cette circonstance doit effacer cette mauvaise impression : les Français n'ont pas pu oublier le général Henri Dom-

browski, chef des légions polonaises, qui seconda si glorieusement l'aigle impériale en Italie, en Allemagne, en Espagne et en Russie, dans la belle époque de la gloire française.

Et maintenant, faisant appel à tous les amis des Polonais, nous leur demandons de pousser cette nation à suivre une ligne de conduite sage et politique, digne de leurs malheurs et de leur dévouement.

Le bien-être matériel est le fondement de l'indépendance des opinions. La jeunesse polonaise doit donc travailler ardemment. Il faut qu'elle soit unie, qu'elle ne se divise pas en partis et, sans rêver aux révolutions, elle doit, avant tout, penser à se faire un état utile pour pouvoir vivre et élever ensuite ses enfants dans de bons principes et avec des sentiments polonais.

Il est vrai que la jeunesse en Pologne n'a pas le même choix d'états et de carrières qu'ont les autres nations; le service du gouvernement lui est plus ou moins fermé pour le moment, mais l'industrie, le commerce et les sciences ouvrent un champ si vaste aujourd'hui; chaque jeune Polonais qui a étudié et qui veut travailler peut être sûr de trouver une position honorable dans son pays ou en Russie.

Il est incontestable que le progrès de la civilisation en Europe est venu de l'ouest dans la direction du nord.

Ainsi la France et l'Allemagne ont communiqué leurs lumières d'abord à la Pologne, qui, par suite, avait l'avantage sur la Russie. Telle est la raison pour laquelle les jeunes Polonais qui cherchent à faire leur carrière trouvent plus difficilement une occupation en Allemagne qu'en Russie. Mais, sous le dernier règne, les Russes ont fait des progrès rapides, tandis que les événements politiques en Pologne ont retardé l'instruction de la jeunesse. Le gouvernement occulte confiait toutes les occupations à des jeunes gens et les détachait ainsi de l'étude; bientôt après, l'insurrection armée vint aggraver ce fâcheux état de choses.

Qui sait combien d'hommes remarquables auraient pu fournir toutes ces nobles victimes qui ont péri si misérablement? Qui sait combien de gloires polonaises ont succombé dans ce malheur? C'est une perte colossale pour la nationalité polonaise; il faut tâcher de la réparer.

Les jeunes Polonais négligeaient leur instruction au moment où les jeunes Russes marchaient en avant. Ce serait un crime de se laisser devancer. On ne peut laisser dire en Europe que la civilisation aux bords de la Vistule rétrograde. Ce serait une faute politique contraire au principe de la nationalité.

Il faut à l'avenir que les jeunes Polonais tâchent d'a-

voir des occupations industrielles en Russie et qu'ils s'y fassent bien connaître et bien rétribuer. Il faut rendre cette justice aux Russes que, à part la politique, ils témoignent assez de confiance à l'intelligence polonaise; nous pourrions citer ici quelques individus intelligents et travailleurs qui sont arrivés en Russie à des résultats brillants; ainsi, il y a des directeurs de fabrique, de chemins de fer et d'institutions commerciales, jeunes encore, qui possèdent cent à deux cent mille francs de revenus annuels. Il n'est pas donné à chacun d'avoir l'intelligence et le bonheur de ces messieurs, mais en tout cas, c'est une preuve encourageante pour la jeunesse polonaise qu'elle peut être sûre de trouver en Russie une occupation assez lucrative pour rapporter dans son pays, au bout de plusieurs années de travail, une aisance honnête.

Mais il ne suffit pas de cultiver l'industrie et le commerce seulement, — il y a encore les sciences, les arts et les lettres; il faut tâcher que la nation polonaise ait des représentants dans toutes ces branches; il faut étudier les langues étrangères et surtout le français et l'allemand, afin de connaître à fond tout ce qui se passe en Europe.

Mickiewicz, Lelewel et leurs camarades n'existent plus, — l'Europe pourrait croire que le génie polonais a disparu avec eux. Jusqu'à présent, les Polonais n'é-

taient pas restés étrangers au mouvement intellectuel et scientifique. Il faut continuer ces bonnes traditions, c'est un devoir sacré, parce qu'il soutient la nationalité polonaise.

C'est avec plaisir que les Polonais peuvent constater que sous ce rapport ils n'ont pas tout à fait cessé d'exister. Le Nestor de leurs écrivains d'aujourd'hui, Kraszewski, fixé à Dresde, est bien connu à l'étranger. La fécondité de sa plume toujours animée d'un noble patriotisme, lui prépare une belle page dans l'histoire de la littérature.

Les deux dernières expositions universelles ont montré au monde entier que l'industrie se développe en Pologne; les beaux-arts ont eu aussi des représentants remarquables comme Matejko, Brandt, Kossak et tant d'autres si estimés déjà en Europe. Moniuszko, dans ses opéras, a fait connaître les mélodies nationales.

La jeunesse aussi, dans les derniers temps, a contribué à l'affirmation et au soutien de la nationalité polonaise à l'étranger, dans le domaine des sciences et des grandes œuvres mémorables. Les Polonais peuvent citer avec plaisir le nom de l'ingénieur Janicki, de Varsovie, un des premiers aides de M. Lesseps aux travaux du canal de Suez; de même MM. Nencki, Strasburger, Rostafinski, Wroblewski, Jurasz, Rakowski, Lepert et

autres, auxquels le gouvernement allemand a confié dernièrement la direction du jardin botanique de Iéna, des laboratoires de la Faculté de Strasbourg et des places de professeurs et d'adjoints, font honneur à la jeunesse varsoivienne.

C'est un triomphe pour la nationalité polonaise; il faut encourager ces efforts et le proposer comme exemple à la nouvelle génération, en lui faisant voir que tous ceux qui se distinguent par leurs travaux à l'étranger affirment chaque jour l'idée de la nationalité polonaise.

Mais en même temps il faut appeler l'attention de ceux qui sont forcés de rester à l'étranger sur le devoir de conserver leur nationalité, en quelque endroit que le sort les ait placés. Du reste il faut reconnaître que les Polonais ont changé le principe de: « *ubi bene, ibi patria,* » en celui de « *ibi bene, ubi patria.* »

Le journalisme polonais a une grande tâche à remplir, c'est celle de donner une impulsion raisonnable à l'opinion publique en Pologne.

Le journal de Posen (*Dziennik poznański*) est bien rédigé et a des tendances patriotiques bien comprises. C'est peut-être sous ce rapport le premier journal polonais.

A Cracovie la rédaction du *Czas* est bien à même de comprendre l'importance d'une direction à donner aux

jeunes esprits polonais. Du reste Cracovie ne doit pas être confondue avec le reste de la Galicie. Tant qu'il y aura à son université des professeurs comme Tarnowski, qui en épousant la plus riche et une des plus jolies héritières de la Pologne, a stipulé à son contract de mariage qu'on ne l'engageait pas à quitter la chaire de professeur, — il n'y aura rien à craindre pour la décadence de la nationalité à Cracovie.

Léopol même possède des éléments favorables à la nationalité. La bibliothèque et la fondation Ossolinski, bien entretenues par le prince George Lubomirski, ont, depuis la mort de ce dernier, comme conservateurs Malecki et Lozinski, publicistes et patriotes distingués. Il faut espérer aussi que les sarcasmes lancés par l'auteur « de M^{lle} Emilie » réveilleront les Galiciens de leur assoupissement intellectuel.

Varsovie a subi dans les derniers temps des pertes regrettables dans les rangs des publicistes nationaux, dont Jules Bartoszewicz était l'ornement. Il n'y a que Wojcicki et plusieurs de ses camarades qui, malgré leur âge avancé, restent vaillamment sur la brèche.

Le journalisme varsovien a pourtant des hommes d'une intelligence remarquable. Kœnig, Leo et Szymanski ont la direction de trois journaux différents et très-populaires dans le pays. Il n'y a pas à douter des

sentiments de ces feuilles, qui sont toujours prêtes à pousser à bien leurs compatriotes.

Le journalisme et les publicistes existent donc encore en Pologne. Il s'agit d'avoir le courage de ses opinions et de se donner davantage la peine de faire entrer dans les jeunes esprits polonais des idées nationales, mais raisonnables.

C'est donc au nom de ces sentiments sacrés, de l'amour de la nationalité que nous conjurons tous ceux qui s'intéressent aux malheureux Polonais de leur parler raison; les personnes qui se voueront à cette œuvre pourront être sûres qu'elles soutiennent une cause bien juste.

Pour arriver à ce but, il ne faut pas de corporations, de partis, un mot d'ordre doit suffire pour réunir les esprits de tous les Polonais; c'est celui du bon sens et de la nationalité.

Avant de terminer cet écrit, nous nous faisons un devoir et un plaisir de dire quelques mots sur feu Larousse, et sur son *Dictionnaire du dix-neuvième siècle*.

Cet ouvrage monumental a consacré une partie considérable de ses colonnes aux articles concernant la Pologne.

Les Polonais doivent une éternelle reconnaissance à Larousse; il a fait plus pour la nationalité polonaise que toutes les notes diplomatiques et tous les discours enflam-

més des tribuns français. Le *Dictionnaire du dix-neuvième siècle* jouira positivement d'une grande popularité et fera partie des bibliothèques de gens adonnés aux travaux de l'esprit. C'est une porte qui s'ouvre à la nationalité polonaise pour faire mieux connaître à l'étranger son histoire et ses célébrités.

Au point de vue des sentiments qui nous animent, nous nous permettrons pourtant de faire une observation à la rédaction du Dictionnaire de Larousse. D'abord, il y a de petites fautes historiques qui ne devraient pas se trouver dans un ouvrage de cette importance. Ensuite, dans ces articles polonais, puisés probablement aux œuvres épurées par la censure russe, il est trop peu question des événements des derniers temps. Il est probable que bientôt paraîtra une nouvelle édition ou bien un volume supplémentaire; ce serait une occasion de réparer ces détails. Si cela était, nous serions prêt à mettre à la disposition de la rédaction une bibliothèque purement polonaise et notre faible concours, ne demandant que l'honneur de participer à la collaboration de cet ouvrage classique et animé de si bons sentiments à l'égard de la nationalité polonaise.

En finissant ce travail, pour donner plus de force aux idées que nous développons, nous tenons à reporter

l'attention de nos lecteurs sur les opinions politiques de Kosciuszko, ce héros, ce patriote sans tâche, ce Bayard polonais. Il blâmait hautement l'empressement de ses compatriotes à servir les desseins de Napoléon I^{er}. Il trouvait ses promesses trop fragiles pour consentir au sacrifice d'une nation qui lui était si chère.

Comparons un peu les conditions actuelles à la position dans laquelle les Polonais se trouvaient alors, avec une armée régulière et un protecteur que la fortune a longtemps secondé dans ses entreprises.

Que peuvent faire aujourd'hui les Polonais contre la Russie, qui compte deux mille cinq cents généraux et qui, dans deux ans, pourra disposer de deux millions de soldats bien armés ?

Et pourtant Kosciuszko réfutait aussi les paroles qu'on s'est plu à mettre dans sa bouche à la bataille de Maciejowice. Oui, Kosciuszko ne pouvait dire : *Finis Poloniae*, car il savait que si l'on a pu détruire la forme, on n'était pas à même de tuer l'âme, qui est un don de la Providence et qui ne dépend que d'elle. — Or le gouvernement, c'est la forme d'un pays ; son âme, c'est la nationalité, — tant que celle-ci existe, tant qu'elle est intelligente et unie chez les Polonais, personne n'osera dire : *Finis Poloniae*.

Nos forces intellectuelles seraient trop faibles pour

que nous puissions utilement militer en faveur de la nationalité polonaise ; mais le sentiment qui nous anime est si sincère, si pur et si sacré qu'il fait naître en nous l'espoir que la sainteté et la religion de la cause peuvent seules nous donner. Oui, nous avons dit la sainteté et la religion, et nous répétons ces mots, bravant tranquillement le sourire ironique des libres-penseurs qui nous liront.

Les Polonais comprennent que la cause de leur nationalité est sainte et religieuse. Sainte, parce qu'elle représente l'amour le plus noble dont un être humain soit capable, c'est l'amour des fils pour leur mère qu'ils n'abandonnent pas dans le malheur. Religieux, parce que c'est uniquement la force d'une conviction religieuse qui peut soutenir dans l'adversité et qui a soutenu la nationalité polonaise dans ses persécutions. La religion est donc une amie dévouée des Polonais, et si les Polonais ne sont pas capables de trahir un drapeau ennemi, une fois qu'ils lui ont prêté serment, certes, ils ne seront pas capables non plus de désertier la religion de leurs pères, qui est l'alliée fidèle de la nationalité polonaise

En nous résumant, nous adressons à nos lecteurs les questions suivantes :

Les Français peuvent-ils réparer les torts que leurs gouvernements ont eus vis-à-vis des Polonais, quand ils ne sont pas en état de racheter les avantages qu'ils ont perdus par la faute de ces mêmes gouvernements?

Les Polonais peuvent-ils consciencieusement demander aux Français de se créer un nouvel adversaire quand il leur est si difficile de venir à bout de leur ennemi principal?

Les patriotes rouges en Pologne ont-ils le droit de compromettre la destinée de leur noble et intelligente nation par des gendarmes pendeurs? — Ne vaudrait-il pas mieux, dans une position précaire, confier l'avenir à la Providence, au temps et aux chances des événements politiques, parfois si fantasques, si bizarres, qui ont si avantageusement modifié la situation de la Hongrie? Ne vaudrait-il pas mieux, pour le moment, s'abstenir de sacrifices sanglants et penser moins à l'indépendance et plus au soutien de la nationalité?

Enfin, avons-nous le droit, oui ou non, de demander aux Français de dire à leurs amis les Polonais :

« La *Nation française* ouvre son cœur et donne tous
« ses moyens intellectuels pour seconder les efforts de
« la *Nationalité polonaise* à revendiquer une place hono-
« rable parmi les *Nationalités civilisées* de l'Europe, —
« mais franchement, il serait bien imprudent de compter

« sur les secours du *Gouvernement français* dans des
« séditions qui n'ont aucune chance de réussite.

« Du reste la *Nation française* n'a pas le droit de dou-
« ter que les compatriotes de Minin et Pojarski, tôt ou
« tard, seront à même de comprendre les sentiments
« d'une nationalité si noble, si malheureuse et si digne
« de sympathie. »

— 164 —

Biblioteka Główna UMK

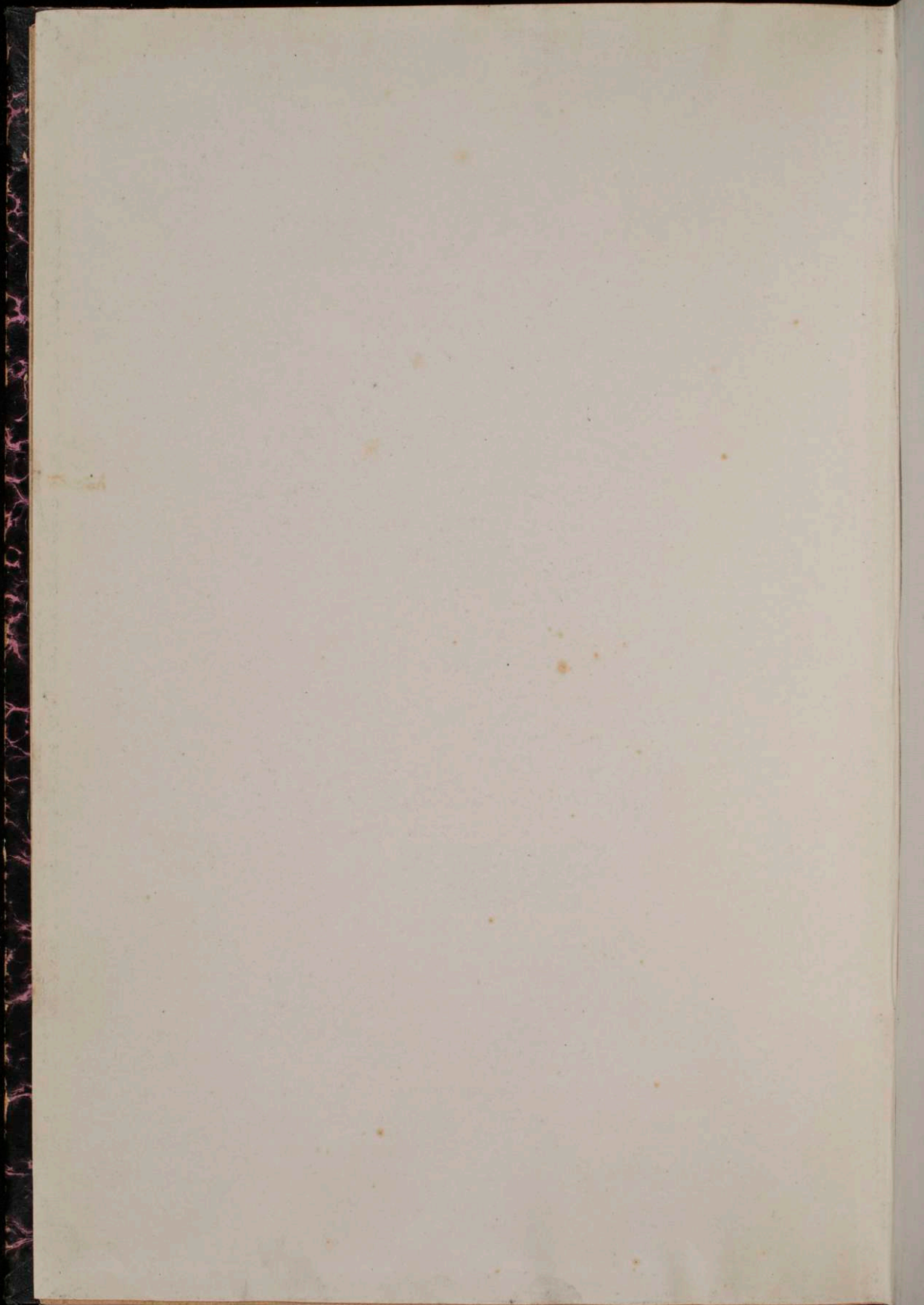


300049312522



Strasbourg, typ. G. Fischbach. — 1040.

W. 253/56





Biblioteka Główna UMK



300049312522



La France
et les
Polonais

IB

62

153